

Rapport Annuel

2020



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement



Îles Mamanuca, Fidji. Photo : © Stuart Chape

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Le Programme régional océanien de l'environnement (PROE) est la principale organisation régionale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses États Membres en vue de soutenir la coopération et la coordination en ce qui concerne les questions environnementales dans la région. L'accord portant création du PROE est entré en vigueur en 1993, faisant officiellement de l'organisation un organe indépendant.

Le PROE, dont le siège est situé à Apia, au Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires Membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des bailleurs et des collectivités locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant quatre axes stratégiques :

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES

BIBLIOTHÈQUE DU PROE : CATALOGAGE DES DONNÉES DES PUBLICATIONS

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2020 – Apia, Samoa : PROE 2021

64 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

I. Titre.

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2021.

La reproduction de cette publication à des fins pédagogiques et non commerciales est autorisée sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs, sous réserve que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur des droits d'auteurs.

Photo de couverture : Île Yasawa, Fidji. Photo : © Stuart Chape

Autres photos : sauf mention contraire, les photographies figurant dans la présente publication ont été prises par le personnel du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



PO Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org



Conformément à la politique du PROE en matière de protection de l'environnement, la présente publication a été imprimée sur papier 100 % recyclé post-consommation

NOTRE VISION: *Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*



Photo : © Stuart Chape

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
DÉMONSTRER NOS VALEURS ORGANISATIONNELLES EN PÉRIODE DE COVID-19	6
CONFÉRENCE SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET LES AIRES PROTÉGÉES	8
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	12
PROTECTION DE L'ÉCOSYSTÈME ET DE LA BIODIVERSITÉ	18
GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE	24
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	30
ÉVÈNEMENTS MARQUANTS	36
DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE	42
DÉCLARATION DU COMITÉ D'AUDIT SUR LE CONTRÔLE INTERNE	44
RAPPORT DE GESTION DE LA DIRECTION SUR L'EXERCICE 2020	46
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES	48
ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2020	50
PUBLICATIONS 2020	52
LISTE DU PERSONNEL	54
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	56
NOTRE RÉGION	57



Les îles de Ghavatu, Tanambogho et Ghaome, Îles Salomon. Photo : © Stuart Chape



Dr Melchior Mataki

Si l'année 2020 nous a appris quelque chose, c'est qu'il faut se préparer à l'inattendu. La pandémie de COVID-19 nous a tous frappés avec fulgurance et violence, faisant déjà un bilan de près de trois millions de morts au moment où je vous écris, le message pour l'humanité est ici très clair.

Il nous faut prendre soin les uns des autres. Investir dans la protection de notre environnement fait partie des moyens d'y contribuer. Nous devons privilégier la durabilité, et reconnaître la valeur de notre environnement, qui maintient l'équilibre dans nos vies.

Si nous prenons soin de notre environnement, il nous protégera à son tour.

Les menaces qui pèsent sur notre environnement

s'accroissent de jour en jour. La plupart sont la conséquence des activités anthropiques. Les plastiques à usage unique que nous utilisons sont désormais ingérés par les fruits de mer que nous consommons. Nous faisons face à une myriade de périls associés aux changements climatiques. Ces derniers étant induits par nos activités.

Nous devons toutes et tous apporter des modifications dans nos modes de vie, pour un meilleur environnement, aujourd'hui et demain.

S'il nous a fallu relever l'un des plus sombres défis qui s'est présenté à l'humanité à mesure que l'année 2020 et la pandémie progressaient, cela a également été une période où la capacité d'adaptation et la persévérance se sont pleinement révélées.

Notre isolement géographique, qui a pu être une entrave par le passé, s'est avéré notre plus grand atout durant la COVID-19. De nombreuses îles du Pacifique sont encore parmi les quelques rares pays du monde dont les premiers cas de COVID-19 n'ont été recensés qu'en décembre 2020.

Bien qu'un grand nombre de nos îles connaissent encore des problèmes de télécommunication, cela ne nous a pas arrêtés pour autant et nous avons adapté nos activités afin de respecter les restrictions imposées par la COVID-19.

Lorsque je songe à l'année 2020 et aux efforts consentis par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement et par ses partenaires pour protéger notre environnement, nous pouvons

être fiers de ce que nous avons accompli. Néanmoins, il nous faut toujours innover et continuer à progresser dans la mise en œuvre de nos programmes de travail.

Le PROE a réagi promptement pour protéger et valoriser les membres de son personnel qui ont pu travailler à distance et être avec leur famille durant cette période d'incertitude. Au vu des ravages causés par la COVID-19, le PROE a voulu s'assurer de la bonne santé physique et mentale de ses collaborateurs et collaboratrices.

C'est ainsi que des procédures de sécurité et d'hygiène ont été instaurées durant l'état d'urgence au Samoa, et que de nouveaux systèmes de travail, notamment à distance, ont été mis en place pour que le personnel puisse continuer à collaborer avec les Membres de l'organisation.

Une fois organisée de la sorte, notre équipe a modifié les plans de travail aux fins de respecter les restrictions imposées par la COVID-19. Le plus grand changement a consisté à remplacer les activités prévues en présentiel et nécessitant des déplacements par des interventions à distance coordonnées virtuellement. Une méthode de travail que nous appliquons toujours actuellement.

Un des objectifs du PROE était de veiller à ce que son personnel sache à quel point il comptait pour nous. Les Membres du PROE ont également reçu le meilleur soutien possible en cette période de pandémie, si difficile.

Le Secrétariat a mis un point d'honneur à s'enquérir de nos avis afin de connaître nos besoins pour que nous puissions continuer à collaborer en ligne. Il a organisé des formations et



Avatiu, Rarotonga, îles Cook. Photo : D. McFadzien

réunions en ligne et a mis à notre disposition conseils et assistance virtuels.

Le PROE s'est adapté aux circonstances et a continué à œuvrer en faveur de notre environnement océanien avec l'aide de nos partenaires et parties prenantes.

Pour nous qui vivons aux Îles Salomon, comme pour les populations de nombreuses autres îles océaniques, la pandémie a eu de fortes incidences. Nous les avons gérées jusqu'à présent avec efficacité, conformément à une politique gouvernementale claire visant à protéger le pays de la COVID-19, à encourager la reprise économique et à nous sortir de cette situation plus forts et plus unis. Malgré la pandémie, nous n'avons pas pour autant négligé les autres risques relatifs à l'écologie et au développement durable ; il nous faut lutter contre la détérioration de l'environnement et l'accélération des changements climatiques.

Il nous semble plus que jamais évident que nous devons continuer à renforcer notre résilience avec des ambitions plus fortes en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques afin de maintenir la hausse des températures mondiales en dessous de +1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

Si nous avons appris à travailler dans ce nouveau monde conditionné par la COVID-19, nous devons persévérer et prendre soin de notre environnement. Cela signifie que nous devons améliorer nos structures, veiller à la mise en place de politiques et programmes appropriés, combler les lacunes et innover pour renforcer la résilience de nos territoires océaniques.

Je remercie nos partenaires qui concourent à la mise en œuvre des programmes du PROE. Je tiens à remercier également les autres Membres du PROE, pour votre soutien et pour votre engagement.

Nous avons fait face et survécu à de nombreuses épreuves en 2020. À présent, il nous faut poursuivre notre chemin, forts de nos expériences, accepter le changement et nous y adapter, en tirant parti de notre unité et de notre engagement envers le mandat du PROE.

Je souhaite également exprimer toute ma gratitude au personnel du PROE et à son directeur général, M. Kosi Latu, qui amorce sa dernière année à la tête du Secrétariat en 2021. Nous vous remercions pour le rôle prépondérant que vous avez joué et pour le soutien que nous avons reçu de votre part et de votre équipe.

Que 2021 soit une meilleure année pour nous toutes et tous, plus que jamais solidaires et résilients.

D^r Melchior Mataka

Secrétaire permanent

Ministère de l'environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie, Gouvernement des Îles Salomon



M. Kosi Latu

Il est incontestable que l'année 2020 fut une année difficile pour le PROE à cause de la pandémie. Malgré les incidences de la COVID-19, nous avons continué à renforcer la résilience dans notre région et nous nous sommes adaptés à ce nouvel environnement et ces nouvelles méthodes de travail. Nous avons pu rester connectés, impliqués et réactifs grâce à nos outils informatiques essentiels, mais surtout grâce à la force combinée de nos partenaires et de notre travail collaboratif, en tirant parti du savoir-faire des différents pays et des organisations partenaires pour réaliser les objectifs que nous n'aurions pas pu remplir seuls.

Notre série de webinaires : « Transition vers un Pacifique post-pandémie », qui se sont tenus en juin et en juillet,

a démontré notre capacité d'adaptation aux changements, et a permis à notre personnel d'acquérir de nouvelles compétences, tout en créant un espace de « Talanoa virtuel » qui a permis à nos Membres, à nos partenaires, à notre communauté et à nos amies et amis de partager leur expérience et leurs connaissances. Cette initiative nous a permis de rester connectés et impliqués dans toutes nos priorités stratégiques.

En septembre, nous avons organisé notre première réunion virtuelle sur la gouvernance à l'occasion de la 2^e réunion du Conseil exécutif du PROE, présidée par les Îles Salomon. Notre Conseil exécutif a approuvé la nouvelle Stratégie du PROE en matière de ressources humaines. Celle-ci fait office de pierre angulaire

de notre vision du travail centrée sur l'humain et vise à mieux servir les populations et l'environnement du Pacifique.

Le Conseil exécutif a également approuvé l'évaluation indépendante du PROE, sachant que l'évaluation à mi-parcours de son Plan stratégique 2017-2026 sera menée en 2021 ; le nouveau Plan de mise en œuvre 2021-2025 pour la durée restante de la stratégie « Un Pacifique plus propre 2025 » (« Cleaner Pacific 2025 ») ; les directives régionales pour la rédaction de rapports régionaux sur les évaluations stratégiques de l'impact environnemental à destination des États et territoires insulaires océaniques ; la Stratégie pour la mobilisation des partenaires et des ressources ; les cadres de partenariat stratégique par pays et par territoire ;

et la mobilisation du PROE dans la mise en œuvre de l'initiative Kiwa.

En novembre, nous avons organisé notre plus grande réunion virtuelle à ce jour, la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, qui a rassemblé 2000 personnes. Cet événement a été présidé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie aux côtés du Président de la Table ronde des Îles du Pacifique de l'UICN et du PROE en tant qu'organisme de coordination principal. Les principaux jalons qui ont fait porter notre voix collective pour la conservation et la protection du Pacifique ont été l'adoption de la déclaration de Vemöore lors du débat de haut niveau ; la présentation aux Membres du projet du Cadre 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées ; et le lancement du Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et sur la conservation dans le Pacifique insulaire.

Le Rapport régional sur l'état de l'environnement et sur la conservation dans le Pacifique insulaire est une analyse complète de notre région, qui démontre l'importance des rapports sur l'état de l'environnement, lesquels peuvent servir à renforcer la durabilité environnementale des plans de développement et des décisions politiques à l'échelle nationale. En 2020, cinq rapports sur l'état de l'environnement ont été approuvés au niveau national pour les États fédérés de Micronésie, les îles Cook, Nioué, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga. Il s'agit du plus grand nombre de rapports de ce type réalisés et approuvés au cours d'une année. Ils serviront de point de départ pour les activités

futures de surveillance et d'établissement de rapports pouvant aider les pays à satisfaire à leurs obligations nationales, régionales et internationales en matière de rédaction de comptes rendus, y compris en ce qui concerne les accords multilatéraux sur l'environnement.

En octobre, la troisième Conférence sur les changements climatiques dans le Pacifique a été organisée virtuellement par le Gouvernement samoan en partenariat avec l'Université nationale du Samoa, l'université de Victoria-Te Herenga Waka à Wellington et le PROE. Plus de 400 personnes ont participé à cette conférence, parmi lesquelles 20 ont modéré les débats et 99 y ont fait des interventions. Son thème était « Action en faveur de la résilience face aux changements climatiques pour un Pacifique bleu ». Parmi les principaux-aes intervenants et intervenantes figuraient l'honorable James Marape, Premier Ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le D^r Vladimir Riabinine, Secrétaire exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale et Directeur général adjoint de l'UNESCO, M. Adrian Orr, gouverneur de la Banque de réserve de la Nouvelle-Zélande, et M^{me} Kathy Jetnild-Kijiner, poétesse et émissaire pour le climat, République des Îles Marshall. Pour que l'action climatique puisse se ressentir pour nos populations, il est crucial de rassembler différentes parties prenantes, comme nous l'avons fait lors de la Conférence sur les changements climatiques dans le Pacifique.

L'objectif visant à atteindre 100 % d'énergies renouvelables demeure une priorité essentielle pour le Centre océanien sur les



Écluses à poissons en pierres, île de Naviti, aux Fidji. Photo : © Stuart Chape

changements climatiques. La demande de permis de production d'électricité au bureau de réglementation a été officiellement approuvée en décembre, ce qui a permis au Centre de connecter son parc de panneaux solaires au réseau national. Il s'agit d'une réalisation remarquable et d'une grande première pour le Samoa dans le cadre de ses nouvelles réglementations pour les producteurs d'énergie non commerciaux. Notre objectif énergétique est toujours de passer d'une production de 20 kW à 100 kW, ce qui fera du Centre un modèle pour la région du Pacifique.

La gestion efficace des déchets médicaux est cruciale dans le contextes de la COVID-19 et de ses incidences. Grâce à notre Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution (WMPC), nous avons partagé des informations sur le traitement des déchets, dont les déchets médicaux, ménagers et d'autres déchets dangereux. L'idée est de fournir un service public essentiel et urgent afin de réduire au minimum l'incidence des déchets sur la santé et l'environnement.

Le programme PacWastePlus financé par l'UE a produit un document d'alerte sur la gestion des déchets médicaux résultant de la COVID-19. Grâce au programme PacWastePlus et à son rôle de centre régional du Pacifique pour la mise en œuvre conjointe des Conventions de Bâle et de Waigani, le WMPC s'est également assuré que les ressources techniques et spécialisées soient accessibles et faciles à comprendre.

En ces temps difficile de pandémie, dont nos populations subissent les répercussions profondes, il nous incombe de veiller, tous et toutes ensemble, à ce qu'une partie de nos efforts de redressement soit consacrée à la conservation et à la protection de notre environnement, qui demeure une priorité pour les générations présentes et futures. J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier nos Membres, nos partenaires et tout notre personnel pour votre soutien indéfectible en ces temps de pandémie, et pour le concours que vous nous apportez dans cette grande œuvre d'édification d'un Pacifique résilient.

Kosi Latu

Directeur Général, PROE

Le PROE en période de COVID-19

L'année 2020 a apporté son lot de difficultés. Elle s'est caractérisée par une interconnexion entre la nature, les personnes, la santé et le bien-être dans notre région du Pacifique. La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) nous a rappelé de façon tragique que la manière dont nous vivons, travaillons et interagissons comporte des vulnérabilités permanentes, et que la situation géographique et l'économie des îles du Pacifique ne sont pas à l'abri d'effets dévastateurs. En nous fondant sur les valeurs organisationnelles du PROE, nous avons adapté notre façon de travailler en 2020 aux circonstances engendrées par la COVID-19.

Esprit d'initiative en matière d'environnement

Le PROE privilégiera les pratiques environnementales durables. Nous allons consolider les savoirs, partager les connaissances, produire des résultats environnementaux concrets et renforcer les compétences des îles océaniques vulnérables pour leur permettre de mieux gérer leur environnement, de réduire les risques et de s'adapter aux changements mondiaux défavorables.

Ce nouveau mode de travail adopté en 2020 a accéléré l'évolution de la manière dont le PROE interagit avec ses Membres. La coordination a nécessité une communication suivie, notamment en ce qui concerne les obstacles qui gênent les Membres dans leur recherche d'un équilibre entre les priorités nationales et les réunions, formations et comptes rendus virtuels organisés sur différents fuseaux horaires.

En collaboration avec ses partenaires, le PROE a appliqué des méthodes nouvelles et innovantes afin de veiller à

ce que les objectifs de ses manifestations soient atteints malgré les changements inattendus provoqués par la COVID-19. En mettant en place des plateformes virtuelles, nous avons pu accueillir plus de 1 000 participantes et participants en ligne. Le PROE et ses partenaires ont pu lancer cette méthode virtuelle à grande échelle dans la région du Pacifique insulaire.

Le PROE a amélioré les capacités de son siège afin de fournir de meilleurs services et de s'impliquer davantage auprès des Membres en mettant à niveau ses

infrastructures informatiques et en utilisant des plateformes virtuelles pour garantir une participation efficace et utile tout en étant conscient des limites actuelles en ce qui concerne la bande passante et le coût des données dans certains États et territoires insulaires océaniques.

Le fait de travailler en ligne nous a permis de continuer à apporter nos compétences stratégiques, à prodiguer nos formations et à mettre en œuvre nos projets. Il s'agissait d'une priorité essentielle : veiller à ce que le PROE reste connecté et réponde aux besoins des Membres, en particulier en ces temps difficiles.

Le passage rapide vers le travail virtuel a été accompagné d'une série de webinaires coordonnés

en partenariat avec les Membres. La série « Transition du Pacifique vers la post-pandémie » visait à sensibiliser et à accroître la prise en compte de notre environnement lors de la reconstruction après l'épidémie. Le PROE a mis en place cette série de webinaires, en appliquant des méthodes de diffusion nouvelles et innovantes qui sont rapidement devenues la norme en 2020.

Deux manifestations phares étaient prévues pour le PROE en 2020 : la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, et la Conférence 2020 sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique. Initialement prévues en présentiel, ces deux rencontres se sont déroulées via des plateformes virtuelles.

Prestation de services

Le PROE s'attachera en premier lieu à répondre aux besoins environnementaux prioritaires des Membres et à élaborer des démarches et des objectifs régionaux communs. Nous nous efforcerons d'obtenir des résultats de haute qualité. Nous travaillerons en équipe et favoriserons les partenariats avec les organisations concernées, tout en restant souples pour gérer d'éventuels changements.

Un excellent travail d'équipe au sein du PROE mais également avec les Membres et les partenaires a ainsi été assuré en 2020. Les partenariats ont été renforcés avec les parties prenantes nationales et les partenaires régionaux pour mettre en œuvre les activités

sur le terrain, malgré les restrictions sanitaires et de déplacements sur l'ensemble de la région Pacifique.

Alors que certains éléments des projets et activités du PROE devaient être réajustés pour livraison virtuelle et à distance, cela n'a pas été

possible pour l'ensemble d'entre eux et certains aspects des projets prévus dans les pays ont dû être différés pour le reste de l'année 2020.

Si le pourcentage d'activités directement réalisables du programme « Écosystèmes insulaires et océaniques » est resté relativement élevé, la majorité des tâches de tous les programmes a été réalisée virtuellement et à distance, notamment par le biais de consultants et de consultantes locaux-aes. La présence sur

place de personnel et de sous-traitants dédiés pour les projets aux Fidji, aux Îles Salomon et à Vanuatu a également contribué à garantir l'exécution et les avancées dans ces pays, ce qui fait ressortir l'importance des bureaux et du personnel détachés. Tout au long de l'année 2020, le PROE a continué à surveiller l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le programme de travail et sur le budget et à adapter en conséquence sa réponse à l'exécution du programme.

Valorisation de notre personnel

Le PROE attirera et fidélisera du personnel talentueux en fondant le recrutement sur le mérite, en offrant des possibilités d'évolution, en consultant les employés et les employées sur les décisions qui les concernent et en mettant à leur disposition un lieu de travail sûr et sain. Nous traiterons l'ensemble du personnel avec respect et veillerons à ce qu'il dispose des ressources nécessaires. Nous valoriserons et tirerons parti de la riche diversité de notre personnel ainsi que de celle de nos États et territoires Membres.

Alors qu'il subissait les restrictions imposées par la COVID-19, le PROE a dû faire face à de nouveaux défis. Les directives concernant l'état d'urgence étaient suivies dans des pays où le PROE avait des bureaux. Au Samoa, cela signifie que le personnel du siège était en télétravail à domicile de fin mars à fin mai. Aux Fidji, dans la République

des Îles Marshall et à Vanuatu, où sont basées des personnes travaillant pour des bureaux régionaux et sur des projets, les directives nationales étaient observées. Le personnel basé à Apia a pu revenir au bureau à partir de juin 2020.

Certain-es membres du personnel ont été autorisés à retourner dans leur pays

d'origine avant la fermeture des frontières. La plupart ont pu revenir à Apia, tandis que d'autres continuent à travailler à distance. Durant toute cette période, le PROE a veillé à ce que les personnes restent virtuellement connectées avec les sièges tout en travaillant à distance depuis leur pays d'origine et d'ailleurs.

Malgré ces contraintes, un des temps forts du PROE en 2020 a été le travail collectif entrepris pour établir la Stratégie en matière de ressources humaines 2021-2025 pour notre personnel afin qu'il puisse mieux servir nos Membres et le mandat du PROE en matière de

protection et de conservation de l'environnement océanique pour les générations actuelles et futures.

Le PROE est conscient que la Stratégie en matière de ressources humaines doit être en accord avec son objectif de « partager notre savoir-faire, nos connaissances et notre passion en vue d'un changement positif, pour le plus grand bien des populations du Pacifique ». La Stratégie en matière de ressources humaines a été approuvée par la deuxième réunion du Conseil exécutif ; sa mise en œuvre se poursuivra en 2021.

Intégrité

Le PROE sera un gardien consciencieux des ressources qui lui sont confiées, en restant impartial et apolitique, et en agissant avec justice et équité. Nous nous en tiendrons à un haut niveau de déontologie.

Le PROE est conscient de l'importance d'une étroite supervision de sa durabilité financière. Pour ce faire, il a mis en place un système mensuel de suivi et de production de rapports. Cela résulte d'un effort concerté avec les Membres en matière de gestion par l'entremise du comité des

Amis de la Présidence et du Comité d'audit. Cela a permis de garantir que dans des circonstances si difficiles, le PROE reste fiscalement transparent et puisse rendre des comptes à ses Membres. Grâce à la diligence du PROE sous la directive des Membres, il est ressorti de

l'audit des comptes que le Secrétariat a enregistré un excédent net de 389 377 USD pour 2020 comparé au déficit de 81 977 USD en 2019, et des réserves totales de 447 139 USD pour 2020 comparées à 57 763 USD en 2019. Plus d'informations à ce sujet sont disponibles dans notre partie financière du Rapport annuel du PROE.

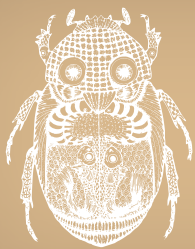
Ce résultat a été rendu possible grâce au concours

des Membres, des partenaires et du personnel du PROE malgré le contexte de pandémie de COVID-19 et la baisse concomitante du taux de mise en œuvre des projets sur l'ensemble des îles du Pacifique. La problématique d'un financement durable reste une question cruciale pour le Secrétariat et occupera une place prépondérante en 2021.



10^e conférence du Pacifique insulaire **CONSERVATION DE LA NATURE ET AIRES PROTÉGÉES**

Agir pour la nature et la résilience du Pacifique



10th Pacific Islands Conference

NATURE CONSERVATION AND PROTECTED AREAS

Nature Conservation Action for a Resilient Pacific

10^e conférence du Pacifique insulaire

CONSERVATION DE LA NATURE ET AIRES PROTÉGÉES

Agir pour la nature et la résilience du Pacifique

ÉVÉNEMENT VIRTUEL

24-27 NOVEMBRE 2020



8

Cette conférence gratuite et en ligne s'est déroulée du 24 au 27 novembre 2020 dans le cadre d'un partenariat entre le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature et le PROE.

Initialement prévue en présentiel en avril 2020 au centre culturel Tjibaou, en Nouvelle-Calédonie, la conférence a changé de format en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Cette rencontre bilingue incluait une réunion de haut niveau qui a adopté la Déclaration de Vemöore : Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire 2021-2025.

6 191 activités en réseau

Plus de 3 800 vues en live

1 097 utilisateurs connectés

3 plateformes de conférence

Plus de 1 800 inscriptions

Plus de 50 pays représentés

L'innovation rassemble autour de la conservation de la nature dans le Pacifique

Une plateforme interactive et bilingue en ligne a permis les échanges entre les personnes participantes, peu importe leur localisation géographique.

- Pour beaucoup de personnes, l'utilisation d'une plateforme virtuelle constituait un nouveau mode de travail. Dix-huit sessions de formation de soixante minutes ont été organisées pour les intervenants, les hôtes de la conférence et les exposants, et des tutoriels vidéos
 - Les trois sessions plénières et les 22 sessions parallèles se sont déroulées de manière interactive grâce à des boîtes de discussion, des espaces de questions-réponses et des sondages. Toutes les sessions étaient enregistrées et disponibles sur demande.
 - Quinze stands d'exposition virtuels et douze manifestations
- virtuelles parallèles organisés par les partenaires ont permis aux participants d'interagir directement avec les partenaires, de communiquer avec les principales organisations et de poursuivre le contact après l'événement. La plateforme proposait par ailleurs un salon de discussion virtuel, des salles de réunion virtuelles et une page pour les intervenants.
- Le pôle local à l'appui de la conférence virtuelle a été accueilli à Port Moresby, à l'Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec le soutien du Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, le bureau régional pour l'Océanie de l'UICN à Suva, Fidji, et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique à Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

Le logo de la conférence provient d'une œuvre créée par Nicolas Molé, artiste néo-calédonien qui s'inspire de la culture kanake, de la Terre, du passé et du présent. Il emploie souvent le symbole du scarabée en tant que représentation de ses ancêtres.

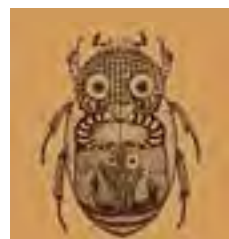




Photo : E. Nakautoga

La Déclaration de Vemööre

Le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie a accueilli la réunion de haut niveau à laquelle ont participé 13 États, territoires et pays partenaires des îles du Pacifique et 12 responsables d'organisations de la Table ronde des îles du Pacifique qui ont adopté la Déclaration de Vemööre : Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire 2021-2025.

Dans la Déclaration de Vemööre, les dirigeants et dirigeantes et les autres représentants et représentantes de haut niveau des îles du Pacifique déclarent que la crise mondiale de la biodiversité constitue une urgence et que des actions porteuses de changement doivent être mises en œuvre sans délai, car cette crise représente une menace pour l'existence de l'océan

Pacifique, des îles du Pacifique et de leurs populations.

La déclaration souligne avec une profonde appréhension qu'aucun des objectifs d'Aichi pour la biodiversité 2011-2020 n'a été pleinement atteint. De ce fait, le Pacifique bleu appelle à l'unisson tous les pays à adopter des mesures fermes en faveur de la nature et des populations, afin d'inverser ou de faire cesser la perte des écosystèmes naturels et de mettre la nature sur la voie de la guérison d'ici à 2030.

La Déclaration de Vemööre couvre 21 pistes d'action regroupées sous les thèmes « Notre océan », « Nos îles », « Notre lien à la nature » et demande une action urgente de la part de l'ensemble des acteurs.

La réunion de haut niveau a pu compter sur la participation des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Îles Salomon, de



Nouvelle-Calédonie. Photo : © Stuart Chape

Nioué, de la Nouvelle-Calédonie, du Samoa, des Tokélaou, des Tonga, de Vanuatu, ainsi que de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande et de Wallis-et-Futuna.

Parmi les membres de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT), les organisations suivantes étaient présentes : BirdLife International, le bureau régional pour l'Océanie de l'Union internationale

pour la conservation de la nature (UICN), Change Pacific, Conservation International, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH (GIZ), les représentations du Fonds mondial pour la nature (WWF) en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique, The Nature Conservancy, le PROE, Protected Area Learning Research Collaborative (PALRC), le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, et la Wildlife Conservation Society.

État de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique : Rapport régional 2020

Présenté lors de la 10^e Conférence des îles du Pacifique sur la conservation de la nature et les aires protégées, l'État de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique : Rapport régional 2020 a été préparé en vue de la conférence 2020. Il définit les progrès à réaliser pour répondre aux priorités régionales et mondiales en matière de conservation et a été présenté aux personnes participant à la conférence et à la réunion de haut niveau.

Le rapport présente les priorités du Pacifique en ce qui concerne la gestion environnementale, les activités visant à combler les lacunes au niveau des données et les perspectives, ainsi que l'évolution de l'environnement et des ressources du Pacifique. Cette vision régionale permet d'étayer l'élaboration de politiques, de pratiques et d'investissements adaptés concernant les écosystèmes insulaires et océaniques du Pacifique ainsi que les personnes qui en dépendent.

Les sept thèmes du rapport sont la gouvernance environnementale, les écosystèmes terrestres, les zones côtières et marines, la conservation et la protection, la biodiversité, l'atmosphère et le climat, l'environnement bâti.





Photos : E. Nakautoga

Photo : SPREP

Nouveau Cadre 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire

Présenté lors de la conférence, le Cadre est le principal document de stratégie régionale pour la conservation de la nature dans le Pacifique. Il définit les grandes orientations stratégiques pour la planification, la hiérarchisation des priorités et la mise en œuvre dans notre région.

Il rend compte de l'urgence d'une action porteuse de changements face aux nombreuses menaces, confirmées et émergentes, auxquelles sont confrontées la nature et les populations du Pacifique.

Le Cadre, qui détermine les objectifs et les priorités de la conservation au-delà de 2020, a été rédigé, examiné et discuté par les participants et participantes avant et pendant la conférence.

Il définit 6 objectifs stratégiques, accompagnés de 21 pistes d'action, en se fondant sur les données fournies dans le Rapport régional sur l'état de l'environnement et sur la conservation dans les îles du Pacifique et en relation avec les thèmes de la conférence. Un ensemble de huit principes constitue un code de conduite pour sa mise en œuvre.

Le Cadre 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire sera adopté lors de la 30^e Conférence du PROE.



Mobilisation de la jeunesse du Pacifique pour la conservation de la nature

Les voix de la jeunesse du Pacifique ont été entendues pendant la conférence, notamment grâce à la galerie dédiée à la jeunesse et à la biodiversité, aux déclarations de jeunes lors de la réunion de haut niveau, au stand de la jeunesse du Pacifique, à l'exposition virtuelle et à la session sur la mobilisation de la jeunesse pour la conservation de la nature.

La plateforme « Galerie jeunesse et biodiversité » a reçu 29 contributions de jeunes qui ont partagé leurs points de vue sur les questions de biodiversité, en utilisant l'art et la communication créative pour exprimer leur rapport à un monde en mutation et

pour devenir des défenseurs et défenseuses de l'action environnementale.

La session consacrée aux jeunes s'intitulait « Participation de la jeunesse du Pacifique aux prises de décisions pour la biodiversité et la conservation ».

Cette session a souligné le fait que la participation de la jeunesse du Pacifique aux questions de biodiversité et de conservation reste faible et a appelé à des mesures visant à la renforcer.

« Il est extrêmement important que nos jeunes se mobilisent pour la conservation de la nature et la biodiversité, car il s'agit de notre avenir : nous devons traiter cette question ensemble. »

Genevieve Jiva, coordinatrice du Réseau pour l'action climatique des îles du Pacifique

Photos : E. Nakautoga



Raconter l'histoire de la biodiversité de notre Pacifique

Les galeries virtuelles sur le site internet et le fil d'actualité sur la plateforme de la conférence ont permis de donner de la visibilité aux connaissances et aux solutions concernant la conservation de la nature dans les îles du Pacifique.

Un appel à contribution ouvert a été lancé pour partager des histoires éclair et des faits marquants relatant des expériences uniques et des exemples de réussite dans ce domaine.

Les histoires éclair, d'une durée de moins de deux minutes, visaient à encourager notre communauté à conserver la nature. En tout, 75 histoires éclair ont été publiées sur le site internet de la conférence.

Trente-cinq faits marquants ont été partagés sur le site internet de la conférence. L'objectif était de rapporter des faits aux personnes qui utilisent les données pour prendre des décisions.

Le pua neinei (*Fitchia speciosa*), aux îles Cook.
Photo : D. McFadzien



Collaboration avec la Nouvelle-Calédonie

Le pays d'accueil a organisé une journée locale sur le thème « La conservation en action ». Cette manifestation a été intégrée au Salon international du livre océanien (SILO). Tout au long de cette journée spéciale, quelque 2 000 personnes ont participé à des projections de vidéos, des expositions, des démonstrations, la plantation

d'arbres, des débats sur des films et des tables rondes.

Pour renforcer la visibilité de la 10^e Conférence des îles du Pacifique sur la conservation de la nature et les aires protégées, l'Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie a lancé un timbre-poste illustré par l'artiste néo-calédonien

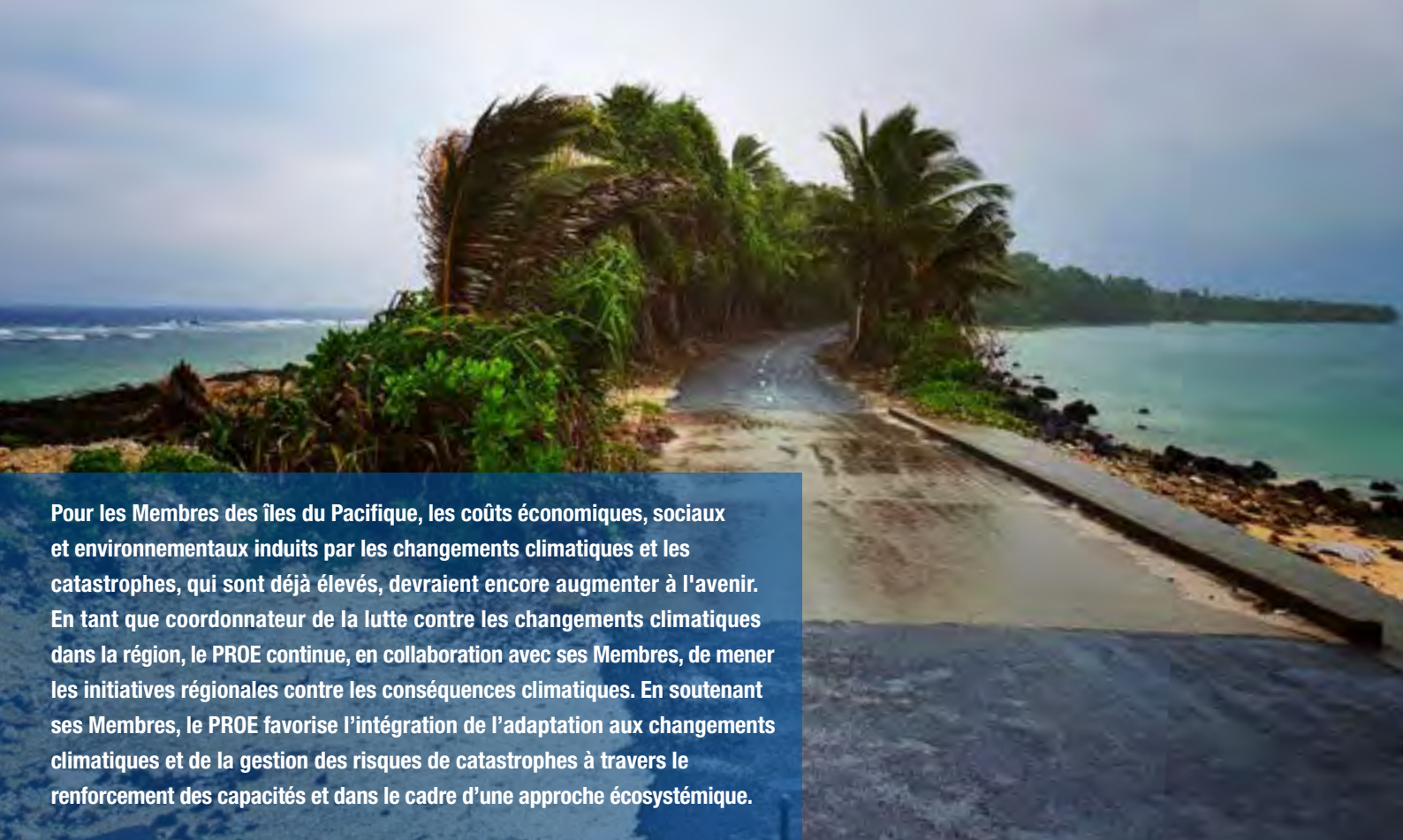
Nicolas Molé en l'honneur de la conférence.

Des histoires éclair ont été filmées avec TV Channel Caledonia et le SILO. Des fenêtres pop-up « Le saviez-vous ? » ont été intégrées sur le site internet de la conférence qui apportent aux visiteurs des informations sur la conservation de la nature en Nouvelle-Calédonie.



Le président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, M. Thierry Santa, présente une déclaration lors de la 10^e Conférence des îles du Pacifique sur la conservation de la nature et les aires protégées.





Pour les Membres des îles du Pacifique, les coûts économiques, sociaux et environnementaux induits par les changements climatiques et les catastrophes, qui sont déjà élevés, devraient encore augmenter à l'avenir. En tant que coordonnateur de la lutte contre les changements climatiques dans la région, le PROE continue, en collaboration avec ses Membres, de mener les initiatives régionales contre les conséquences climatiques. En soutenant ses Membres, le PROE favorise l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques et de la gestion des risques de catastrophes à travers le renforcement des capacités et dans le cadre d'une approche écosystémique.

Tuvalu. Photo : D. McFadzien

Soutien à nos Membres après le cyclone tropical Harold

Les services météorologiques nationaux des Fidji, des Îles Salomon, des Tonga et de Vanuatu ont reçu une aide pour réparer et remplacer les équipements d'observation et de communication endommagés à la suite des dégâts importants causés par le cyclone tropical de catégorie 5 Harold.

Financée par l'Irlande, cette aide a permis de faire en sorte que les équipements et les infrastructures soient prêts pour la saison des cyclones suivante.

À Vanuatu, les interventions incluaient la reconstruction de stations météorologiques dans les provinces de Malampa, de Penama et de Sanma. Ces stations fournissent les données météorologiques pour donner les alertes aux communautés et les alertes précoces pour les activités à proximité des aéroports.

Une aide a également été apportée pour accueillir des ateliers de concertation auprès des populations ainsi que des

ateliers sur les dommages causés aux Tonga et à Vanuatu. Les ateliers ont permis de cartographier les dommages et

de tirer des enseignements des systèmes d'alerte précoce en vue d'une reconstruction plus résiliente.

Au lendemain du cyclone tropical Harold. Luganville, île d'Espiritu Santo, Vanuatu. Photo : M. Bolu



Efforts pour améliorer les alertes d'ondes de tempête après le cyclone tropical Harold

Le service météorologique des Tonga a organisé des ateliers de concertation avec les populations des zones côtières de Tongatapu afin d'améliorer son système d'alerte d'ondes de tempête. Cette initiative a été financée par l'Irlande et par le fonds du Pacific Meteorological Desk & Partnership de l'OMM et du PROE. Près de 30 personnes de tous âges ont partagé leurs expériences en vue d'améliorer les alertes du service météorologique des Tonga.

Lorsque le cyclone tropical Harold est passé près de 'Eua

et de Tongatapu en avril 2020, il a généré des ondes de tempête et de grandes vagues ayant atteint jusqu'à 14 mètres de haut, provoquant des inondations jusqu'à 300 mètres à l'intérieur des terres dans certaines zones côtières et détruisant des habitations et des infrastructures dont les dommages se chiffrent à plusieurs millions de dollars. Le service météorologique des Tonga souhaite améliorer la préparation des populations à ces phénomènes climatiques.

Suite aux ateliers de concertation avec les populations, des outils de sensibilisation ont également été élaborés en partenariat avec la Commission de radiodiffusion des Tonga, afin d'aider à renforcer la préparation aux ondes de tempête ou aux grandes vagues générées par les cyclones tropicaux.

L'atelier de concertation avec les membres de la collectivité s'est tenu en septembre 2020.



Les Tonga par temps calme.
Photo : D. McFadzien

Amélioration de la sécurité de l'eau dans les États fédérés de Micronésie

La réparation de réservoirs d'eau et de puits dans des îles situées au large des États de Chuuk, de Pohnpei et de Yap a été organisée dans le cadre du Projet de financement pour l'adaptation des États fédérés de Micronésie « Améliorer la résilience face aux changements climatiques des populations insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie ». Trente réservoirs d'eau privés

ont été réparés sur l'île de Kapingamarangi dans l'État de Pohnpei et les fondations de nouveaux réservoirs ont été construites dans l'État de Chuuk.

Le projet a établi un partenariat avec le bureau de l'UNICEF de Pohnpei pour organiser une formation WASH (eau, assainissement et hygiène) dans les États de Chuuk, de Pohnpei et de Yap. Une assistance a également été

fournie pour l'exploitation et l'entretien des systèmes de collecte et de conservation de l'eau qui ont été réparés et installés dans le cadre du projet.

Ce projet quinquennal est financé par le Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. Le PROE joue le rôle d'organisme d'exécution ; l'entité directive est le Ministère micronésien de l'environnement, de la lutte

contre les changements climatiques et de la gestion des urgences. Une unité de gestion de projet gère et met en œuvre le projet pour le compte du Gouvernement, avec des responsables des opérations et des finances pour chacun des quatre États. Des coordinateurs et coordinatrices locaux-ales accompagnent la mise en œuvre des activités du projet sur le terrain.

13

Les États fédérés de micronésie, les Palaos et les Tonga testeront une méthodologie d'analyse de l'impact des mesures d'adaptation

Le projet AMCC+ SUPA, financé par l'Union européenne, est mis en œuvre en partenariat par le PROE, la Communauté du Pacifique et l'Université du Pacifique Sud afin de renforcer la résilience face aux changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans la région du Pacifique.

Le premier objectif est encadré par le PROE et permettra de définir une méthode d'analyse de l'impact qui sera testée sur les interventions d'adaptation

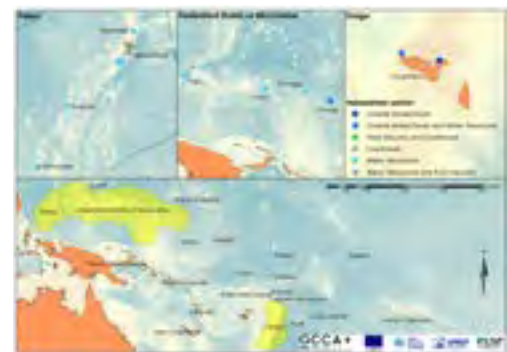
déjà réalisées dans les petits États insulaires du Pacifique.

Une action d'information et une enquête en ligne menées auprès d'une soixantaine de spécialistes ont mis en évidence l'intérêt pour une méthode d'analyse de l'impact.

Un ensemble d'outils d'enquête intelligents a été élaboré et mis en ligne dans l'application libre KoBo Toolbox afin de collecter des données auprès des sites avec la coopération des points de contact nationaux. Des ateliers d'introduction

à l'utilisation de l'outil de collecte de données pour évaluer l'impact des interventions d'adaptation ont d'abord été organisés dans les États fédérés de Micronésie et aux Palaos par le PROE.

Ils marquent le début d'une série d'ateliers réguliers de sensibilisation et de mise à jour sur la KoBo Toolbox qui sont coordonnés par le projet AMCC+ SUPA financé par l'Union européenne.



De nouveaux ateliers sont prévus en 2021 concernant un ensemble d'outils d'enquête afin de mettre au point une méthode d'analyse d'impact. Ces outils seront testés dans les États fédérés de Micronésie, aux Palaos et aux Tonga.

Renforcement des capacités du Pacifique avec le Centre océanien sur les changements climatiques

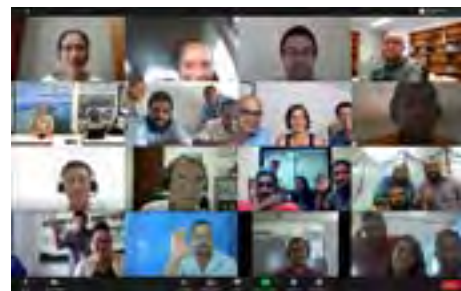
Plus de 150 personnes de 12 pays et territoires Membres du PROE ont assisté à une formation à distance du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) en 2020.

Trois activités de formation ont été organisées dans le cadre du projet de renforcement des capacités pour la résilience face aux changements climatiques dans le Pacifique (CBCRP-PCCC), rendu possible grâce au soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et du Gouvernement du Samoa.

Plus de 50 participants et participantes ont pris part au projet « Climate Science : observed climate change and future climate projections » (« Science du climat : observations des changements climatiques et perspectives futures ») de l'Université australienne de Newcastle. Quarante-cinq personnes ont participé à chacun des deux volets de la formation « Understanding Access to Climate Finance » (« Accès au financement de l'action climatique ») organisée en partenariat avec ONU Femmes.

La deuxième réunion du comité mixte de coordination s'est tenue en 2020 afin d'examiner les avancées des activités de formation et de discuter du nouveau calendrier de formation 2021-2022 et de la pérennité des résultats escomptés au-delà du projet. La première réunion du Conseil consultatif du PCCC s'est tenue en décembre 2020.

Avec le changement de modalité de la formation, organisée en ligne pour s'adapter aux restrictions de déplacement imposées par la



Formation en ligne organisée par le Centre océanien sur les changements climatiques.

COVID-19, le projet CBCRP-PCCC a augmenté sa capacité de formation et le nombre de personnes participantes a doublé par rapport à la précédente formation de 2019 tenue en présentiel.

Nouvelle publication en ligne sur le renforcement de la résilience face aux changements climatiques grâce aux savoirs traditionnels

Les services météorologiques nationaux du Pacifique travaillent avec des expertes et des experts en savoirs traditionnels pour renforcer la résilience des populations face aux phénomènes extrêmes.

Les Îles Salomon, Nioué, le Samoa, les Tonga et Vanuatu ont donné des exemples de mise en œuvre d'une approche participative pour préserver et promouvoir l'utilisation des savoirs traditionnels et de l'intégration de ces

savoirs dans les services météorologiques nationaux.

Un article intitulé « Renforcer la résilience face aux changements climatiques dans le Pacifique : évaluation d'une approche participative pour améliorer la communication sur le climat » a été publié en ligne dans un chapitre du livre *The Palgrave Handbook of Climate Resilient Societies* (« Guide pratique de Palgrave pour des sociétés résilientes face aux changements climatiques »).

Cet article a été coécrit par Lynda Chambers du Bureau australien de météorologie ; Roan D. Plotz de l'Université Victoria à Melbourne (Australie) ; Siosinamele Lui et Tile Tofaeono du PROE, David Hiriassia du service météorologique des Îles Salomon, Ofa Fa'anunu et Seluvaia Finaulahi du service météorologique des Tonga, Rosslyn Pulehetoa Mitiepo du service météorologique de Nioué, Faapisa Aiono du service météorologique du Samoa et



Collecte d'informations en vue de constituer le document sur l'utilisation des savoirs traditionnels pour renforcer la résilience face aux changements climatiques.

Albert Willy du Département de la météorologie et des géorisques de Vanuatu.

Le virtuel au service de la résilience face aux changements climatiques à Vanuatu

Une rencontre virtuelle de cinq jours adaptée aux besoins de Vanuatu s'est tenue en novembre pour renforcer la résilience des secteurs de production afin d'aider ce pays à gérer la variabilité et les changements climatiques et à s'adapter à eux, grâce à la mise en place de meilleurs services d'information climatique.

Cette rencontre a permis de mettre au point des actions et de montrer comment les échanges avec les climatologues peuvent aider à garantir des activités

d'ensemble en faveur de la résilience.

Vanuatu est le premier pays insulaire du Pacifique à élaborer son cadre pour les services climatiques afin d'essayer de répondre aux difficultés liées à l'amélioration des services d'information dans ce domaine. Ces difficultés incluent le fait que ce pays compte plus de 80 îles, et que sur ces îles, certaines localités sont très isolées les unes des autres ; également, le fait que plus de 80 % de la population vit en zone rurale.

La rencontre virtuelle a été organisée par le projet Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt (Van-KIRAP) en partenariat avec les Départements vanuatuans de la météorologie et des géorisques, de la pêche, du tourisme, des travaux publics, et de l'agriculture et du développement rural, le Centre de climatologie de l'APEC, le Bureau australien de météorologie et l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO).

En bichelamar, « Van-KIRAP » signifie « Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu ». Le projet est financé par le Fonds vert pour le climat et géré par le Gouvernement vanuatu par l'intermédiaire du Département de la météorologie et des géorisques du Ministère vanuatu de la lutte contre les changements climatiques, en collaboration avec le PROE.

Lancé en 2018, Van-KIRAP se déroule sur quatre ans.

Next Generation renforce le processus de décision fondé sur les preuves pour notre Pacifique

Le projet « Next Generation of Climate Projections for the Western Tropical Pacific » (« Nouvelle génération de projections climatiques pour le Pacifique occidental tropical, NextGen ») fournit aux pays insulaires du Pacifique des données scientifiques sur les changements climatiques afin d'éclairer les décisions stratégiques et sectorielles.

En 2020, un atelier en ligne a été organisé afin de recueillir les observations des participants et des participantes sur les résultats

du projet. Il avait également pour but de sensibiliser au rôle des services météorologiques et hydrologiques nationaux et des secteurs stratégiques dans la mise en commun de projets sur les changements climatiques pour orienter la politique, la planification et la mise en œuvre de la résilience.

Ce projet vise à permettre l'accès aux données scientifiques sur le climat, afin que les personnes puissent prendre en compte les transformations associées aux changements climatiques

qu'elles subissent dans leurs moyens d'existence, leurs entreprises et leurs collectivités. Les projections NextGen sont fondamentales dans la chaîne de connaissances pour les données scientifiques et les services sur les changements climatiques dans le Pacifique. Les données scientifiques sur les changements climatiques destinées aux secteurs d'activité sont appliquées au secteur du cacao aux Îles Salomon et au Samoa, au secteur du café et aux cultures de légumes-racines en

Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux cultures de légumes-racines aux Fidji, à la periculture aux îles Cook et au secteur de la santé et du tourisme.

Le projet NextGen est financé par l'État australien par l'intermédiaire de son Ministère des affaires étrangères et du tourisme, ainsi que par le partenariat de l'Australie et du Pacifique pour le climat, le Centre du CSIRO sur la science climatique et le PROE.

Il a été lancé en 2019 et s'achèvera en 2022.

Examen de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2019

Un atelier pour les petits États insulaires en développement du Pacifique a été organisé pour analyser les résultats de la vingt-cinquième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations sur les changements climatiques (CdP25 CCNUCC).

L'atelier a mis à disposition une plateforme sur laquelle les Parties du Pacifique à la CCNUCC et à l'accord de

Paris pouvaient analyser les résultats de la CdP25 qui s'est tenue à Madrid. Il a réuni plus de 130 participants et participantes situés dans six fuseaux horaires du Pacifique pendant trois jours.

L'atelier a reçu un appui technique de Climate Analytics dans le cadre du projet IMPACT, ainsi que de l'équipe One CROP+.

Les résultats de l'atelier ont servi à établir le rapport d'analyse de l'après CdP25 qui aidera les Membres des petits États insulaires en développement du Pacifique à déterminer leurs positions et leurs priorités nationales et régionales lors de leurs préparatifs avant, pendant et après la CdP26 qui se tiendra à Glasgow, en Écosse.



La 25^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en 2019.

Initialement prévue en 2020, la CdP26 a été reportée à 2021 à Glasgow en raison de la pandémie de COVID-19.

15

Sixième et septième éditions du Forum sur les perspectives climatiques pour les îles du Pacifique

Les sixième et septième éditions du Forum sur les perspectives climatiques pour les îles du Pacifique (PICOF) se sont tenues en 2020 en vue d'informer les services météorologiques et hydrologiques nationaux des dernières données scientifiques climatiques concernant El Niño – Oscillation australe (ENSO).

Ce forum régional, organisé deux fois par an, aide les îles du Pacifique à comprendre les prévisions climatiques et météorologiques des mois à venir et à les mettre à la disposition des utilisateurs et des utilisatrices des différents secteurs.

Le PICOF7 portait sur la pêche. Il a réuni plus de 250 participants et participantes, dont des médias. Il visait à aider les services météorologiques et hydrologiques nationaux et le secteur de la pêche à comprendre les différentes façons dont la météo et le climat les affecteront, pour qu'ils puissent s'y préparer.

À l'issue des PICOF 6 et 7, un communiqué régional a été rédigé et communiqué à tous les pays Membres du PROE. Il a servi de base aux communiqués nationaux adaptés par chaque pays.

Ce communiqué incluait un bilan climatique des six mois antérieurs, présentait les perspectives concernant les cyclones tropicaux et donnait les prévisions du nombre de cyclones susceptibles de toucher chaque pays pendant la saison à venir. Il signalait également la gravité potentielle de La Niña et son incidence sur plusieurs secteurs, notamment celui de la pêche.

Les forums sur les perspectives climatiques pour les îles du Pacifique sont organisés sous l'égide du panel d'experts et d'expertes des services climatologiques du Conseil

météorologique océanique qui regroupe le PROE, l'Organisation météorologique mondiale, la Communauté du Pacifique, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Bureau australien de météorologie, l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (États-Unis), l'Université de Hawaï, Météo-France, l'Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère, le Service météorologique des Fidji, le centre de climatologie de l'APEC et l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO).

Renforcement de la résilience face à l'acidification des océans aux Fidji et à Kiribati

Le projet « Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans » (PPOA) a travaillé en partenariat avec les populations des Fidji et de Kiribati afin de renforcer la résilience de leurs côtes face à la menace de l'acidification des océans.

Aux Fidji, le PPOA est intervenu pendant deux semaines sur l'île de Taveuni dans les districts de Vuna et de Wainikeli. Ses activités ont inclut la plantation de plus de 2 500 plants de mangroves dans la pépinière de Navakaoa, une initiative menée par le collectif des femmes locales.

La réhabilitation des bédiers géants s'inscrit également dans le cadre du projet PPOA en tant que solution d'adaptation et contribution à la biodiversité des écosystèmes côtiers. Cent onze bédiers géants ont été transportés depuis le Matangi Resort pour être répartis dans les aires marines protégées de Vuna dans le cadre des activités menées sur l'île de Taveuni. Par ailleurs, quatre pépinières de coraux ont été installées dans les districts de Vuna et de Wainikeli et trois nouvelles aires marines protégées ont été créées dans les environs.

Dans l'atoll de Tarawa, l'équipe du PPOA en collaboration avec le Ministre kiribatien de la pêche a créé une aire marine gérée localement, la première du genre, qui inclut la réhabilitation des coraux, de la mangrove et des herbiers marins.

Le PPOA a complété ce travail avec la publication de recommandations pour la réhabilitation des herbiers marins et pour la plantation de mangroves à Kiribati (« Seagrass Restoration Guidelines for Kiribati et Mangrove Planting Guidelines for Kiribati »). Ces publications permettront aux structures

locales de poursuivre la réhabilitation de la végétation des herbiers marins et la plantation de la mangrove dans les îles de Tarawa et dans d'autres îles à Kiribati.

Le projet de Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans est une collaboration entre le PROE, la Communauté du Pacifique et l'Université du Pacifique Sud ayant pour objectif de renforcer la résilience des collectivités insulaires du Pacifique face à l'acidification des océans. Il est financé par le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce et par la Principauté de Monaco.

Vers une meilleure compréhension des changements climatiques à Vanuatu

Le renforcement de la sensibilisation aux changements climatiques à Vanuatu était au cœur d'une journée de formation destinée aux médias nationaux et aux fonctionnaires en charge de la communication à Port-Vila. Cette rencontre s'est déroulée à Vanuatu une semaine avant sa semaine nationale sur les changements climatiques.

En reconnaissance du rôle crucial joué par les médias du Pacifique et par les fonctionnaires en charge de la

communication dans le partage d'information et le renforcement de la sensibilisation et des connaissances, un partenariat a été mis en place pour permettre de diffuser plus d'informations à cet égard dans les îles du pays.

Les questions abordées incluaient les actions de lutte contre les changements climatiques, les données scientifiques sur les changements climatiques, un tour d'horizon des changements climatiques

au niveau international et régional et de leur incidence sur Vanuatu, ainsi que les difficultés rencontrées par les médias de Vanuatu pour traiter des changements climatiques et les solutions pour y remédier.

Cette formation a été organisée par le Gouvernement vanuatuan en partenariat avec le PROE. Elle était financée par le Pôle régional des contributions déterminées à l'échelle nationale du

Pacifique et soutenue par la Communauté du Pacifique.

Une aide a également été apportée dans le cadre du Projet de services d'information climatique pour un développement résilient à Vanuatu, un projet quadriennal financé par le Fonds vert pour le climat et géré par le Département de la météorologie et des géorisques du Ministère vanuatuan des changements climatiques, en collaboration avec le PROE.

Les services météorologiques des Îles Salomon créent une division consacrée aux services météorologiques océaniques et marins

Les services météorologiques des Îles Salomon (SIMS) renforcent leur rôle d'autorité responsable de la sécurité et du bien-être des personnes en mer dans les îles Salomon en créant une division consacrée aux services météorologiques marins et océaniques.

Un atelier a réuni toutes les institutions nationales, les

parties prenantes concernées et des représentants et représentantes des populations du pays afin de présenter les informations fournies par les SIMS sur les services météorologiques océaniques et marins.

Les parties prenantes ayant des rôles et des responsabilités dans ce domaine ont fait part

de leurs expériences et des enseignements qu'elles en ont tirés. Des discussions ont porté sur la manière de combler les lacunes et de lever les difficultés en matière de sécurité et de bien-être des populations. Elles ont abouti sur la création de la nouvelle division.

L'atelier a été financé par

l'Irlande, par le Projet de système d'alerte précoce sur les risques climatiques des petits États insulaires en développement du Pacifique et par Environnement et Changements climatiques Canada par l'intermédiaire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le PROE et le Gouvernement salomonais.

Succès de la Troisième Conférence sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique

Plus de 300 personnes originaires de toute la région du Pacifique ont participé à la Troisième Conférence sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique organisée en ligne dans le cadre d'un partenariat entre le Gouvernement samoan, l'Université Victoria-Te Herenga Waka de Wellington, l'Université nationale du Samoa et le PROE.

Initialement prévue à l'Université nationale du Samoa, la conférence a été adaptée aux restrictions imposées par la pandémie de

COVID-19 et a enregistré une forte participation en ligne des délégués et déléguées intéressés-es.

Le thème de la conférence 2020, organisée sur quatre jours, était « Pour un Pacifique bleu : action climatique pour la résilience climatique ». Plus de 100 présentations et panels de discussion ont traité de la science, des incidences et des solutions à l'égard des changements climatiques dans le Pacifique.

La publication du livre intitulé *In the Eye of the Storm* –

Reflections from the Second Pacific Climate Change Conference (« Dans l'œil du cyclone : Réflexions de la Deuxième Conférence sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique »), une compilation des contributions des principales personnes intervenues lors de la conférence tenue en 2018, a été lancée lors de l'édition de 2020.

La Troisième Conférence sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique s'est tenue en octobre et a accueilli



des intervenants et des intervenantes de l'ensemble de la région, notamment le Premier ministre du Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi ; le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, James Marape ; et le directeur de la Banque centrale de Nouvelle-Zélande, Adrian Orr.

Renforcement de la résilience climatique du secteur privé à Nioué

Le secteur privé niouéen a été le principal moteur du développement économique du pays pendant les huit dernières années et constitue la composante la plus importante de son économie, notamment dans le secteur du tourisme. Toutefois, s'il veut poursuivre son développement, il doit s'adapter aux menaces associées aux changements climatiques.

Un programme de réformes et d'interventions en faveur

du secteur privé est en cours d'élaboration dans le cadre du programme de préparation et de soutien de l'autorité nationale désignée du Fonds vert pour le climat afin de surmonter les obstacles et les difficultés empêchant le secteur privé de maîtriser les risques associés aux changements climatiques.

Le PROE, en tant que partenaire d'exécution du projet, a engagé un consultant pour appuyer la mise en œuvre de ce programme pour la Chambre de

commerce en partenariat avec le Gouvernement niouéen. Le projet est financé par le Fonds vert pour le climat.

Des concertations avec les parties prenantes ont été organisées en présentiel et en ligne en 2020, lesquelles ont servi à la rédaction d'un rapport sur l'évaluation et sur les solutions possibles pour le secteur privé.

En tant que secteurs de production prioritaires, l'accent a été mis sur le

tourisme et l'agriculture et sur la capacité d'adaptation de ces secteurs aux risques associés aux changements climatiques. Les échanges ont notamment porté sur la manière de renforcer la résilience de ces secteurs.

Le rapport vise à préparer et à doter la Chambre de commerce de Nioué des moyens nécessaires pour soutenir l'engagement du secteur privé auprès des bailleurs et des autres partenaires.

Inclusivité dans la voix du Partenariat pour la résilience du Pacifique

La création d'un sous-comité pour la communication et la mobilisation, approuvée par le Groupe spécial du Partenariat pour la résilience du Pacifique (PRP), marque un nouveau départ pour l'élaboration de la nouvelle stratégie de communication et de mobilisation. Couramment appelé CESC, ce sous-comité est composé des membres des réseaux de médias, d'ONG et des pouvoirs publics des îles du Pacifique.

Coordonné par le PROE, le CESC a été formé à l'issue

d'un atelier organisé à la veille des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19, et excelle dans les méthodes virtuelles. Un atelier en présentiel s'est tenu aux Fidji et au Samoa, réunissant les deux groupes de participants sur une même plateforme en ligne.

Il a abouti à l'approbation de la stratégie de communication et d'engagement du PRP, d'un sous-comité, d'un plan d'action financé et d'une nouvelle image pour le PRP.

La création de ces instruments a été menée sous l'égide de plusieurs partenaires, dont l'unité d'appui du PRP et les membres du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (CORP), l'Association de la presse des pays insulaires du Pacifique (PINA), le Réseau des journalistes environnementaux du Pacifique (PEJN), l'association *Shifting the Power Coalition* (« Coalition pour changer le rapport de force »), et les autorités du Samoa et des Tokélaou.



Cette activité a été financée par l'Irlande et par le projet intra-ACP « Adaptation aux changements climatiques et renforcement de la résilience dans le Pacifique » (PACRES) de l'AMCC+ financé par l'Union européenne.



On ne peut obtenir un développement durable, une adaptation et une résilience aux changements climatiques sans des écosystèmes en bonne santé. En outre, les environnements océaniques abritent des niveaux de biodiversité d'importance mondiale qui font partie de nos écosystèmes vitaux et contribuent à des économies d'activités touristiques essentielles. Fort de cette vision et de sa mission, le PROE joue un rôle pilote à l'échelle régionale, apporte des orientations techniques et sert d'intermédiaire pour les États Membres en optimisant la mise en œuvre de plusieurs accords multilatéraux sur l'environnement et cadres environnementaux régionaux.

Île de Waya, Fidji. Photo © Stuart Chape

Systèmes d'information géographique pour les zones protégées dans le Pacifique

Plus de 85 personnes des Îles Salomon, de la République des Îles Marshall, du Samoa et de Vanuatu ont été formées à l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG) et du Portail des aires protégées des îles du Pacifique (PIPAP).

Conduites virtuellement pour chaque pays, ces sessions de formation présentaient les outils et les fonctionnalités améliorés du PIPAP. Elles ont été suivies d'exercices pratiques visant à encourager l'utilisation du Portail auprès des personnes participantes en tant que source d'information privilégiée pour leur travail quotidien sur les aires protégées.

La composante SIG a permis d'acquérir des compétences de base, renforcées par des travaux pratiques sur le terrain portant sur la capture de

données à l'aide d'unités GPS (système de positionnement global) portables. Les données ont été téléchargées dans un logiciel disponible gratuitement (QGIS) pour produire des cartes de base pour chaque site.

Cette activité dirigée par le PROE relevait d'un partenariat entre le PROE, le programme BIOPAMA de l'UE-OACPS, le Ministère samoan des ressources naturelles et de l'environnement, le Département vanuatuan de la protection et de la conservation de l'environnement, la Direction marshallaise de la lutte contre les changements climatiques, le Ministère salomonais de l'environnement et le projet Inform du PNUE-FEM exécuté par le PROE.

Le programme BIOPAMA de l'UE-OACPS est une initiative du groupe d'États de l'Organisation des États

« La formation nous aidera à mieux utiliser le PIPAP. Il s'agit d'une plateforme et d'une source d'informations et de ressources sur les aires protégées et de conservation du Pacifique. Les compétences acquises permettront d'améliorer la cartographie des limites et d'autres caractéristiques importantes de nos aires protégées et de la conservation, ce qui contribuera à l'amélioration de la planification et de la gestion de ces aires à long terme. »

M^{me} Agnetha Vave-Karamui, responsable de la conservation, Division de l'environnement et de la conservation, Ministère salomonais de l'environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie

d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) financée par le 11^e Fonds européen de développement de l'Union européenne.

La formation a été menée par le PROE dans le cadre de son Programme régional d'appui aux aires protégées (PROE-AP), remplissant ainsi son rôle de renforcement des capacités et de formation à l'utilisation des outils et services de BIOPAMA.

Dans le Pacifique, BIOPAMA est mis en œuvre par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en partenariat avec le PROE et le Centre commun de recherche de la Commission européenne. Ce partenariat a permis d'améliorer considérablement le PIPAP, qui est le guichet unique pour l'information sur les aires protégées de la région.

Tenue d'un registre sur les dauphins, dugongs et baleines échoués

Une base de données centrale permettant à tous les Membres insulaires du Pacifique d'analyser et d'enregistrer les données relatives aux baleines, dauphins et dugongs échoués a été créée.

Il s'agit d'une version améliorée de l'ancienne base de données APOD (« A Pattern of Whales and Dolphins ») qui est obsolète. La nouvelle plateforme utilise Flukebook (flukebook.org). Un formulaire

a été créé pour faciliter la saisie des données sur le terrain, ainsi que des manuels d'utilisation adaptés à chaque type d'utilisateurs.

La précédente base de données APOD était un essai et n'est plus prise en charge. Des informations importantes sur la répartition et les causes de mortalité des baleines et des dauphins n'étaient pas enregistrées, car la base de données n'était plus utilisée.

L'enregistrement de ces données permettra de mieux comprendre les populations de baleines, de dauphins et de dugongs et les menaces qui pèsent sur leur survie dans le Pacifique, ce qui constitue un élément important du plan d'action pour la protection des baleines et des dauphins. L'accès à la base de données se fera par un lien sur le site internet du PROE.



Un *Stenella longirostris* mort, mesuré par l'ONG Opération cétacés en Nouvelle-Calédonie. Ces données seront inscrites dans la base de données « Animaux échoués sur les plages d'Océanie »
Photo : Opération cétacés

Protection du parc national du mont Talau au Royaume des Tonga

Les porcs errants ont un impact négatif sur la flore et la faune indigènes du mont Talau, dans l'archipel de Vava'u, à Tonga. Ils perturbent le sol en déracinant le sol de la forêt à la recherche de nourriture, ce qui endommage les racines des arbres, détruit la jeune végétation et réduit la capacité de régénération de la forêt.

En 2014, une petite clôture d'exclusion des porcs a été installée autour de la dernière jeune pousse de *Casearia buelowii*, une plante endémique du mont Talau, afin de protéger l'espèce. La clôture a permis d'éloigner les porcs du site, ce qui a favorisé la germination d'un plus grand nombre de semis de la plante et le développement d'une épaisse couche d'humus dans la parcelle.

En 2020, une clôture de 900 mètres entourant trois hectares a été aménagée pour protéger et encourager la régénération naturelle d'une plus grande partie du site.

Le mont Talau est un habitat pour l'espèce endémique hengahenga, ou siffleur des Tonga, qui est protégé depuis 2015 via la gestion des

populations de rats sur le site, ce qui a permis d'en stimuler la population.

Ce travail complète d'autres mesures de gestion des espèces envahissantes sur le site, notamment le contrôle des mauvaises herbes, et constitue un excellent exemple de ce qui peut être réalisé dans le cadre du programme « Écosystèmes résilients, populations résilientes » du Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS).

L'activité a été financée par le Projet régional de lutte contre les espèces envahissantes du

Fonds pour l'environnement mondial 6 (FEM6 PRE). Il s'agissait d'un partenariat entre le Département de l'environnement du Ministère tongan de la météorologie, de l'énergie, de l'information, de la gestion des catastrophes, de l'environnement, des changements climatiques et des communications, et l'association de protection de l'environnement de Vava'u.

Le FEM6 PRE est mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le PROE.

Le projet fonctionne au niveau national à Nioué, en République

des Îles Marshall, aux Tonga et aux Tuvalu, et comporte une composante régionale. La mise en œuvre du FEM6 PRE bénéficie de l'assistance du PRISMSS, qui est le Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique. Il s'agit d'une initiative conjointe par des organisations de premier plan actives dans la lutte contre les espèces envahissantes pour la protection de la biodiversité dans le Pacifique. Le PRISMSS met en œuvre cinq programmes régionaux visant à intensifier les actions de gestion sur le terrain dans le Pacifique.



La cérémonie d'ouverture a été présidée par le gouverneur de Vava'u, Lord Fakatulolo, aux côtés de l'honorable Poasi Tei, Ministre de la météorologie, de l'environnement, de la lutte contre les changements climatiques et de la gestion des catastrophes naturelles, de l'énergie, de l'information et des communications. Le directeur général, M. Paula Ma'u, les membres de la collectivité locale et des représentants et représentantes du Gouvernement étaient présent-es à l'inauguration officielle de la nouvelle clôture, au mont Talau. Photo : Vasiti Tulikihakau

Félicitations au lauréat 2020 du prix de la lutte contre les espèces envahissantes !

M. Huggard Tongatule, coordinateur national de la lutte contre les espèces envahissantes à Nioué, est la quatrième personne à recevoir le prix de la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique (« Pacific Invasive Species Battler of Year ») depuis sa création en 2017.

Ce prix récompense l'ensemble du programme de lutte contre les espèces envahissantes mis en œuvre à Nioué.

En plus de contrôler les populations de porcs envahissants, M. Tongatule surveille également les mauvaises herbes prioritaires, contribue à la mise en place de solutions fondées sur les ennemis naturels pour les mauvaises herbes répandues telles que la liane taro, et mène des actions de sensibilisation à la problématique des espèces envahissantes à Nioué.

Le prix de la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique récompense les résultats exceptionnels obtenus pour la biodiversité grâce à une utilisation aussi efficace que possible des ressources par les acteurs de la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique. Le travail acharné et le dévouement montré sur le terrain ont permis d'obtenir des résultats exceptionnels pour la biodiversité du Pacifique.

Le prix 2020 a été remis lors du lancement du Pacific Battler Lounge, manifestation parallèle à la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées.

M. Tongatule travaille actuellement à la réhabilitation de deux grandes zones de la forêt Huvalu à Nioué. Il a également entrepris une étude de faisabilité et la conception

d'un plan opérationnel pour éradiquer les rats de Nioué.

« J'ai la chance de travailler dans un domaine avec des collègues aussi passionnés et dévoués qui méritent toutes et tous de remporter ce prix. Ce prix est plus une reconnaissance de ce que nous avons réalisé collectivement à Nioué que de ce que j'ai réalisé en tant qu'individu, car nous savons tous que la gestion des espèces envahissantes est la responsabilité de tous », a déclaré M. Huggard Tongatule.



M. Huggard Tongatule, lauréat 2020 du prix de la lutte contre les espèces envahissantes et M. Haden Talagi, directeur de l'environnement et point de contact opérationnel pour le FEM, au lancement du nouveau Véhicule de combat niouéen pour la lutte contre les espèces envahissantes, financé par le Projet régional de lutte contre les espèces envahissantes du FEM 6. Photo : Tofimua Matagi

« J'ai la chance de travailler dans un domaine avec des collègues tout aussi passionnés et dévoués qui méritent tous de remporter ce prix. Ce prix est plus une reconnaissance de ce que nous avons réalisé collectivement à Nioué que de ce que j'ai réalisé en tant qu'individu, car nous savons tous que la gestion des espèces envahissantes est la responsabilité de tous. »

M. Huggard Tongatule

Gérer les espèces envahissantes pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques

Trois doctorants et doctorantes des îles du Pacifique ont entamé leurs travaux de recherche en 2020. Ces trois personnes apportent désormais leur aide aux Membres des îles du Pacifique dans la capture des données locales afin de favoriser l'obtention de résultats positifs pour l'adaptation aux changements climatiques suite aux efforts de lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique.

Ces étudiants et étudiantes travaillent avec le PROE, l'Université de Newcastle, les programmes du PRISMSS et les pays Membres. Ils et elles surveilleront la résilience de l'écosystème après l'élimination des rats, analyseront la relation

entre les personnes, les espèces envahissantes et les changements climatiques, et suivront à distance l'accroissement de la répartition des plantes envahissantes après de graves cyclones.

Il s'agit d'une activité régionale dont les pays pilotes sont Nioué, le Samoa et les Tonga.

Cette initiative renforcera les capacités des îles du Pacifique à concevoir et à mettre en œuvre leurs projets relatifs aux espèces envahissantes. Elle contribuera également à la recherche de futurs partenariats et de possibilités de financement pour aborder la résilience climatique par la gestion des espèces envahissantes.

Le fait d'associer les études aux programmes du PRISMSS permet aux étudiants et aux étudiantes de bénéficier de l'aide de spécialistes supplémentaires et garantit l'utilité des résultats de leurs travaux pour la région.

Les programmes du PRISMSS sur lesquels porteront ces activités sont « Écosystèmes résilients, populations résilientes », « Ennemis naturels, solutions naturelles » et « Pacifique sans prédateurs ».

Cette initiative est soutenue par le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce dans le cadre du Projet de lutte contre les espèces envahissantes pour favoriser l'adaptation aux



La doctorante Siosina Katoa fait des recherches sur les pratiques recommandées actuelles appliquées par le Département de l'environnement pour contrôler la biodiversité avant l'élimination des rongeurs sur l'île de Tonumeia, dans l'archipel de Ha'apai, aux Tonga. Une fois les rongeurs éliminés, l'environnement terrestre et marin côtier sera surveillé afin de démontrer l'amélioration de la résilience des écosystèmes. Photo : Mele Tovi

changements climatiques dans le Pacifique, une collaboration PRISMSS-NZ pour la résilience du Pacifique.

Évaluation du risque d'extinction des tortues dans le Pacifique

Afin de mieux comprendre l'état des populations de tortues dans la région des îles du Pacifique, le PROE a mandaté une évaluation du risque d'extinction des espèces de tortues marines dans la région dans le cadre de l'initiative BIEM (Gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés).

L'évaluation du risque d'extinction est considérée comme une étape essentielle dans le renforcement de l'appui à la conservation et à la gestion des tortues marines dans les nations insulaires du Pacifique.

La liste rouge des espèces menacées 2017 de l'UICN répertorie le statut des six espèces de tortues marines présentes dans le Pacifique comme suit : Tortue luth (*Dermochelys coriacea*), sous-population d'Océanie en danger critique d'extinction ; Tortue à écailles (*Eretmochelys imbricata*), en danger critique d'extinction ; Tortue caouanne (*Caretta caretta*), vulnérable ; Tortue verte (*Chelonia mydas*), en danger ; Tortue olivâtre

(*Lepidochelys olivacea*), vulnérable ; Tortue à dos plat (*Natator depressus*), données insuffisantes.

Les principales étapes de l'évaluation du risque d'extinction comprennent une analyse documentaire complète ainsi que la collecte de données spatiales à partir du suivi satellitaire, des sites de nidification, des captures accessoires et des retours de traceurs.

Malgré la grande quantité d'articles et de données sur les tortues du Pacifique à disposition, il reste toujours à rassembler, distiller, évaluer et comprendre ces sources afin de discerner et d'analyser les interactions entre différents facteurs, tels que les caractéristiques biologiques et les diverses menaces, et leur incidence sur la viabilité des populations. Il est également nécessaire de comprendre d'autres facteurs, tels que l'incidence du climat et des changements de température sur la reproduction.

L'initiative BIEM a organisé une manifestation virtuelle parallèle



Le marquage satellite des tortues marines est un outil crucial pour comprendre leur histoire et pour définir les priorités en matière de conservation.

lors de la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur conservation de la nature et les aires protégées, afin de présenter les travaux réalisés jusqu'en octobre 2020. Cette manifestation était intitulée « Évaluer le risque d'extinction des tortues dans le Pacifique pour éclairer les approches de conservation régionales. »

L'évaluation des risques qui pèsent sur les tortues fait partie de l'initiative BIEM, que le PROE dirige afin de réaliser le domaine de résultats du programme PEUMP (Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin).

Financé par l'Union européenne et le Royaume de Suède à hauteur de 45 millions d'euros, le programme PEUMP encourage la gestion durable et la bonne gouvernance des océans pour la sécurité alimentaire et la croissance économique, tout en abordant la résilience face aux changements climatiques et la conservation de la biodiversité marine. Il suit une approche globale, intégrant les questions liées à la pêche océanique, à la pêche côtière, au développement local, à la conservation marine et au renforcement des capacités dans le cadre d'une action régionale unifiée.

Mise à jour de la base de données sur les tortues du Pacifique

Le système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues (TREDs) utilisait MS Access. Il a été mis à niveau et emploie désormais un système de base de données en ligne. Les utilisateurs et utilisatrices peuvent désormais accéder à leurs données sur les tortues où qu'ils et elles se trouvent dans le monde, enregistrer des données même en étant hors-ligne et les téléverser une fois au bureau. Les utilisateurs et utilisatrices ont également accès à de nouvelles fonctionnalités telles que la génération de cartes dans la base de données à partir des données spatiales disponibles

et le téléchargement de photos pour aider à évaluer la dégradation de l'habitat au fil du temps.

Ce nouveau système améliorera la méthode d'enregistrement des données et vise également à redynamiser la recherche sur les tortues et la collecte de données dans le Pacifique. Le test initial de cette base de données en ligne améliorée a été effectué avec plusieurs personnes œuvrant à la conservation des tortues de toute la région Pacifique. Une formation virtuelle portant sur la gestion et l'utilisation correctes du système TREDs

a été organisée avec le personnel du PROE.

TREDs est le système de base de données régional pour les activités de recherche et de surveillance des tortues marines menées par les Membres du PROE. Il gère les données de diverses administrations, organisations non gouvernementales (ONG) et groupes locaux qui entreprennent des recherches, des activités de suivi et des marquages.

Le développement initial du TREDs était issu d'une collaboration entre le PROE, le Conseil régional de gestion



des pêches du Pacifique occidental, la Communauté du Pacifique, le Queensland Parks and Wildlife Service, la US National Oceanic and Atmospheric Administration, la Marine Research Foundation et le Southeast Asian Fisheries Development Centre. La nouvelle base de données en ligne résulte quant à elle d'une collaboration entre le PROE et le cabinet de conseil australien Eighty Options.

Célébration des 10 ans de déploiement du Protocole de Nagoya dans le Pacifique

Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique, également connu sous le nom de Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (APA), a célébré son dixième anniversaire en 2020.

Une manifestation virtuelle spéciale intitulée « Une décennie de voyage pour le Protocole de Nagoya dans le Pacifique » a été organisée en guise de commémoration. Cette manifestation a été coordonnée par le Projet régional APA avec le soutien du PNUE, de l'Initiative APA et de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud. Il a mis en lumière les efforts déployés par le Pacifique en vue d'appliquer les dispositions relatives à l'accès et au partage des avantages dans le cadre du protocole de Nagoya, ainsi que les expériences partagées et les objectifs et les aspirations des îles du Pacifique.

Les îles Cook, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tuvalu ont présenté leur expérience du Protocole de Nagoya. Des partenaires, tels que l'université de Nouvelle-Galles du Sud et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, sont également brièvement intervenus.

Dix îles du Pacifique ont ratifié le Protocole de Nagoya : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Palaos, République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Au cours des quatre dernières années, les efforts conjoints du PROE et de l'Initiative APA ont donné lieu à de nombreuses concertations nationales, à des ateliers régionaux de renforcement des capacités et à des formations dans les îles du Pacifique.

Une assistance et une aide techniques ont été fournies, en faisant appel au savoir-faire des experts et des expertes sur l'APA, afin d'aider à élaborer des cadres politiques et législatifs relatifs à l'APA pour les pays Membres. D'importants progrès ont été réalisés. Par exemple, les Palaos sont désormais le premier pays du Pacifique à disposer d'une loi autonome en matière d'APA.

Des formations spécialisées sur la négociation de contrats, l'utilisation du mécanisme de compensation de l'APA, les savoirs traditionnels et la bioprospection ont été organisées avec les pays Membres.

Le PROE coordonne le Projet régional APA financé par le Fonds pour l'environnement



mondial et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui aide 14 îles du Pacifique à faire progresser le Protocole de Nagoya au niveau national.

Groupe de femmes participant aux concertations entre la population d'Aopo, le PROE et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, village d'Aopo.

Forêt morte, Îles Salomon. © Stuart Chape



Forêt, île de Guadalcanal, Îles Salomon. © Stuart Chape



La collection « Pacific Invasive Species Battler » s'étoffe

Quatre nouvelles publications ont été ajoutées à la collection « Pacific Invasive Battler » (Lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique). Elles peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site internet du PROE pour aider les professionnels et les professionnelles du Pacifique, les gestionnaires de l'environnement, les gouvernements et les membres des collectivités locales dans des domaines spécifiques de la lutte contre les espèces envahissantes.

Ces nouvelles publications sont : Utiliser les ennemis naturels pour lutter contre les mauvaises herbes répandues dans le Pacifique ; Lutter contre les mauvaises herbes prioritaires à faible incidence pour conserver la biodiversité du Pacifique ; Protéger nos îles au moyen de la biosécurité, et Construire des écosystèmes et des collectivités résilientes en luttant contre les espèces envahissantes dans les sites hautement prioritaires.

Élaborée par le Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes du Pacifique (PRISMSS), la collection Battler est une ressource importante pour les personnes qui travaillent à la réhabilitation des écosystèmes et à la lutte contre les espèces envahissantes. Elle fournit des approches éprouvées des meilleures pratiques par le biais de conseils étape par étape, d'études de cas et d'illustrations visuelles pour les personnes qui luttent contre les espèces envahissantes.



La collection fournit des informations et des études de cas pour aider les personnes qui travaillent sur le terrain et est rédigée de manière conviviale.

Le PEBACC remet la pépinière d'arbres indigènes de Mua sur l'île de Taveuni

La pépinière d'arbres indigènes de Mua a été officiellement remise aux autorités fidjiennes par le PROE dans le cadre du Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC) lors d'une cérémonie qui s'est tenue à la station de recherche agricole de Mua à Taveuni. Les Ministères fidjiens des forêts et de l'agriculture se sont engagés à adopter une approche interministérielle pour la gestion, l'entretien et le développement de cette pépinière. Cela comprend la nomination d'un ou d'une responsable permanent-e de la pépinière et la livraison de plants aux partenaires. La pépinière est hébergée au Centre de recherche et de développement du Ministère de l'agriculture à Mua, sur l'île de Taveuni.

La pépinière d'arbres indigènes a été construite par le PROE dans le cadre du projet PEBACC

en collaboration avec le Ministère des forêts en 2018. Son objectif est de fournir des jeunes plants au programme de reboisement et d'agroforesterie de Taveuni, un programme d'adaptation écosystémique dans le cadre du PEBACC appuyé par les Ministères des forêts, de l'agriculture et des affaires iTaukei.

La pépinière peut accueillir jusqu'à 50 000 jeunes plants. Les arbres indigènes qui y sont cultivés sont les suivants : Vesi, Yasi, Dilo, Tavola, Kaudamu, Dakua, Makadre, Sea, Dawa, Duvula, Male, Ivi, Moivi et Kaunicina. Des jeunes plants de corossol, d'avocatier et de vétiver sont également cultivés dans la pépinière.

Grâce à l'appui du PEBACC, plus de 4 000 plants d'arbres indigènes et fruitiers ont été plantés dans les districts de Cakaudrove, Vuna et Wainikeli, à Taveuni.

Le programme de reboisement et d'agroforesterie de Taveuni a également bénéficié du soutien de Conservation International, de la division des ressources foncières de la Communauté du Pacifique et des services forestiers scientifiques pour aider les collectivités locales dans leurs efforts de plantation.

Le projet PEBACC était une initiative de cinq ans mise en œuvre par le PROE en partenariat avec les gouvernements des Fidji, des Îles Salomon et de Vanuatu. Le projet a été financé par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), qui appuie cette initiative suite à une décision du Bundestag allemand.

Le projet se concentre sur le renforcement et la protection des services écosystémiques naturels pour améliorer la résilience face aux changements climatiques. Le PEBACC a pris fin en septembre 2020.



▲ M. Moape Lotawa, directeur du département Nord du Ministère des forêts.
Photo : Ministère fidjien des forêts

▼ M. Rohit Lal, agent de recherche principal du Ministère fidjien de l'agriculture, signe l'accord de passation avec M. Moape Lotawa, directeur du département Nord du Ministère fidjien des forêts, et M. Herman Timmermans, gestionnaire du projet PEBACC.
Photo : Ministère fidjien de l'agriculture

Invités principaux et membres de la collectivité locale devant le panneau récemment inauguré pour la pépinière de plantes indigènes de Mua, à Taveuni.
Photo : Ministère fidjien des forêts.





Le PROE aide les pays à renforcer leurs capacités en matière de gouvernance environnementale, d'élaboration de politiques, de planification, de surveillance et de communication des informations en vue d'obtenir des résultats environnementaux durables et de suivre l'évolution socioéconomique.

Île de Kioa, Fidji © Stuart Chape

24

La formation virtuelle sur la gouvernance environnementale dans le Pacifique a porté ses fruits

Plus de 245 participants et participantes d'Australie, des États fédérés de Micronésie, des Fidji, des Îles Salomon, de Kiribati, de Nioué, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la République des Îles Marshall, du Samoa et de Vanuatu se sont déclaré-es satisfait-es à 100 % de la formation régionale sur les études d'impact sur l'environnement, sur la mobilisation des parties prenantes et sur l'évaluation de l'impact social dans le Pacifique.

Le PROE et la Banque mondiale, par l'intermédiaire du Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour un environnement durable (PLP-ESS), ont mis en place huit modules de formation thématiques interactifs pour la région suite aux interdictions de voyage en vigueur en raison de la pandémie de COVID-19.

Le fait que cette formation a été organisée par le biais de webinaires en direct a permis d'atteindre un plus large éventail de participants et participantes. Parmi ces personnes, on comptait des agents et agentes de l'environnement, des gestionnaires de projets de développement, un secrétaire permanent adjoint à l'environnement, des spécialistes de haut niveau de la Banque mondiale ainsi que d'autres personnes qui n'assistent pas habituellement à des formations sur l'évaluation environnementale, notamment des représentants et représentante du Ministère de la santé, du Ministère des infrastructures, des services de gestion des déchets, des étudiants et étudiantes

universitaires, des ONG et des membres du public.

En touchant un plus grand nombre de personnes, la formation a permis d'améliorer la compréhension de la valeur de la mobilisation des parties prenantes ainsi que des exigences légales en matière d'engagement dans le cadre des études d'impact sur l'environnement et des évaluations de l'impact social. Le succès de la formation est en partie dû aux activités participatives de chaque module ainsi qu'aux outils de base pour la mobilisation

des parties prenantes et l'évaluation de l'impact social.

Le PLP-ESS est un partenariat entre le PROE, l'Université du Pacifique Sud (UPS), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale. Il a été créé pour aider les îles du Pacifique à accéder à davantage de possibilités de formation et de renforcement des capacités, à améliorer l'accès aux spécialistes techniques de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et à stimuler l'émergence de qualifications tertiaires axées sur la région.

« ... nous apprécions cette formation car nous gérons de nombreux projets et devons commander des études d'impact sur l'environnement appropriées pour eux. Donc *malo lava* et merci. Cette initiative de formation virtuelle a créé de nouvelles possibilités permettant à beaucoup plus de personnes de participer et pas seulement à un petit nombre devant se déplacer pour y assister »

Sagauga Leilani M Galuvao, Directeur général adjoint de la Division des transports terrestres et des infrastructures du Samoa



Cinq rapports nationaux sur l'état de l'environnement : une étape importante pour le Pacifique

Cinq rapports sur l'état de l'environnement ont été approuvés en 2020 pour les îles Cook, les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga. Les rapports sur l'état de l'environnement fournissent une vue d'ensemble de l'état de l'environnement dans les domaines thématiques et aideront ces pays à élaborer leurs Stratégies nationales de gestion de l'environnement.

Les domaines thématiques sont : la culture et le patrimoine, l'atmosphère et le climat, le littoral et le milieu marin, les ressources en eau

douce, la terre, la biodiversité et l'environnement bâti.

Appliquant le modèle DPSIR (facteurs, pressions, état, impact et réaction), les rapports décrivent l'environnement, les relations de causalité et les effets environnementaux, en se fondant sur des données quantitatives relatives à l'état de l'environnement, complétées par les contributions des parties prenantes.

Le PROE, par le biais du projet Inform et de la phase 2 du projet ACP-MEA, a aidé les pays à élaborer leurs rapports. Une aide a été apportée pour le

recrutement de consultantes et consultants, la collecte de données, la formation, le téléchargement des données sur les portails, la coordination des ateliers de concertation dans les pays, ainsi que la révision et la conception graphique des rapports finaux.

La phase 2 du projet ACE-MEA, qui s'est déroulée de 2014 à 2018, est la deuxième phase du projet « Renforcement des capacités pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique » de l'Union

européenne mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et par le PROE.

Le projet « Renforcer les capacités nationales et régionales de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement par l'amélioration de la planification, de l'évaluation de l'état de l'environnement et de l'établissement de rapports dans le Pacifique », également appelé Inform, est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et est exécuté par le PROE entre 2016 et 2021.

Stratégies nationales de gestion de l'environnement

Les îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga ont bénéficié d'une aide pour l'élaboration de leur Stratégie nationale de gestion de l'environnement.

En tant que cadre de politique environnementale avec des orientations stratégiques, cette stratégie a le potentiel de renforcer les partenariats au sein de différents secteurs et d'offrir des possibilités de soutien financier de la part des partenaires bailleurs pour ces pays.

La Stratégie nationale de gestion de l'environnement est

un engagement de ces pays à faire en sorte que les objectifs nationaux de développement et les activités de planification sectorielle soient réalisés de manière cohérente et favorisent la durabilité environnementale.

Elle donne également des orientations au Gouvernement dans l'accomplissement de ses engagements nationaux, régionaux et mondiaux au titre des cadres internationaux, des accords multilatéraux sur l'environnement et des objectifs de développement durable.



Le paradisier de Raggi est endémique des forêts de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Photo : PROE / P. McDonald



Mangroves à Pohnpei, États fédérés de Micronésie. Photo : D. McFadzien

Protection de la biodiversité dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale

Une assistance technique a été fournie aux petits États insulaires en développement du Pacifique dans l'examen et l'analyse des articles proposés pour l'instrument international juridiquement contraignant visant à protéger la biodiversité dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, ainsi que pour la rédaction d'un texte sur la manière de réaliser les études d'impact sur l'environnement dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale et les évaluations stratégiques environnementales en haute mer.

En raison de la COVID-19, plusieurs réunions internationales des Membres des Nations Unies ont été reportées, notamment celles consacrées à la validation de la version définitive de l'ILBI pour la protection de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas

de la juridiction nationale. À la place, plusieurs débats virtuels ont été organisés par l'ONU pour en discuter, et les Parties ont continué à réviser leurs positions sur les articles proposés pour l'ILBI.

Le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (SFIP) a demandé au spécialiste de l'évaluation environnementale du PROE de rédiger le texte sur l'évaluation stratégique environnementale au nom du SFIP et de travailler avec les ministères australien et néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce. Cela a permis de dégager un consensus sur la manière dont le SFIP doit mener les évaluations stratégiques environnementales, qui est utilisé dans les négociations avec d'autres parties conjointes pour mettre en avant la position du Pacifique insulaire sur l'ILBI.

La biodiversité marine dans les États fédérés de Micronésie.
Photo : D. McFadzien



Photo : SPREP/T.Hartley

Conférence sur les systèmes d'information géographique au Samoa

La remise en activité du groupe d'utilisateurs de systèmes d'information géographique (SIG) de Samoa est l'un des nombreux résultats d'une conférence qui a réuni pour la première fois les praticiens et praticiennes des SIG au Samoa.

Cette conférence a permis de sensibiliser à l'importance et au pouvoir des SIG, des données ouvertes, des logiciels libres, du partage des données spatiales et des normes de données.

Le PROE, par le biais du partenariat du projet Inform avec SkyEye Samoa, a coordonné la manifestation intitulée « Conférence océanique 2020 State of the

Map sur les logiciels libres et gratuits pour l'analyse géospatiale ».

Il s'agissait d'une plateforme hybride lors de laquelle les participants et participantes ont pu assister à une manifestation locale organisée par des professionnels et professionnelles des SIG de ce pays, retransmise en direct sur la chaîne régionale de la conférence FOSS4G 2020 en Océanie.

Le projet régional Inform du PROE a présenté des applications de SIG aux 85 personnes participantes et des cas d'utilisation dans une perspective régionale.



La conférence a également permis de présenter le portail environnemental du Samoa, qui met en évidence les données OpenStreetMap librement disponibles pour le Samoa et le reste du Pacifique.

Le projet Inform du PROE est un projet quadriennal financé

Conférence d'une journée visant à sensibiliser à l'importance des systèmes d'information géographique (SIG) et aux possibilités qu'ils offrent.

par le FEM, mis en œuvre par le PNUE et exécuté par le PROE dans 14 pays insulaires du Pacifique, dont le Samoa.

Renforcement des capacités en matière d'évaluation environnementale avec Kiribati

La Division kiribatienne de l'environnement et de la conservation de la nature a sollicité l'aide du PROE après avoir relevé des lacunes dans son système actuel d'approbation du développement, notamment en ce qui concerne la mobilisation des différents acteurs et la conception d'études appropriées.

Un soutien a été apporté à l'examen des rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement financés par les bailleurs et à la mise à jour de la loi actuelle sur la gestion de l'environnement afin d'améliorer la mise en œuvre des évaluations de l'impact sur l'environnement à Kiribati.

En raison des restrictions imposées par la COVID-19, ce soutien à Kiribati a pris la forme d'examens techniques de la législation environnementale et des rapports d'évaluation de l'impact sur l'environnement, ainsi que d'une aide à la formation en ligne pour l'évaluation environnementale.

La formation était composée de cinq modules, chacun se concentrant sur une des principales étapes de la procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement se rattachant à la législation kiribatienne et se référant aux bonnes pratiques telles que décrites dans les directives régionales en matière d'évaluation de l'impact sur



Renforcement des capacités pour l'évaluation environnementale virtuelle.

l'environnement élaborées par le PROE : « Renforcement des directives en matière d'étude de l'impact environnemental pour les États et territoires insulaires du Pacifique ».

Cette formation a été dispensée par le PROE avec l'aide du PLP-ESS, une collaboration établie en 2019 entre le PROE, la Banque mondiale, la BAD et l'UPS.

« La boîte à outils de dépistage pour l'étude de l'impact sur l'environnement est très utile. Je vais l'adopter dans notre Division et l'essayer sur les applications de développement que nous allons traiter. Merci au PROE et aux partenaires du PLP pour leur aide et pour les enseignements dispensés par eux lors de la première session de notre formation »

M. Puta Tofinga, responsable de l'environnement à la Division kiribatienne de l'environnement et de la conservation de la nature

27

Des données OpenStreetMap disponibles pour les îles du Pacifique

Les utilisateurs de systèmes d'information géographique (SIG) de la région peuvent désormais accéder aux données d'OpenStreetMap et les utiliser librement pour produire des cartes. Ceci est rendu possible par le portail de l'environnement du Pacifique établi dans le cadre du projet Inform.

OpenStreetMap se présente sous la forme d'un ensemble de couches SIG individuelles, pré-stylisées dans un projet de système d'information géographique Quantum, pouvant être utilisées comme carte de base ou combinées à d'autres ensembles de données spatiales. Ces données peuvent améliorer la

base de la prise de décisions sur différents sujets se rattachant au développement durable dans la région.

Les professionnels et professionnelles qui créent et emploient des SIG dans la région se trouvent souvent face à un manque de ressources pour produire des cartes, de possibilités d'apprentissage technique et de budget. De même, l'utilisation des données pour la prise de décisions et l'élaboration de politiques constitue également une gageure.

OpenStreetMap est une ressource gratuite permettant aux utilisateurs et aux utilisatrices de SIG de la région d'utiliser des ensembles de

données axés sur le Pacifique, tels que les bâtiments, les routes et les points d'intérêt, pour produire des cartes de référence.

Ces ensembles de données sont disponibles pour les 14 pays insulaires du Pacifique participant au projet Inform.

En outre, les données d'OpenStreetMap pour sept territoires du Pacifique seront également ajoutées : le Commonwealth des îles Mariannes septentrionales, Guam, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les Samoa américaines, les Tokélaou et Wallis-et-Futuna.

Le projet Inform du PROE est un projet quadriennal



financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE dans 14 pays insulaires du Pacifique, dont le Samoa.

Lancement des directives sur l'évaluation stratégique de l'environnement pour les États et territoires insulaires du Pacifique

Premier outil de planification de ce type pour la région du Pacifique, les directives pour l'évaluation stratégique environnementale pour les

États et territoires insulaires du Pacifique est désormais disponible en ligne et peut être téléchargée gratuitement en français et en anglais.



Photo : © Charles Netzler

Ces directives ont été élaborées à la suite de discussions approfondies avec les Membres et les partenaires du PROE. Elles visent à aider les autorités des îles du Pacifique à s'assurer que les considérations environnementales et sociales soient pleinement intégrées dans les plans, politiques, stratégies et programmes de développement nationaux et sectoriels.

Les trois années de concertation et de perfectionnement comprennent des études de cas, des conseils et des boîtes à outils pour la conduite de l'évaluation stratégique environnementale ainsi que la rédaction de politiques et de législations pour l'instaurer.

L'élaboration de ces directives a commencé en septembre 2018 et s'est achevée en mai 2020, grâce à un financement par le projet ACP-MEA 2 de l'UE et par le Fonds suédois du PNUE.

Le projet ACP-MEA 2, qui s'est déroulé de 2014 à 2018, était la deuxième phase du Projet de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, financé par l'Union européenne, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et par le PROE.

Examen technique du projet de loi sur l'environnement à Nauru

La première loi de Nauru sur la gestion de l'environnement et les changements climatiques est entrée en vigueur en 2020. Elle prévoit notamment les études d'impact sur l'environnement.

Le PROE a travaillé pendant plus de cinq ans avec les autorités nauruanes à la rédaction d'un projet de loi sur l'environnement, en fournissant des formations aux études d'impact sur l'environnement et aux accords multilatéraux sur l'environnement. Une aide a également été

apportée pour assurer la présence de représentants et représentantes de Nauru aux ateliers consacrés à l'étude d'impact sur l'environnement et à l'évaluation stratégique environnementale organisés en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Samoa.

L'examen technique et la contribution à la loi ont été fournis par le PROE avant son approbation par le Gouvernement nauruan. Le PROE a notamment contribué à garantir que les méthodes de mise en œuvre des études



d'impact sur l'environnement soient incluses dans la loi proposée.

La plage d'Anibare, île de Nauru.
Photo : © Stuart Chape



D. McFadzien



D. McFadzien

Rédaction d'une politique et d'une réglementation pour les études d'impact sur l'environnement aux Tokélaou

Suite à la formation de sensibilisation aux études d'impact sur l'environnement dispensée par le PROE aux Tokélaou avant la pandémie, le PROE a adapté ses plans en fonction des restrictions imposées par la COVID-19, en fournissant une assistance à distance aux Tokélaou dans l'élaboration d'une politique et d'une réglementation pour l'étude d'impact sur l'environnement.

La rédaction de la politique en matière d'étude d'impact sur l'environnement a été menée à distance avec le Département tokélaouan du développement économique,

des ressources naturelles et de l'environnement, qui a sollicité l'avis des populations de chaque atoll.

Les Tokélaou sont composées de trois atolls, à savoir Atafu, Nukunonu et Fakaofu.

Le PROE a rédigé une politique pour les études d'impact sur l'environnement aux Tokélaou, définissant la marche à suivre ainsi que les situations requérant qu'une telle étude soit menée pour les projets de développement proposés dans les atolls.

Le projet de politique était accompagné d'un projet de réglementation pour l'étude



Formation aux Tokélaou.

d'impact sur l'environnement qui décrivait la marche à suivre et les principales tâches

dévolues aux personnes chargées du développement et de la réglementation.

Conservation des données à l'heure de la COVID-19

Le PROE a consolidé la gestion de l'information en ligne et l'hébergement des portails de données environnementales mis sur pied par le projet Inform avec nos îles du Pacifique.

L'hébergement local sur site présente de multiples facteurs de risque, notamment en ce qui concerne les catastrophes naturelles. Toutefois, l'hébergement des données nationales sur la technologie innovante du « cloud » par le biais des portails Drupal 9 Inform permet de se prémunir contre ces facteurs de risque. Les serveurs en cloud permettent de réduire fortement les incidences négatives causées par la perte de service.

Cette nouvelle réalité virtuelle, devenue la norme en raison de la pandémie, renforce l'importance du partage virtuel des données et de leur conservation sur le cloud pour y faciliter l'accès. Malgré les restrictions de déplacement, les portails de données permettent aux utilisateurs et aux utilisatrices d'accéder facilement aux informations et de les partager.

Les portails de données sur l'environnement sont constamment actualisés. Des portails nationaux de données environnementales ont été mis sur pied pour 14 pays insulaires du Pacifique, ainsi qu'un portail de données

environnementales pour le Pacifique.

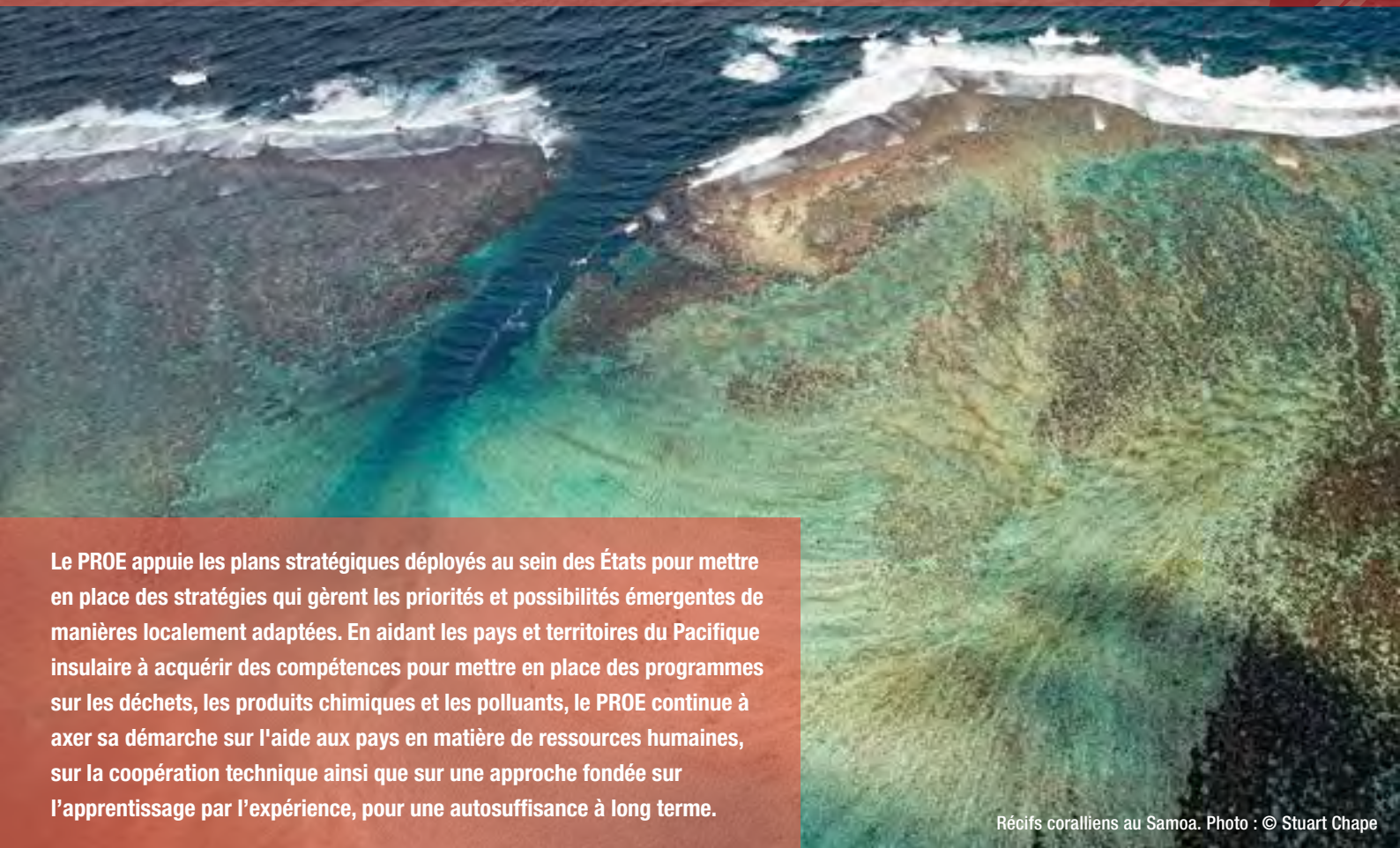
En 2020, avec le lancement de Drupal 9, l'équipe du projet Inform a également fait migrer et mis à niveau les portails pour les pays. Drupal est un logiciel de gestion de contenu, Drupal 9 offrant une meilleure sécurité, des performances plus rapides et des portails fonctionnant de manière transparente sur tous les appareils.

Les portails en ligne établis en partenariat avec le PROE dans le cadre du projet Inform aident les pays Membres en leur offrant un accès facile et un hébergement sûr des

ensembles de données environnementales. Ceux-ci sont utilisés pour le suivi, l'évaluation et l'analyse des conditions et des tendances environnementales afin de soutenir la planification, les prévisions et les exigences en matière de rapports environnementaux à tous les niveaux.

Le projet Inform du PROE est un projet quadriennal financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE dans 14 pays insulaires du Pacifique, dont le Samoa.





Le PROE appuie les plans stratégiques déployés au sein des États pour mettre en place des stratégies qui gèrent les priorités et possibilités émergentes de manières localement adaptées. En aidant les pays et territoires du Pacifique insulaire à acquérir des compétences pour mettre en place des programmes sur les déchets, les produits chimiques et les polluants, le PROE continue à axer sa démarche sur l'aide aux pays en matière de ressources humaines, sur la coopération technique ainsi que sur une approche fondée sur l'apprentissage par l'expérience, pour une autosuffisance à long terme.

Récifs coralliens au Samoa. Photo : © Stuart Chape

La gestion des polluants organiques persistants en Papouasie-Nouvelle-Guinée

L'un des polluants organiques persistants les plus répandus en Papouasie-Nouvelle-Guinée, cause de cancers chez les êtres humains et extrêmement toxique pour les poissons et les invertébrés, a fait l'objet d'une mission exploratoire.

La mission exploratoire sur le pesticide dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT) en Papouasie-Nouvelle-Guinée a été financée par la subvention de préparation de projet dans le cadre du programme ISLANDS (« Mettre en œuvre un développement sans ou sobre en produits chimiques dans les petits États insulaires en développement ») du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Pour éviter que les populations ne soient davantage exposées aux dangers des polluants organiques persistants, la Convention de Stockholm demande à toutes les Parties d'élaborer des plans nationaux de mise en œuvre pour la gestion de ces substances

chimiques dangereuses. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a élaboré en 2006 son plan national de mise en œuvre, lequel recensait les stocks de polluants organiques persistants obsolètes dans tout le pays, mais elle n'a pas pu le mettre en œuvre en raison de fonds insuffisants.

Afin d'aider le pays à se préparer pour le programme ISLANDS, le PROE a mené une mission exploratoire en 2019, financée par le PNUE. Le travail de terrain a couvert cinq provinces et sept villes, dont : Goroka et Yonki, dans la province des Hautes-Terres orientales ; Lae, dans la province de Morobe ; Rabaul, dans la province de la Nouvelle-Bretagne orientale ; Alotau et Misima, dans la province de la baie de Milne ; Port Moresby, dans le District de la capitale nationale.

La mission avait pour objectif de confirmer les stocks de polluants organiques persistants recensés dans le

plan de mise en œuvre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de les sécuriser en vue de leur enlèvement et de leur élimination dans le cadre du programme ISLANDS.

Tous les stocks de DDT signalés à Goroka et la plupart de ceux de la région des Hautes-Terres sont restés introuvables. Les autorités provinciales ont signalé des cas de vol où le DDT a été vendu à des agriculteurs. Toutefois, l'équipe a pu confirmer et sécuriser le plus grand stock de DDT obsolète du pays, à Rabaul. Deux conteneurs de six mètres renfermant 1 400 boîtes de DDT avaient été localisés. Au vu des dangers du DDT, une initiative a convaincu le Gouvernement de la province de Nouvelle-Bretagne orientale de faire l'acquisition de deux conteneurs d'expédition pour stocker tout le DDT reconditionné. Malheureusement, les conteneurs ont été pillés et une partie du DDT a été volée.

Au fil du temps, le contenu de ces conteneurs a été déversé dans la région, ce qui fait que les populations locales sont entrées en contact avec le DDT. L'équipe de la mission dirigée par le PROE et les membres d'un village ont nettoyé des stocks de DDT et reconditionné environ 12 tonnes dans les deux conteneurs qui ont été solidement verrouillés avec des barres soudées et des cadenas.

L'équipe de la mission a également organisé quatre sessions de formation sur la sécurisation du DDT à Alotau, à Goroka, à Kokopo et à Misima, portant sur les principes relatifs aux dangers, à l'inventaire des dangers et à l'évaluation des risques sur le lieu de travail. Les 40 personnes participantes à la formation seront appelées à participer au retrait des polluants organiques persistants lors de la mise en œuvre du projet ISLANDS du FEM.

Zoom sur le DDT en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le pesticide DDT était autrefois couramment employé pour lutter contre les maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme, maladie pointée du doigt en 2017 par l'Organisation mondiale de la santé comme étant une cause majeure de mortalité en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où 94 % de la population présentait un risque élevé d'infection.

Le DDT était également largement utilisé dans les secteurs agricole et industriel de ce pays. Étant un produit chimique dangereux, son utilisation et son élimination ont d'abord été réglementées par les autorités papouanes-néo-guinéennes dans leur

cadre réglementaire de gestion environnementale, puis par la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

La Convention de Stockholm est un instrument international juridiquement contraignant visant à réduire progressivement la présence des polluants organiques persistants dans l'environnement. Lorsque les effets toxiques du DDT sur les humains et les animaux ont été découverts au début des années 1970, la plupart des pays ont commencé à en interdire la fabrication et l'utilisation. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, en tant que Partie à la Convention de



Stockholm, a officiellement interdit son utilisation en 1983. Lorsque l'interdiction est entrée en vigueur, tous les stocks du pays ont été laissés à l'abandon dans des entrepôts et des hangars. Malgré l'interdiction, le DDT continue

à être utilisé dans l'agriculture, la pêche et même dans le traitement et la prévention des infestations par les poux chez les enfants.

Zoom sur les PCB en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Les autres polluants organiques persistants les plus répandus en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui ont fait l'objet en 2020 d'une mission exploratoire financée par le programme ISLANDS du FEM, sont les polychlorobiphényles (PCB).

On les trouve généralement dans les huiles de vidange des appareils électriques tels que les transformateurs et les condensateurs. Les huiles contenant des PCB ont été interdites par la Convention

de Stockholm et PNG Power Limited a depuis cessé de les utiliser.

Toutefois, la présence d'huiles contaminées par des PCB a été relevée par l'équipe de la mission dans tout le pays. Elle a prélevé 122 échantillons d'huile de vidange de transformateurs, de condensateurs, ainsi que dans des bidons et des réservoirs de stockage et les a analysés au moyen de kits de test Dexsil. Les résultats ont indiqué une possible contamination par



les PCB dans 11 échantillons. Cela représente environ 612 000 litres d'huile

potentiellement contaminés par des PCB dans les provinces visitées.

Zoom sur le programme ISLANDS du Fonds pour l'environnement mondial en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Avec l'aide du programme ISLANDS, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le PROE travaillent avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les partenaires du PROE dans le cadre de cette

nouvelle initiative mondiale visant à améliorer la gestion des produits chimiques et des déchets.

Le programme ISLANDS est une initiative qui s'étend sur une durée de cinq ans, dotée de 450 millions d'USD, dont

la mise en œuvre dans tous les petits États insulaires en développement est appuyée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et par ses partenaires.

Le Projet pour les enfants du Pacifique, qui s'inscrit dans le

cadre de ce programme, est doté de 20 millions d'USD. Il est mis en œuvre par le PNUE avec le PROE en tant que partenaire d'exécution pour les petits États insulaires en développement du Pacifique.

Collaboration avec PacWastePlus

Le programme PacWastePlus est un projet qui s'étend sur une durée de 64 mois, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le PROE dans 14 pays du Pacifique insulaire et au Timor-Leste, actuellement en phase de mise en œuvre. Ce programme porte sur la gestion efficace, économique et durable des déchets et de la pollution dans les flux de déchets prioritaires



SPREP
Secretariat of the Pacific Regional
Environment Programme



des déchets dangereux, notamment l'amiante, les déchets médicaux, les déchets électroniques, les déchets solides comme les déchets végétaux, les déchets générés par les catastrophes, les

déchets encombrants, les déchets recyclables, ainsi que les aspects associés aux eaux usées.

Le programme PacWastePlus est mis en œuvre aux États fédérés de Micronésie, aux

Fidji, aux îles Cook, aux îles Salomon, à Kiribati, à Nauru, à Nioué, aux Palaos, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en République des Îles Marshall, au Samoa, au Timor-Leste, aux Tonga, aux Tuvalu et à Vanuatu.

Le comité directeur du PacWastePlus confirme les priorités nationales pour la gestion des déchets

Les pays insulaires du Pacifique, avec le soutien du programme PacWastePlus, ont tenu une réunion intensive de trois jours du comité directeur du programme, confirmant que la gestion des déchets constituait un sujet de préoccupation majeur, en particulier les déchets électroniques dangereux, l'amiante et les déchets solides, notamment les déchets recyclables.

Les délégués et déléguées ont confirmé les priorités nationales concernant l'appui au projet de gestion des déchets et ont souligné plusieurs difficultés auxquelles leurs pays sont confrontés, à savoir, entre autres, la consolidation de la législation, le renforcement des

initiatives de sensibilisation et d'éducation et la mise en place de mesures de renforcement des capacités appropriées pour la région.

Le lien entre la gestion des déchets et les changements climatiques a été examiné, notamment les risques, les coûts associés et les difficultés induites par les changements climatiques, ainsi que les perspectives offertes pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre par une bonne gestion des déchets.

Afin d'encourager et de renforcer la coopération régionale, le programme PacWastePlus aide les pays à mettre en commun leurs expériences et leurs bonnes



pratiques dans le secteur. Il met également en relation les pays avec les institutions et les bailleurs en mesure de fournir une assistance stratégique pour la conception et la mise en œuvre des activités dans les pays.

De l'avis des délégués et déléguées des pays, le PacWastePlus constitue

une excellente occasion de bénéficier de l'aide de l'Union européenne et d'autres projets régionaux, de même que la Table ronde pour un Pacifique propre coordonnée par le PROE, permettant ainsi de renforcer les actions nationales et de mettre en œuvre des solutions innovantes pour la gestion des déchets.

Une alerte pour les déchets médicaux générés par la COVID-19 a été mise en place pour les îles du Pacifique

Le PROE, par l'intermédiaire du programme PacWastePlus, a été l'une des premières institutions du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique à mettre en place une alerte pour les déchets médicaux générés par la COVID-19 en vue d'une gestion efficace des déchets médicaux pendant la pandémie actuelle.

Dans le contexte de la propagation de la pandémie de COVID-19, les pouvoirs publics

ont été invités à considérer la gestion des déchets, notamment les déchets médicaux, domestiques et autres déchets dangereux, comme un service public essentiel et prioritaire afin de réduire les éventuelles incidences secondaires sur la santé et l'environnement.

Un guide pratique facile pour le Pacifique propose des liens vers des ressources supplémentaires. Certains pays

ont conseillé à leurs citoyens et citoyennes ayant récemment voyagé de respecter une quarantaine à domicile ou à l'hôtel. Il est important de noter que tout déchet provenant d'un établissement ayant accueilli un patient ou une patiente ayant été infecté-e par la COVID-19 ou une personne exposée au virus, y compris le matériel de décontamination, doit être traité comme un déchet médical.



Coopération avec les pays et partage de ressources innovantes

Le programme PacWastePlus collabore activement avec les Membres des îles du Pacifique. Près de 100 publications ont été créées, déjà disponibles sur le site internet du PROE.

Ces publications incluent des outils de gestion de projets visant à orienter les pays participant au PacWastePlus dans la conception de leurs projets nationaux.

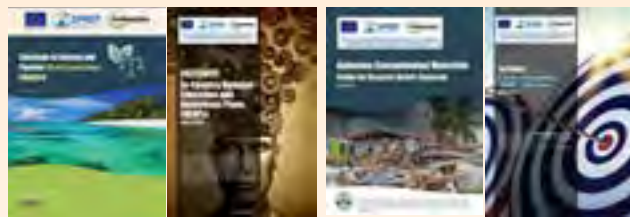
Un guide de base sur les objectifs SMART aide les points de contact nationaux à élaborer des approches nationales pour les projets et les activités du programme.

Un outil d'aide à la décision a également été créé pour aider à réaliser une autoévaluation de haut niveau afin d'influencer les décisions. L'outil se compose de questions sur les facteurs politiques, environnementaux, sociaux, technologiques, juridiques et économiques de l'initiative.

L'équipe a également développé des publications sur l'élaboration des plans de suivi et d'évaluation, sur la logique de projet et sur les questionnaires d'enquête pour les projets nationaux du PacWastePlus. Ces outils peuvent également servir de référence lors de l'élaboration d'autres projets financés par les bailleurs.

Des publications spéciales ont été produites à partir du rapport sur l'évaluation des technologies adaptées à la gestion des déchets à petite échelle dans le Pacifique et au Timor-Leste. Ce rapport fournit des informations sur les solutions technologiques de gestion des déchets à petite échelle adaptées à une utilisation dans des localités isolées et sur la viabilité de chaque technologie dans les pays du projet.

Les publications produites à partir de ce rapport incluaient



des ressources pour chaque solution technologique pour la gestion des matières organiques, des déchets plastiques et des déchets d'activités de soins.

Des informations claires et concises ont été partagées sur les différents accords multilatéraux relatifs à l'environnement visant à réduire les effets nocifs causés par les déchets et par les produits chimiques.

En vue d'aider les îles du Pacifique à se préparer à la gestion des déchets générés par les catastrophes, trois ressources spéciales ont été publiées : *Asbestos Contaminated Material*:

Guide for disaster debris removal (« Matériaux contaminés par l'amiante : guide pour l'enlèvement des déchets générés par les catastrophes ») ; *Managing Disaster Waste: A guide for communities* (« Fiche pratique : guide de gestion des déchets générés par les catastrophes à destination des collectivités locales ») ; *National Disaster Waste Management Plans: Benefits of Having Disaster Waste Management Plans and Planning to Pacific Islands* (« Plans de gestion nationaux pour la gestion des déchets générés par les catastrophes : avantages des plans de gestion et de la planification dans les îles du Pacifique »).

Réponse au cyclone tropical Harold

Suite à la demande d'aide de la part du Gouvernement vanuatuan pour le nettoyage des déchets générés par le cyclone tropical Harold, le programme PacWastePlus, en concertation avec le Département vanuatuan de la protection et de la conservation de l'environnement, a mis en œuvre un projet de relèvement post-catastrophe dans neuf localités sur les îles d'Aore, Malo, Pentecôte et Santo.

Le projet a participé à l'enlèvement d'environ 239 m³ de déchets générés par la catastrophe, a formé les collectivités locales à la gestion des déchets générés par les catastrophes et a amorcé l'élaboration de plans pour ces collectivités.

La formation a appris aux personnes participantes à

manipuler en toute sécurité les déchets générés par les catastrophes ; à collecter et compiler des données sur la gestion des déchets ; à gérer et à protéger au mieux la santé et la sécurité des bénévoles. Elle s'appuyait sur un manuel publié en 2019 par le PROE avec l'aide du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) en collaboration avec le projet J-PRISM II et l'Université de Newcastle.

Les sessions de formation ont aidé les collectivités locales à élaborer des projets de plan de gestion des déchets générés par les catastrophes. Ces plans indiquent les principales actions à mener par la collectivité, par les autorités provinciales et par les pouvoirs publics nationaux. Ils ont été communiqués au Département vanuatuan de la



Des volontaires formé-es se mobilisent pour ramasser les déchets générés par les catastrophes à Vanuatu. Photo : PROE/M. Taiki

protection et de la conservation de l'environnement en vue de leur validation finale avant leur mise en œuvre.

Le projet était géré par le personnel du PROE par l'intermédiaire du PacWastePlus, par un ou une fonctionnaire détaché-e par le Département de la protection et de la conservation de l'environnement et avec

l'appui de la municipalité de Luganville.

Les recommandations du rapport sur les résultats de cette activité incluaient une coordination par les Départements nationaux concernés afin d'éviter la duplication des efforts, ainsi que l'accès au matériel de formation dans la langue locale.

Un océan Pacifique plus propre et sans plastiques à usage unique

Le gouvernement australien a lancé le Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique (POLP), financé par son ministère des Affaires étrangères et du Commerce dans le cadre du programme d'aide de l'Australie. Cette initiative soutient les engagements des îles du Pacifique à accélérer les politiques d'interdiction des plastiques à usage unique et des emballages en polystyrène.

Le POLP sera mis en œuvre de 2021 à 2026.

Les dirigeants des îles du Pacifique ont officiellement adopté le Plan d'action régional sur les déchets marins du Pacifique lors de la réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique à Nauru en 2018. Le projet POLP, d'une durée de 6 ans et doté de 16 millions d'AUD, complète les projets existants du PROE sur la gestion des déchets afin de soutenir le plan d'action régional.

En 2020, un atelier de lancement s'est tenu aux Fidji et a réuni les représentants des pays et des territoires des



Un Pacifique plus propre. Photo : D. McFadzien

îles du Pacifique, ainsi que des experts en gestion des déchets, afin de les informer sur les lignes et le calendrier du projet. Ce fut également l'occasion de consultations approfondies avec les pays insulaires du Pacifique.

L'atelier a par ailleurs présenté l'approche prévue pour la mise en œuvre des activités nationales et régionales clés dans le cadre du projet de lutte contre les déchets marins dans le Pacifique.

Zoom sur le projet POLP

Le Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique (POLP) a été présenté pour la première fois aux représentants du Pacifique lors de la réunion de lancement de PacWastePlus en mai 2019 et à la 29^e Conférence du PROE en 2020.

Son objectif est d'obtenir la mise en place d'interdictions, de taxes et d'autres instruments législatifs ou volontaires pour les plastiques à usage unique ; de renforcer la sensibilisation et la mobilisation des consommateurs pour réduire l'utilisation des plastiques à usage unique ; d'avoir des secteurs, des sociétés et des activités déterminés qui adoptent des mesures de réduction des plastiques à usage unique ; de définir des produits et des pratiques alternatives durables pour l'environnement afin de promouvoir la réduction de l'utilisation des plastiques à usage unique et de renforcer le leadership du PROE et la coordination des initiatives de lutte contre les déchets plastiques marins dans le Pacifique.

Le projet aidera le PROE à mieux identifier les lacunes et les perspectives dans la région, afin de plaider pour un soutien supplémentaire, y compris au niveau bilatéral, auprès de donateurs autres que le gouvernement australien, afin de pouvoir coopérer avec chaque pays et financer les efforts nationaux

Le gouvernement australien a lancé le Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique (POLP), financé par son ministère des Affaires étrangères et du Commerce dans le cadre du programme d'aide de l'Australie.

Déchets marins : Le saviez-vous ?

Chaque année, au moins huit millions de tonnes de matières plastiques se retrouvent dans l'océan. On estime qu'il y a déjà au moins 51 mille milliards de particules plastiques dans notre océan et que les déchets marins nuisent à plus de 600 espèces.

Environ 80 % de ces déchets proviennent de la terre, à savoir des rivages ou de rivières et de canalisations d'eaux, et le plastique est la matière la plus répandue.



Examen du plan de mise en œuvre du projet pilote sur les plastiques et les huiles usées au Samoa

En 2020, l'Association de recyclage et de gestion des déchets du Samoa (SRWMA) et J-PRISM II, en collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa et le PROE, ont élaboré un plan pour la mise en œuvre d'un projet pilote sur les plastiques et les huiles usées.

Les déchets ciblés sont les bouteilles en PET, les pièces en plastique des appareils électroménagers, comme les climatiseurs, et les huiles usées. Le projet pilote sera mis en œuvre en 2021 et 2022 et testera l'efficacité du système de collecte et de stockage et la méthode de traitement des déchets ciblés.



S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique (SWAP)

L'année 2020 s'est terminée avec la réunion en ligne du lancement du projet « S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique » (SWAP), au mois de décembre.

Cette réunion a rassemblé les représentants et représentantes des pays et territoires répertoriés comme zones d'intervention pour ce projet, ainsi que les partenaires régionaux qui mettent en place des actions visant à lutter

contre les déchets dans la région du Pacifique.

Cinq pays, deux territoires français et quatre équipes de projets en place et à l'étude ont exprimé leur intérêt pour le projet.

Financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par le PROE, le SWAP est l'un des projets en place dans la région des îles du Pacifique visant à aider à réaliser les objectifs régionaux

définis dans la stratégie « Un Pacifique plus propre 2025 : Stratégie de gestion des déchets et de la pollution dans la région du Pacifique ».

« Un Pacifique plus propre » est une stratégie à long terme portant sur la gestion intégrée et durable des déchets et le contrôle et la prévention de la pollution dans les îles du Pacifique jusqu'en 2025.

Une étude de faisabilité a permis à l'AFD et au PROE de



Un océan plus propre pour notre région : requins et poissons de récif aux îles Salomon. Photo © Stuart Chape

définir les activités à mettre en œuvre dans les différents pays et territoires dans le cadre du projet SWAP. Un accord de financement de trois millions d'euros a été signé en février 2020, avec la possibilité de l'augmenter à cinq millions d'euros.

Zoom sur le projet SWAP

Le projet SWAP « S'engager pour une gestion durable des déchets dans le Pacifique » vise à améliorer les conditions sanitaires, environnementales, sociales et économiques des États et territoires insulaires océaniques par la mise en œuvre d'une gestion adaptée des déchets.

Son objectif est de définir les bonnes pratiques pour la gestion des déchets dans la région du Pacifique. Le projet aidera les collectivités et les

autorités locales à renforcer les capacités et les mécanismes institutionnels pour gérer les flux de déchets ciblés, à savoir les huiles usagées, les déchets générés par les catastrophes et les débris marins, et à encourager l'utilisation de mécanismes de financement durable, en mettant en œuvre un programme régional de formation et des projets pilotes.

Le projet SWAP prévoit également de diffuser les

résultats obtenus dans la région en mettant en place une communauté de pratique.

Les mesures de gestion durable des déchets auront des effets positifs sur la conservation de la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, l'égalité femmes-hommes, ainsi que la santé et le bien-être des populations des îles du Pacifique.

Ce projet quadriennal, doté d'un budget de trois millions d'euros, couvre les Fidji, les îles Salomon, le Samoa, les Tonga et Vanuatu, ainsi que deux territoires français : la Polynésie française et Wallis-et-Futuna. Un responsable chargé de la gestion et de l'administration du projet, ainsi qu'un coordinateur technique francophone chargé de l'assistance technique et de la coordination ont été engagés.

Aide au renforcement des capacités à gérer les déchets générés par les catastrophes à Vanuatu

Un atelier de formation sur la gestion des déchets générés par les catastrophes et s'adressant aux représentants et représentantes de plusieurs villes, communes et provinces du pays s'est tenu en mars à Vanuatu. L'atelier était organisé et financé par le J-PRISM II en partenariat avec le PROE.

L'objectif principal était d'élaborer des plans d'urgence pour la gestion des déchets aux niveaux national et local en cas de catastrophe naturelle. Ces plans fournissent des recommandations à mettre en place aux niveaux national et provincial pendant les opérations d'urgence et de relèvement, afin de permettre le retour rapide à la vie normale des populations touchées.

Un projet de plan d'urgence a été soumis à l'approbation du Département de la protection et de la conservation de l'environnement.

Le projet J-PRISM II, en collaboration avec le PROE, a aidé le Département de la protection et de la conservation de l'environnement à élaborer une proposition de création d'un groupe sectoriel pour l'environnement dans le cadre du plan national de gestion des catastrophes, incluant un sous-groupe pour la gestion des déchets générés par les catastrophes et pour d'autres domaines environnementaux relevant de la compétence du PROE.

Une aide pour renforcer les capacités de Vanuatu à gérer les déchets générés par les catastrophes

En avril 2020, Vanuatu a été frappé par le cyclone tropical de catégorie 5 Harold qui a causé des dommages importants.

Le projet J-PRISM II, en collaboration avec le PROE et PacWastePlus, a apporté une aide technique aux réponses d'urgence pour la collecte et l'analyse des informations et des données sur les déchets générés par cette catastrophe.

Aux fins de cette analyse, le J-PRISM II et le PROE ont créé une application mobile pilote de collecte des données pour les Fidji, les Tonga et Vanuatu intégrée à l'application Kobo Toolbox. Une formation en ligne sur son utilisation sera organisée pour Vanuatu, éventuellement avec la participation des Fidji, du Samoa et des Tonga.

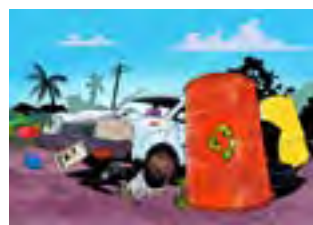




Photo : D. McFadzien

Communication et sensibilisation : amplifier la voix du Pacifique

Le cheminement vers la réalisation de l'objectif organisationnel 1.2 du Plan stratégique du PROE en partenariat avec les Membres du PROE a été inhabituel en 2020. Les activités visant à insuffler un changement de comportement positif par des communications persuasives, ciblées et intégrées ont pris une nouvelle tournure dans le contexte de la pandémie de COVID-19, durant lequel la communication en ligne est devenue la norme. Avec l'adoption rapide des méthodes de travail numériques au sein du Secrétariat, l'unité de communication et de sensibilisation a adapté son travail en conséquence, tout en veillant à ce que l'appui aux Membres du PROE se poursuive.

La sensibilisation accrue à la saison des cyclones tropicaux 2020-2021 pour renforcer la résilience et le degré de préparation des populations du Pacifique a été rendue possible grâce à des ateliers de formation en ligne pour plus de 30 personnes des médias du Pacifique. Cette formation a été suivie d'une participation virtuelle au septième Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique, organisé en partenariat avec l'ABC International Development, le Pacific Media Assistance Scheme (PACMAS) et le PROE. Le programme sur les médias a été pris en charge par le Partenariat Pacifique-Australie pour le climat, une initiative d'Australian Aid.

Pour renforcer la visibilité du Défi de la Micronésie (DM),

l'équipe chargée de la communication et de la sensibilisation a mis en œuvre une campagne de trois mois sur les médias sociaux en partenariat avec l'équipe du DM afin de promouvoir les principaux résultats du DM2020, en vue du DM2030. Cette campagne a permis d'accroître la connaissance du DM et un nombre important de personnes ont consulté les messages sur les réseaux sociaux au fur et à mesure de leur diffusion.

La série de webinaires « Transition vers un Pacifique post-pandémie » du PROE a débuté en mai, le Secrétariat s'étant rapidement mobilisé pour susciter des discussions sur l'importance de la durabilité environnementale dans la planification au-delà de

la COVID-19. Avec les voix des Membres et des partenaires des îles du Pacifique, le PROE a fait une transition facile vers le virtuel, chacun des quatre programmes du PROE ayant dirigé un sujet de webinaire, en plus d'un webinaire spécial sur un océan sain. Cette série de webinaires très fructueuse sera renouvelée en 2021.

En partenariat avec les îles Cook, le PROE a appuyé la composante communication du Programme national de développement durable 2020+ des îles Cook (CINSDA2020+). Cela comprenait le lancement de la série de débats nationaux, Korero Mai, un atelier de concertation ouvert au public à l'échelle de Rarotonga, ainsi que le lancement de la phase de concertation pour le CINSDA2020+, qui s'achèvera en 2021.

L'unité de communication et de sensibilisation a apporté sa contribution lors des conférences phares du PROE qui se sont adaptées aux circonstances liées à la COVID-19 par le biais de plateformes virtuelles. La troisième Conférence sur les



changements climatiques dans l'océan Pacifique et le Pacifique, organisée en partenariat avec l'université Victoria de Wellington-Te Herenga Waka, ainsi que la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées, ont donné lieu à l'élaboration de stratégies de communication visant à faire connaître les manifestations et à favoriser la mobilisation et la visibilité des résultats de la conférence.



Lutte pour un environnement résilient dans le Pacifique. Photo : D. McFadzien

Finances et administration : un budget solide et crédible pour le PROE

En appui direct à l'objectif organisationnel 3, la division Finance et administration du PROE est chargée de gérer les fonds de manière efficace et transparente par le biais de systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, et d'évaluation des programmes et de production de comptes rendus. Elle s'occupe d'un large éventail de services essentiels englobant les rapports financiers, les achats, la gestion des fonds, les déplacements, la maintenance des biens et des installations et la gestion financière globale de l'organisation. L'objectif est que le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable pour atteindre des résultats environnementaux au profit de la région du Pacifique insulaire et qu'il gère ses programmes et ses opérations en respectant le budget convenu.

En 2020, le Secrétariat a enregistré 4,35 millions d'USD de dépenses et 4,67 millions d'USD de recettes. Après prise en compte des produits financiers nets et des fluctuations des taux de change, les résultats indiquaient un excédent net global pour la période de 399 376 USD, contre un déficit net de 81 977 USD en 2019. Il s'agit d'une réussite notable pour le Secrétariat, compte tenu des énormes pressions sur les flux de trésorerie à gérer au cours de l'année en raison de la COVID-19 qui a eu une forte incidence sur la mise en œuvre des programmes et

donc sur le revenu global du PROE par rapport au budget.

Pour faire face à cette situation, les mesures immédiates mises en place par le Secrétariat en réponse à la COVID-19 comprenaient un examen et des ajustements réguliers des plans de mise en œuvre des projets et de notre trésorerie, notamment en appliquant des contrôles stricts des coûts de base, qui se sont avérés efficaces et ont abouti à des résultats globalement positifs, mais qui sont des mesures temporaires et donc peu susceptibles d'être suffisantes pour permettre à l'organisation de traverser



Le personnel de la division Finance et administration en plein travail.

la crise si elle persiste à long terme.

Concernant les réserves totales, l'excédent de performance a permis de porter le solde à 447 139 USD, contre un solde de 57 763 USD en 2019.

Il appartient encore au Secrétariat de veiller à ce que les Membres et la Direction exécutive s'efforcent collectivement de continuer à reconstituer l'ensemble des réserves. Il est donc crucial de générer des fonds suffisants afin de maintenir un niveau de revenus stable tout en contrôlant les coûts pour éviter les situations déficitaires

et renforcer et maintenir la viabilité financière globale du PROE à long terme. En s'appuyant sur l'augmentation continue du portefeuille du PROE, qui s'élève désormais à 30 millions d'USD pour 2021, contre 19 millions d'USD il y a cinq ans, il est essentiel de doter le Secrétariat d'une position très solide et financièrement viable, afin qu'il puisse atteindre ses objectifs régionaux et organisationnels et concrétiser sa vision globale pour un environnement océanien garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.



Ressources humaines : valorisation de notre personnel.

Ressources humaines : valoriser notre personnel

Le travail des ressources humaines en collaboration avec l'ensemble du personnel du PROE est guidé par l'objectif organisationnel 5 du Plan stratégique du PROE sur « l'accès à un groupe de personnes dotées des dispositions, des connaissances et des compétences qui lui permettront de concrétiser sa vision régionale commune. » 2020 a été une année difficile qui a généré énormément d'incertitude pour le personnel du PROE et leurs familles en raison de l'impact de la COVID-19, dont les fermetures de frontières et les états d'urgence en cours. Ces temps sans précédent nous ont demandé de nous adapter à de nouvelles façons de travailler et d'être plus créatifs et innovants dans nos approches de tous les aspects de notre travail.

La première stratégie du Secrétariat en matière de ressources humaines a été élaborée et approuvée lors de la deuxième réunion du Conseil exécutif, en 2020. Élaborée dans le cadre d'un processus hautement consultatif avec l'ensemble du personnel et l'équipe de direction, cette stratégie avait pour but : d'être le premier employeur de la région du Pacifique ; de concentrer les efforts afin d'offrir une culture d'équipe inclusive et stimulante qui attire des talents de premier

plan au niveau mondial et les encourage à se développer et à s'épanouir ; et de partager notre expertise, nos connaissances et notre passion pour apporter des changements positifs au profit de nos populations du Pacifique.

Cinq grands résultats ont été définis pour atteindre ces objectifs : la culture est inclusive et résiliente ; la santé, la sécurité et le bien-être sont intégrés dans tous les sites ; une planification robuste des effectifs est mise en œuvre ; une

maîtrise accrue des capacités de direction ; des politiques, pratiques et méthodes de travail améliorées. La planification de la mise en œuvre de la stratégie est en cours.

Un nouveau régime d'assurance médicale pour le Secrétariat a été adopté en 2020. C'est la première fois que la couverture d'assurance médicale du personnel est externalisée auprès d'un fournisseur d'assurance mondial dans le but d'améliorer les services de soins médicaux dans tous les différents bureaux. Cette mesure va dans le sens de l'engagement du Secrétariat en faveur de la santé, de la sécurité et du bien-être du personnel, qui est l'un des principaux résultats de sa stratégie en matière de ressources humaines.

Le recrutement de la Directrice générale adjointe chargée de la gouvernance et des opérations a été achevé en 2020.

Il s'agit d'un poste de haute direction qui travaille en étroite collaboration avec le Directeur général dans la direction et la gestion du Secrétariat. Le recrutement a été affecté par la pandémie de COVID-19.

Tous les postes nouveaux et vacants ont été mis en attente pendant la majeure partie de l'année, à l'exception des postes essentiels requis pour les services de soutien centraux. D'autres recrutements ont été annulés ou retardés en raison de l'évolution des priorités des partenaires et des bailleurs.

Les évaluations annuelles du personnel ont été menées à bien et les performances du personnel se sont maintenues à plus de 96 % au niveau « efficacité pleine et dépassée ». Quatre pour cent d'entre eux ont obtenu le niveau « En cours de réalisation » qui s'applique principalement aux personnes nouvellement nommées dans leurs fonctions.

Information, communications et technologies : connexion dans le Pacifique

L'objectif 1.1 du PROE, qui consiste à améliorer la qualité et l'interopérabilité de l'infrastructure des technologies de l'information et des communications dans la région, a orienté le travail de l'équipe chargée des communications et des technologies de l'information (TIC) du PROE. Il est devenu crucial de veiller à ce que l'organisation dispose de systèmes fiables, sécurisés et efficaces pour fournir des services à nos Membres et à nos parties prenantes, alors que l'année 2020 a vu le passage au travail virtuel et que la COVID-19 a entraîné la fermeture des frontières, l'auto-isollement et le confinement.

Le renforcement de la résilience par le biais de la technologie numérique et des investissements technologiques a été l'un des principaux moteurs de l'équipe TIC qui a permis au PROE de rester fonctionnel et de s'engager auprès des Membres, notamment dans le contexte de la COVID-19. La

pandémie a accéléré le besoin d'adopter des technologies numériques permettant la continuité des activités et soutenant les opérations à distance, les services du PROE étant fournis en ligne. De nouvelles technologies et normes ont été adoptées et le personnel a été formé à leur utilisation. Par exemple,

les services essentiels de collaboration et de productivité ont été transférés vers des serveurs en nuage, comme les services de messagerie électronique vers Office 365, afin d'améliorer la résilience et l'accessibilité pour le personnel sur le campus et à distance. Le passage aux applications web et l'utilisation de plateformes en ligne pour fournir des services TIC aux Membres du PROE se sont intensifiés.

En partenariat avec TrendMicro et Microsoft, des mesures ont été prises en 2020 pour protéger le PROE grâce à une sécurité améliorée, alors que le Secrétariat s'apprête à mener

ses activités et à accroître sa présence en ligne. Une sécurité de pointe a été déployée au niveau de l'organisation pour la détection des menaces et les technologies de protection ont été mises en œuvre en 2020 sur le campus du PROE à Apia, au Samoa, ainsi que dans les bureaux régionaux du PROE. Des améliorations de la protection des points finaux, du contrôle des frontières du réseau et de la sécurité des systèmes avec authentification multifactorielle ont été introduites pour renforcer la résilience de l'organisation face à toutes les menaces émergentes, telles que les situations de type COVID et les cybermenaces.



L'équipe de Gestion des connaissances a vécu beaucoup de « premières fois » en 2020.

Photo : D. McFadzien

Gestion des connaissances : améliorer la prise de décision informée

Le service de Gestion des Connaissances du PROE a la garde d'une collection unique de publications, de périodiques, de rapports scientifiques et techniques préparés par le PROE, ses Membres, ses parties prenantes et ses partenaires. L'objectif 1.1 est de partager et utiliser les connaissances grâce à la mise en place et à l'actualisation de systèmes et de procédés fiables pour la collecte, le stockage et l'accès efficaces à des informations essentielles. Ce vaste ensemble d'informations sur l'environnement est à la disposition du personnel du PROE, des pays et des territoires Membres et du public par le biais du catalogue virtuel ou en fréquentant le campus à Vailima. L'année 2020 a été marquée par plusieurs « grandes premières » pour l'équipe de Gestion des connaissances.

Tout se lançant dans cette nouvelle expérience virtuelle, l'équipe de gestion des connaissances a organisé une exposition virtuelle des produits et ressources de connaissances du PROE pour la 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées. Cette exposition virtuelle a été une expérience enrichissante et la première d'activités similaires à venir.

La visibilité du PROE a été mise en avant lors de la quarante-sixième édition de l'International Association of Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centers (IAMSLIC). Un document a été présenté concernant la manière dont notre petite bibliothèque spécialisée a pu continuer à jouer son rôle en cette période sans précédent, ce qui a permis au PROE d'être

entendu pour la première fois lors de cet événement. Bien que la bibliothèque physique du PROE ait été fermée au public tout au long de 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, elle est restée ouverte au personnel du PROE. Nos services en ligne ont continué à être proposés au public, à nos Membres et au personnel des antennes du PROE. Le mode de travail a évolué rapidement vers le transfert et l'échange d'informations numériques, tout comme les méthodes de travail de l'équipe de gestion des connaissances du PROE.

La série de séminaires du personnel du PROE a été élargie pour inclure un séminaire virtuel avec la National Geographic Society à Washington DC, Brisbane en Australie et en Californie aux États-Unis. Ce séminaire

virtuel a présenté l'Atlas des récifs coralliens, un nouvel outil de gestion des récifs coralliens qui a permis aux Membres et au personnel du PROE d'en savoir plus sur la vision qui sous-tend l'atlas et la technologie utilisée pour le créer.

Dans le cadre de l'amélioration continue de la bibliothèque du PROE, un nouveau numériseur a été acheté pour mettre en ligne la majeure partie de la collection existante du PROE afin de répondre à la demande croissante de contenu numérique. Le numériseur a été financé par le projet Inform, un projet de quatre ans financé par le Fonds pour l'environnement mondial, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et exécuté par le PROE.



Tuvalu. Photo : D. McFadzien

Avec la fermeture des frontières, l'isolation et les confinements dus à la pandémie de COVID-19, le travail à distance est devenu la norme en 2020.



En 2020, de nouvelles synergies ont été recherchées en menant des discussions en réfléchissant à des visions binaires et en abordant les difficultés associées à l'institutionnalisation des procédures de suivi et d'évaluation.

Suivi et évaluation : un environnement Pacifique axé sur les résultats

L'objectif 2.3, qui consiste à « renforcer le cadre d'apprentissage et de production de rapports sur les résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales », a permis d'orienter le travail de suivi et d'évaluation du Secrétariat. Le suivi et l'évaluation jouent un rôle déterminant dans l'orientation du PROE vers un programme axé sur les résultats et les mesures de performance des services aux Membres. En 2020, des synergies ont été recherchées par le biais de discussions, d'idées binaires et d'étude des difficultés associées à l'institutionnalisation des procédures de suivi et d'évaluation.

Des instruments institutionnels de suivi et d'évaluation ont été adoptés et rendus effectifs pour le suivi des performances annuelles par rapport aux priorités stratégiques du Plan stratégique du PROE 2017-2026. Ces instruments sont le cadre de résultats du PROE 2017-2026, le Plan de mise en œuvre des performances (PIP) 2020-2021, le rapport sur les réalisations en vue des premiers résultats du PIP 2018-2019 et le budget-plan annuel 2020-2021. Les procédures de suivi et d'évaluation internes ont été améliorées grâce à la mobilisation rigoureuse du

personnel des programmes et des départements.

Lors de l'institutionnalisation du cadre de résultats, une procédure à quatre niveaux a été mise en place pour produire une version simplifiée du cadre de résultats contenant les indicateurs et les objectifs pour chaque année jusqu'en 2026. La première étape de cette procédure a consisté à affiner et à recalibrer les indicateurs génériques précédents pour en faire des indicateurs de résultat conformes au principe SMART pour les objectifs organisationnels

des programmes et des départements. La deuxième étape visait à intégrer les indicateurs convenus dans un cadre logique et une chaîne de résultats, ce qui a conduit au cadre de résultats final. La troisième étape concernait la répartition des indicateurs du cadre de résultats dans un plan de mise en œuvre des performances sur deux ans, avec des activités approuvées qui correspondent à la budgétisation des résultats. La dernière étape reposait sur les réunions de validation des résultats atteints, ou des progrès accomplis en vue de l'obtention des résultats du PIP, dont les budgets et les projets en cours.

Les indicateurs du PIP du PROE sont utilisés pour rendre compte de la réalisation des principales évaluations de performance pour l'accord PROE-DFAT du 18 février 2021. Cette harmonisation permet de simplifier la production de rapports,

tout en rendant compte de l'importance d'établir des indicateurs SMART.

Le suivi et l'évaluation du Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique (2017-2030) : une approche intégrée pour faire face aux changements climatiques et pour la gestion des risques de catastrophes (FRDP) ont été réalisés en partenariat avec les membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique. Des missions d'examen visant à évaluer les structures nationales pour appuyer les fonctions de suivi et d'évaluation du FRDP aux Fidji, à Kiribati, aux Tonga et à Vanuatu ont été entreprises en partenariat avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, la Communauté du Pacifique et l'Université du Pacifique Sud. Cette collaboration rend compte de l'importance du travail du PROE dans ses pays Membres et dans toute la région.

Photo : D. McFadzien

Île de Kioa, Fidji © Stuart Chape





Les bureaux sous-régionaux collaborent étroitement avec les Membres et notre équipe au PROE.

Mangroves, Îles Salomon © Stuart Chape

Bureaux sous-régionaux du PROE : un appui dans tout notre Pacifique

Le PROE dispose de bureaux sous-régionaux aux Fidji, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Ces bureaux soutiennent les interventions nationales et régionales, telles que les projets PacWaste Plus, le Projet sur l'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC), les Services d'information sur le climat pour un développement résilient à Vanuatu (VanKIRAP) et le PRISMSS, un mécanisme de coordination conçu pour appuyer l'intensification de la gestion opérationnelle des espèces envahissantes dans le Pacifique. Les bureaux sous-régionaux ont permis au PROE de mieux communiquer sur les projets réalisés dans les pays Membres et mis en œuvre par le PROE, et de mieux coordonner les actions des Membres.

Le Gouvernement salomonais et le PROE ont signé un accord de pays hôte en 2014, qui y a permis l'établissement d'un bureau du PROE. Le bureau salomonais a initialement accueilli le responsable de l'adaptation écosystémique du PROE, puis le projet PEBACC. Gérée par un agent, la présence dans le pays a permis au PROE d'assurer une liaison plus efficace avec les autorités des Îles Salomon et d'autres parties prenantes afin de renforcer la visibilité et le travail du PROE en tant que principale agence régionale pour l'environnement,

la lutte contre les changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

Les incidences de la COVID-19 en 2020 ont mis en évidence l'importance des bureaux sous-régionaux et du personnel détaché pour poursuivre le travail dans les pays afin que le PROE reste accessible et connecté avec les Membres. Les restrictions en matière de santé et de voyage ont obligé le Secrétariat à s'adapter à un nouveau mode de travail. C'est ainsi que le PROE a convoqué sa première réunion

virtuelle sur la gouvernance en septembre 2020. La deuxième réunion du Conseil exécutif du PROE a été présidée par les Îles Salomon. La réunion s'est tenue avec le soutien technique et logistique du bureau salomonais du PROE. La présence du PROE dans le pays a permis de s'assurer que les travaux préparatoires, les dispositions logistiques et les communications entre la présidence et le Secrétariat étaient immédiats et s'en tenaient à une approche de concertation permanente avec les Membres dans les discussions de haut niveau, tout au long de la réunion de trois jours.

Au bureau vanuatuan du PROE, en complément de son travail sur le projet PacWaste

Plus, le personnel du PEBACC et de Van-KIRAP a assisté à une projection spéciale du film de David Attenborough « Une vie sur notre planète » à l'occasion du Sommet 2020 sur l'ambition climatique organisé conjointement par les Nations Unies, le Royaume-Uni et la France. Cette manifestation était organisée conjointement par S.E. la haute-commissaire britannique M^{me} Karen Bell, et S.E. l'ambassadeur de la République française M. Pierre Fournier, au Centre national des congrès de Vanuatu. Soutenir les initiatives mondiales au niveau national reste important pour le PROE, en particulier à la lumière du voyage du Pacifique à la CdP26 qui, bien que reporté en 2020 à 2021, est une priorité clé pour le PROE et le Pacifique.

Guadalcanal, Îles Salomon.



Photo : D. McFadzien

Déclaration annuelle sur le contrôle interne pour l'exercice 2020

Portée de la responsabilité

En tant que Directeur général du Programme régional océanien pour l'environnement (PROE), je suis responsable du maintien d'un système de contrôle interne efficace et performant, comme le prévoit l'article 25 du Règlement financier du PROE. J'ai également la responsabilité de veiller à ce que les fonds soient préservés et correctement comptabilisés, et qu'ils soient utilisés de manière économique, efficiente et efficace.

Objet du système de contrôle interne

Le rôle du contrôle interne est de réduire et de gérer, et non d'éliminer, le risque d'échec dans la réalisation des buts, objectifs et politiques connexes de l'Organisation. Par conséquent, il peut fournir une garantie d'efficacité raisonnable, mais non absolue. Il repose sur un processus continu visant à identifier les principaux risques, à évaluer la nature et l'étendue de ces risques et à les gérer efficacement.

Les éléments clés de l'environnement de contrôle interne sont les suivants :

Le PROE dispose d'une directive sur le cadre de contrôle interne – Elle a été établie d'après le modèle de contrôle interne¹ COSO, qui est la base la plus connue pour comprendre un cadre de contrôle interne (CCI) au sein d'une organisation. Celui-ci définit cinq éléments interdépendants du contrôle interne et 17 principes nécessaires à la mise en place d'un système de contrôle interne intégré et efficace. Pour chacun de ces composants et principes, la ligne directrice précise les contrôles importants en place au PROE.

Garantir la conformité aux politiques et procédures établies – Le PROE a entrepris une révision complète de toutes ses politiques, procédures et manuels afin d'en assurer la cohérence, la pertinence et l'efficacité.

Valeurs organisationnelles et Code de conduite – Les principes qui doivent être respectés par tout le personnel sont énoncés explicitement dans les Valeurs organisationnelles et le Code de conduite du PROE, qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ceci est complété par un Manuel de prévention de la fraude et de protection des lanceurs d'alerte.

Politique et dispositions du Manuel des achats du PROE. Le PROE a mis en place un processus rigoureux de passation de marchés et d'approbation qui favorisent le respect des normes et des meilleures pratiques afin de garantir que les fonds des Membres sont correctement protégés et utilisés de manière économique, efficace et efficiente et conformément à l'autorité qui régit leur utilisation.

Gestion financière – Le Directeur du service Finances et administration est responsable de la comptabilité et dispose de personnel chargé de la tenue des comptes, de l'établissement des rapports financiers, des achats et de la comptabilité des projets.

La délégation financière garantit que les engagements sont pris par le personnel autorisé et assure ainsi une séparation adéquate des tâches critiques. Le personnel du PROE utilise un logiciel d'entreprise appelé Tech One, opérationnel depuis 2014. Il produit les données des états financiers préparés conformément aux normes internationales d'informations financières (IFRS : International Financial Reporting Standards) et aux normes internationales d'audit (ISA : International Standards on Auditing). Le système reflète les informations budgétaires ; facilite le processus de passation des marchés et les rapprochements bancaires.

Gestion des risques – Un manuel révisé du PROE sur la gestion des risques a été approuvé en décembre 2016 et comprend un mandat présidé par le Directeur général adjoint et appuyé par le Comité de gestion des risques. L'approche du PROE en matière de gestion des risques est un processus intégral et systématique qui vise à identifier, à atténuer, à contrôler et à communiquer les principaux risques pour l'Organisation.

¹ Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) Contrôle Interne – Cadre Intégré, mai 2013

Déclaration annuelle sur le contrôle interne pour l'année financière 2020 *(suite)*

Examen de l'efficacité du contrôle interne

En tant que Directeur général, j'ai la responsabilité de contrôler l'efficacité du système de contrôle interne. Mon avis est informé entre autres par les sources suivantes.

Réunions de l'équipe de direction – Les équipes de direction du Secrétariat se réunissent tous les mois et plus souvent si nécessaire. L'objectif de cette réunion est de prendre des décisions, de relever et de résoudre les problèmes, de s'aligner de manière transversale et d'avoir un aperçu de chaque programme et département. 2020 fut une année difficile pour le Secrétariat, compte tenu des impacts de la COVID-19 sur la réalisation des projets et sur sa base de revenus. Le Secrétariat a pris des mesures financières strictes pour suivre les revenus et les dépenses mensuellement, s'est engagé auprès des Membres, des partenaires métropolitains, des bailleurs, des points de contact et d'autres organismes de culture pour obtenir un soutien et tenter d'atténuer les impacts de la COVID-19.

Comité d'audit – Le Comité d'audit est composé de cinq experts indépendants et est complété par les membres de la Troïka, à savoir l'ancien, l'actuel et le futur Président de la Conférence du PROE. Le Comité d'audit se réunit trois à quatre fois par an et conseille le Directeur général sur l'efficacité de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; le respect du cadre de contrôle interne par les opérations ; la conformité avec les exigences légales et réglementaires ; l'efficacité de la performance des fonctions d'audit externe et interne ; la prise en compte et la gestion (adéquates ou non) des risques d'entreprise et de projet, y compris les achats ; et enfin l'existence d'un système opérationnel de prévention de la fraude.

Fonction d'audit interne – Une fonction d'audit interne indépendante est en place depuis 2012. Le Commissaire aux comptes interne est responsable devant le Comité d'audit et rend compte au Directeur général sur les questions opérationnelles.

Audit externe – L'auditeur externe fournit une certification annuelle des états financiers conformes aux normes internationales d'informations financières (IFRS)) et aux normes internationales d'audit (ISA), qui garantit un degré élevé de transparence. En 2020, l'auditeur externe indépendant KPMG n'a détecté aucune lacune de contrôle majeure et a émis un avis d'audit favorable sans réserve.

Tenant compte de ces sources, j'estime que les contrôles internes énumérés ci-dessus et précisés dans le cadre de contrôle interne du PROE sont suffisants pour que le PROE puisse s'acquitter de ses fonctions essentielles, gérer ses risques et fonctionner efficacement. Les améliorations nécessaires et identifiées dans ce cadre sont en cours de traitement, le PROE continuant de servir ses Membres dans le cadre de son Plan stratégique 2017-2026.



Kosi Latu
Directeur général

Apia, Samoa

Date : 28 juin 2021

Déclaration du Comité d'audit sur le contrôle interne pour l'exercice 2020

Présentation

Le Comité d'audit soumet la présente déclaration de contrôle interne pour l'exercice 2020 conformément à la politique de gouvernance du PROE et aux résolutions issues des réunions du PROE.

Le Comité d'audit fonctionne conformément à la Politique de gouvernance du PROE, qui est détaillée dans la charte du Comité d'audit. Ensemble, les deux documents donnent des indications claires et adéquates quant au mandat du Comité d'audit.

Composition du Comité d'audit 2020

Pour l'exercice 2020, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, associé, Koki Tuala, expert-comptable (KTCA) (Second mandat reconduit en novembre 2019)
Membre	M. Barry Patterson, Haut-commissaire adjoint, Haut-commissariat d'Australie (Nommé en novembre 2019)
Membre	M. Taimalie Kele Lui, Responsable des ressources humaines, Bureau des Tokélaou, Apia (Nommé en mars 2019)
Membre	M ^{me} Rosalini Moli, Directrice générale adjointe, Ministère des finances, Samoa (Nommée en mars 2019)
Membre	M ^{me} Ella Risati, Deuxième secrétaire, Haute-Commission de Nouvelle-Zélande (Nommée en novembre 2019)

Réunions du Comité d'audit en 2020

Le Comité d'audit est tenu de se réunir au moins trois fois par exercice. En 2020, le comité d'audit s'est réuni en mars, août et décembre.

Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné la déclaration signée par Kosi Latu, Directeur général du PROE. Les informations sont conformes aux documents, aux rapports examinés et aux présentations faites au Comité d'audit.

Le Comité d'audit tient à souligner l'importance des points suivants :

1. Le Secrétariat a enregistré un excédent net de 389 376 USD pour l'exercice clos au 31 décembre 2020, contrairement au déficit de 81 977 USD enregistré pour l'exercice clos au 31 décembre 2019. Cet excédent a été attribué principalement à l'augmentation de l'appui au financement de base de la part de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.
2. Au 31 décembre 2020, le montant des cotisations impayées des Membres s'élevait à 369 089 USD. Le Comité tient à remercier les Membres pour leur contribution et leur soutien opportuns malgré les impacts de la COVID-19 et encourage le Secrétariat à continuer d'accompagner et de prendre des dispositions avec les membres qui rencontrent des difficultés à régler leurs cotisations.
3. Le Comité souhaite également demander à tous les Membres de considérer avec humilité les contributions volontaires supplémentaires qu'ils peuvent apporter au budget de base afin d'assurer la pérennité financière et le renforcement des opérations du PROE en faveur de nos Membres.
4. Les frais de gestion de projet, qui constituent une source de revenus importante pour le Secrétariat, ont diminué de 19 %, soit 248 122 USD, passant de 1 281 790 USD en 2019 à 1 033 668 USD en 2020. Cette baisse est principalement attribuée à l'impact de la COVID-19 qui a considérablement limité la mise en œuvre de projets en 2020.

5. Le Comité se félicite des mesures mises en place par le Secrétariat dans la gestion de l'impact de la COVID-19, y compris le suivi mensuel des revenus et des dépenses, les discussions avec les bailleurs afin de trouver des arrangements alternatifs dans l'exécution des projets, les changements convenus dans les plans de travail, l'exécution par des moyens virtuels, et le travail avec les partenaires dans le pays et les points de contact nationaux.
6. Le ratio actuel est de 1:1, ce qui est relativement équilibré, ou juste suffisant pour couvrir nos obligations immédiates. Les fonds propres ou réserves se sont renforcés de 389 376 USD, passant de 57 763 USD en 2019 à 447 139 USD en 2020. Cela a été attribué à l'excédent net enregistré pour l'exercice clos au 31 décembre 2020.
7. Le Comité est d'avis qu'en raison de l'impact continu de la COVID-19, la position de réserve, bien qu'améliorée par rapport à 2019, reste à un seuil critique. Le Secrétariat s'efforce de rester vigilant et de continuer à gérer ses dépenses et son exposition aux risques découlant de la COVID-19, en relation avec la mise en œuvre de projets et son flux de recettes.
8. Le Secrétariat a développé le Système d'information de projet (PMIS) afin d'améliorer le suivi des projets et l'établissement des rapports. Le Comité a précédemment soulevé des préoccupations concernant la faible utilisation du PMIS. Le Secrétariat est en cours de révision complète du PMIS afin de mieux répondre à ses besoins actuels, d'intégrer et d'optimiser son utilisation.
9. Prenant effet au 1^{er} décembre, le Secrétariat a externalisé sa couverture d'assurance médicale pour le personnel et leurs dépendants ; c'est dorénavant AWP Health & Life SA (nom commercial Allianz Care) qui s'en charge. Le contrat est valable jusqu'au 30 novembre 2022 avec un budget allant jusqu'à 350 000 USD par an sur la base du nombre actuel de membres du personnel.
10. Le Comité a relevé la nécessité de renforcer la fonction d'audit interne et de tirer parti de l'utilisation de la technologie pour automatiser les tâches manuelles répétitives et la couverture des audits.
11. La charte du Comité d'audit a été révisée, évaluée et alignée sur les normes et exigences de l'Institut des auditeurs internes. La charte mise à jour a été approuvée en principe lors de la réunion du Comité d'audit de mars 2021 et son approbation finale a eu lieu lors de la réunion d'août. Parmi les changements significatifs, on peut citer : le nombre de réunions du Comité d'audit, qui est passé de trois à quatre par an, afin de permettre un meilleur soutien et un meilleur examen des opérations et des performances du Secrétariat ; la flexibilité de la participation des membres en termes d'utilisation de plateformes virtuelles et de représentation des membres suppléants ; la possibilité pour le Comité d'audit de demander des conseils techniques et juridiques indépendants en cas de conflit d'intérêts ; la nomination des membres du Comité d'audit par la Troïka, en consultation avec le Directeur général ; et la réduction de la durée du mandat des membres du Comité d'audit de quatre à trois ans, renouvelable une seule fois.

Le Comité a pris note du nombre de politiques nécessitant une révision. Le Comité est d'avis que les politiques et les procédures doivent être pertinentes pour répondre aux besoins actuels du PROE et que les progrès réalisés doivent faire l'objet d'un suivi continu lors de chaque réunion du Comité d'audit.

Le Comité encourage la poursuite des consultations régulières avec l'équipe de direction au cours de l'année, des consultations avec le Directeur des finances et de l'administration pendant les réunions du Comité, et de la consultation annuelle avec l'auditeur externe, qui se sont toutes avérées utiles et précieuses dans l'amélioration du dialogue, la prise de décisions efficaces et l'identification rapide de solutions pratiques aux défis auxquels le PROE est confronté, en particulier pour faire face aux nombreux risques et incertitudes causés par l'impact de la COVID-19.


États financiers pour l'exercice 2020

Le Comité d'audit est satisfait du contenu et de la qualité des états trimestriels internes et des états de projet relatifs à l'exercice 2020 préparés et publiés par l'équipe Administration et finances.

Le Comité d'audit a examiné les états financiers vérifiés de 2020 et les politiques comptables applicables avec le Directeur général, le Directeur des finances et de l'administration et les auditeurs externes du cabinet KPMG. Il a également examiné le rapport de l'auditeur externe sur les états financiers et la lettre de la direction correspondante.

Sur cette base, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés de 2020 et l'avis d'audit sans réserve de l'auditeur externe sont acceptés par les Membres du PROE.

La présente déclaration sur le contrôle interne pour l'exercice 2020 est soumise à l'examen et à l'approbation des Membres du PROE.



Tupuola Oloialii Koki Tuala
Président du Comité d'audit

Apia, Samoa

Date : 30 juin 2021

PO Box 240, Apia, Samoa T +685 21929 F +685 20231 sprep@sprep.org www.sprep.org

Un environnement océanien résilient, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.

Executive Management Report for the Financial Year 2020

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2020 and independent auditors' report as set out on the following pages thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

Executive Management

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Leota Kosi Latu	<i>Director General</i>
Roger Cornforth	<i>Deputy Director General</i>
Tagaloa Cooper	<i>Director, Climate Change Resilience</i>
Stuart Chape	<i>Director, Biodiversity and Ecosystem Management</i>
Easter Chu Shing	<i>Director, Environmental Monitoring and Governance</i>
Clark Peteru	<i>Legal Adviser</i>
Simeamativa Vaai	<i>Director, Human Resource</i>
Petra Chan Tung	<i>Director, Finance and Administration</i>

Principal Activity

The principal activity of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2020:

- During the year the Secretariat expended USD 4.4 million dollars compared to expenditure of USD 4,2 million in 2019.
- The net surplus for the period was USD 389,376, compared to the net deficit of USD 81,977 in 2019.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized and there was a foreign exchange gain of USD 92,226 in 2020 compared to a foreign exchange loss of USD 46,144 in 2019.
- Management recognizes that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to rebuilding reserve funds and avoiding any further deficient positions in the future to ensure a strong financial position for the Secretariat moving forward.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the total reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors KPMG, Fiji, having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion

- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2020;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2020;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2020; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2020.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Kosi Latu
Director General
26 March 2021



Easter Chu Shing
Deputy Director General
26 March 2021

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



Independent Auditors' Report on the Summary Financial Statements to the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

Opinion

The summary financial statements, which comprise the summary statement of financial position as at 31 December 2020, the summary statements of core fund comprehensive income, changes in funds and reserves and cash flows for the year then ended, are derived from the audited financial statements of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme ("the Secretariat") for the year ended 31 December 2020.

In our opinion, the accompanying summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements of the Secretariat which were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Summary Financial Statements

The summary financial statements do not contain all the disclosures, including accounting policies, required by International Financial Reporting Standards (IFRS). Reading the summary financial statements and our report thereon, therefore, is not a substitute for reading the audited financial statements and our report thereon. The summary financial statements and the audited financial statements do not reflect the effects of events that occurred subsequent to that date of our report on the audited financial statements.

The Audited Financial Statements and Our Report Thereon

We expressed an unmodified audit opinion on the audited financial statements in our report dated 26th March 2021.

Members and Management's Responsibility for the Summary Financial Statements

Members and Management are responsible for the preparation of the summary financial statements based on the audited financial statements which were prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on whether the summary financial statements are consistent, in all material respects, with the audited financial statements based on our procedures, which were conducted in accordance with International Standard on Auditing (ISA) 810 (Revised), "Engagements to Report on Summary Financial Statements."

KPMG
Chartered Accountants

Suva, Fiji
3 May, 2021

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2020

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Core Fund Statement of Comprehensive Income For the year ended 31 December 2020

	2020	2019
	\$	\$
Income		
Member contributions	1,026,444	1,270,103
Programme management charges	1,033,668	1,281,790
Other donor fund income	2,133,269	1,249,147
Amortisation of deferred income - Property and Equipment	239,474	134,562
Other income	236,794	210,606
Total income	4,669,649	4,146,208
Expenses		
Advertisements	10,240	19,525
Consultancies	22,087	9,650
Depreciation and amortisation expense	317,262	308,635
Electricity & Water	80,916	72,491
Freight and Postal Expenses	925	2,478
Insurance	134,331	80,707
Licences & Registration	16,383	19,964
Printing, Stationery and Office Supplies	82,772	67,560
Professional Services	96,689	124,154
Program Support Costs	57,484	89,985
Repairs & Maintenance	46,416	69,776
Salaries and wages	2,831,046	2,476,435
Superannuation expense	240,639	185,733
Other employee expenses	190,551	126,094
SPREP Meeting	14,821	107,611
Telephone and Internet	63,076	47,757
Travel	10,292	222,055
Workshops & Trainings	10,803	95,689
Other Expenses	123,652	49,289
Total expenses	4,350,385	4,175,588
Surplus/(Deficit) before net finance income and foreign exchange	319,264	(29,380)
Net finance income	(22,114)	(6,453)
Foreign exchange loss	92,226	(46,144)
Net Surplus/(Deficit)	389,376	(81,977)

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2020

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Financial Position As at 31 December 2020

	2020	2019
	\$	\$
ASSETS		
Non-current assets		
Property and Equipment	10,367,880	10,582,071
Right of Use Asset	52,799	73,511
	10,420,679	10,655,582
Current assets		
Cash and cash equivalents	23,952,324	14,767,207
Receivables and prepayments	86,417	495,273
	24,038,741	15,262,480
TOTAL ASSETS	34,459,420	25,918,062
RESERVES AND LIABILITIES		
Reserves		
Core Funds	447,139	57,763
Total reserves	447,139	57,763
Non-Current Liabilities		
Employee benefits	375,640	405,050
Deferred income - Property and Equipment	9,920,008	10,159,482
Lease liability	23,341	45,301
Total noncurrent liabilities	10,318,989	10,609,833
Current Liabilities		
Programme/Donor funds	19,270,660	11,973,632
Payables and accruals	1,683,445	908,834
Employee entitlements	1,011,690	714,229
Deferred income - Property and Equipment	239,474	239,474
Income received in advance	1,455,833	1,383,884
Lease liability	32,190	30,413
Total current liabilities	23,693,291	15,250,466
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES	34,459,420	25,918,062

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2020

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Changes in Funds and Reserves For the year ended 31 December 2020

	Core Fund \$	Total \$
Balance at 1st January 2019	139,740	139,740
Net Deficit for the year	(81,977)	(81,977)
Balance at 31st December 2019	57,763	57,763
 Balance at 1st January 2020	 57,763	 57,763
Net Surplus for the year	389,376	389,376
Balance at 31 December 2020	447,139	447,139

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Statement of Cash Flows For the year ended 31 December 2020

	2020 \$	2019 \$
Cash flows from operating activities		
Member contributions	1,192,974	998,028
Interest received	29,654	1,543
Non programme donor funds received	2,133,269	1,249,147
Other receipts	466,659	86,979
Personnel costs - Corporate Services	(2,797,377)	(2,550,964)
Corporate Services costs	(25,508)	(389,947)
Lease payments	(40,978)	(40,978)
Programme Income/(Expenditure)	8,235,921	7,014,833
Net cash flows from operating activities	9,194,614	6,368,641
 Cash flows from investing activities		
Purchase of property and equipment	(65,377)	(40,655)
Net cash flows for investing activities	(65,377)	(40,655)
 Net change in cash held	9,129,237	6,327,986
Cash at beginning of the year	14,808,441	8,526,599
Effects of foreign exchange	92,226	(46,144)
Cash balance at the end of the year	24,029,904	14,808,441

Publications 2020

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN num. = version numérique	PAGES
RAPPORTS TECHNIQUES		
Guide de développement d'un processus de questionnement d'enquête	https://bit.ly/2StN4Ys 978-982-04-0848-7 (num.)	22 p.
Guide des matériaux contaminés par l'amiante pour l'enlèvement des débris de catastrophes	https://bit.ly/3zTXZeQ 978-982-04-0820-3 (papier) 978-982-04-0819-7 (num.)	30 p.
Matériaux contaminés par l'amiante : Guide pour l'enlèvement des débris de catastrophes	https://bit.ly/2U4u6YT 978-982-04-0820-3 (papier) 978-982-04-0819-7 (num.)	18 p.
Évaluation du risque que les tilapias des bassins d'aquaculture proposés s'établissent et deviennent envahissants dans les écosystèmes marins côtiers à Port Resolution (île de Tanna), Vanuatu	https://bit.ly/3A3lhhgz	32 p.
Évaluation du crabe des cocotiers (<i>Birgus latro</i>) ,Iles Cook, Série technique intégrée sur la biodiversité insulaire	https://bit.ly/2U2hpOi 978-982-04-0672-8 (papier) 978-982-04-0673-5 (num.)	30 p.
Relevés des oiseaux des îles Late et Fonualei – Vava'u, Royaume des Tonga	https://bit.ly/3x3QJLD 978-982-04-0686-5 (papier) 978-982-04-0687-2 (num.)	24 p.
La biodiversité dans les écoles : Rapport sur l'atelier de formation des formateurs – Intégrer la biodiversité dans les programmes scolaires, Tuvalu	https://bit.ly/3xehfSR 978-982-04-0694-0 (papier) 978-982-04-0695-7 (num.)	62 p.
Renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés en gérant les espèces envahissantes dans les sites hautement prioritaires	https://bit.ly/3hfh031 978-982-04-0814-2 (papier) 978-982-04-0813-5 (num.)	25 p.
Plan de gestion et de restauration des bassins versants – pour les écosystèmes de la forêt nuageuse de Rarotonga, Îles Cook	https://bit.ly/3Aflboe 978-982-04-0674-2 (papier) 978-982-04-0675-9 (num.)	99 p.
Îles Cook – Rapport sur l'état de l'environnement 2018	https://bit.ly/3xZU2Uo 978-982-04-0666-7 (papier) 978-982-04-0667-4 (num.)	200 p.
Projet sur les tortues des Îles Cook – Enquête sur les conditions de nidification Rarotonga, Îles Cook	https://bit.ly/2UJzpOh 978-982-04-0676-6 (papier) 978-982-04-0677-3 (num.)	27 p.
Développer des plans de suivi et d'évaluation : guide de conception de projets	https://bit.ly/2UKF1HC 978-982-04-0811-1 (num.)	22 p.
Développer une logique de projet : guide de conception de projets	https://bit.ly/3dk5ZFC 978-982-04-0812-8 (num.)	14 p.
Répertoire des zones humides – République de Nauru	https://bit.ly/3gZExWH 978-982-04-0680-3 (papier) 978-982-04-0681-0 (num.)	43 p.
Évaluation des options d'adaptation fondées sur les écosystèmes – province de Macuata, Fidji	https://bit.ly/3x4FtlI 978-982-04-0775-6 (papier) 978-982-04-0776-3 (num.)	34 p.
Analyse et cartographie de la résilience écosystémique et socio-économique – province de Macuata, Fidji	https://bit.ly/3y3Nrbv 978-982-04-0777-0 (papier) 978-982-04-0778-7 (num.)	64 p.
Évaluation et plan directeur des options d'adaptation fondées sur les écosystèmes – Taveuni, Fidji	https://bit.ly/3qvA0yl 978-982-04-0779-4 (papier) 978-982-04-0780-0 (num.)	88 p.
Stratégie nationale de gestion de l'environnement des États fédérés de Micronésie 2019-2023	https://bit.ly/3w08CIE 978-982-04-0836-4 (papier) 978-982-04-0835-7 (num.)	36 p.
Enquêtes de terrain pour compléter les parcelles de végétation permanentes dans le parc national d'Eua : Royaume des Tonga Juillet 2013	https://bit.ly/3wajXHH 978-982-04-0688-9 (papier) 978-982-04-0689-6 (num.)	38 p.
Cadre mondial et régional – accords multilatéraux sur l'environnement (AME) sur les produits chimiques et les déchets	https://bit.ly/3y33fuZ 978-982-04-0830-2 (num.)	24 p.
Dans l'œil du cyclone – Réflexions de la deuxième Conférence du Pacifique sur les changements climatiques	https://bit.ly/3JgAfVL 978-0-473-55001-1 (num.)	234 p.
Plan de gestion de la zone de conservation proposée pour les zones humides d'Ijuw/ Anabar – République de Nauru	https://bit.ly/3gZEhGL 978-982-04-0682-7 (papier) 978-982-04-0683-4 (num.)	13 p.
Gestion des mauvaises herbes prioritaires à faible incidence pour préserver la biodiversité du Pacifique	https://bit.ly/3gZhSK7 978-982-04-0816-6 (papier) 978-982-04-0815-9 (num.)	25 p.

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
RAPPORTS TECHNIQUES (suite)		
Programme de surveillance de la santé des écosystèmes marins : Royaume des Tonga, 2016.	https://bit.ly/3hfjwGe 978-982-04-0690-2 (papier) 978-982-04-0691-9 (num.)	24 p.
Partenariat Moana taka : guide pour les États et territoires insulaires océaniques	https://bit.ly/3gWEgE2 978-982-04-0900-2 (num.)	19 p.
Atelier de formation à Nauru sur la planification de l'espace marin – Projet GEF-PAS sur la biodiversité intégrée de l'île (IIB)	https://bit.ly/3A8w5fw 978-982-04-0684-1 (papier) 978-982-04-0685-8 (num.)	44 p.
État de l'environnement dans les Îles Cook : Résumé	https://bit.ly/3jl6z0f	2 p.
PacPlan : Plan d'urgence régional de lutte contre les déversements en mer dans les îles du Pacifique 2019	https://bit.ly/3qC0rCz 978-982-04-0915-6 (papier) 978-982-04-0916-3 (num.)	26 p.
Mécanisme d'assurance contre les changements climatiques dans les îles du Pacifique (PICCIF)	https://bit.ly/3vZ2gKT 978-982-04-0907-1 (papier) 978-982-04-0908-8 (num.)	80 p.
Modélisation participative en 3 dimensions -Vaka Puaikura, Rarotonga Îles Cook	https://bit.ly/3jlbpdW 978-982-04-0678-0 (papier) 978-982-04-0679-7 (num.)	31 p.
Protéger nos îles grâce à la biosécurité	https://bit.ly/2SBbZcQ 978-982-04-0826-5 (papier) 978-982-04-0825-8 (num.)	30 p.
Rapport de visite sur l'île de Niuafo'ou, Royaume des Tonga – Megapode polynésien <i>Megapodius pritchardii</i> , suivi et conservation du Malau sur l'île de Niuafo'ou	https://bit.ly/3w2Uj7v 978-982-04-0692-6 (papier) 978-982-03-0692-3 (num.)	38 p.
Rapport sur l'état de l'environnement 2019 : Îles Salomon	https://bit.ly/3qlwA0u 978-982-04-0834-0 (papier) 978-982-04-0833-3 (num.)	156 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Îles Cook	https://bit.ly/2U8a0Iz 978-982-04-0795-4 (num.)	15 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Fidji	https://bit.ly/3h15yb6 978-982-04-0794-7 (num.)	14 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Nioué	https://bit.ly/3A1BVyT 978-982-04-0797-8 (num.)	13 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Nauru	https://bit.ly/3jauryzo 978-982-04-0799-2 (num.)	12 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Palaos	https://bit.ly/3wZZkui 978-982-04-0798-5 (num.)	15 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Papouasie-Nouvelle-Guinée	https://bit.ly/3vXy6ry 978-982-04-0803-6 (num.)	38 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – République des Îles Marshall	https://bit.ly/3jl34qD 978-982-04-0796-1 (num.)	15 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Samoa	https://bit.ly/2Tg1mwi 978-982-04-0804-3 (num.)	14 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Îles Salomon	https://bit.ly/3dg3Lhe 978-982-04-0804-3 (num.)	13 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Timor-Leste	https://bit.ly/3x3q5m5 978-982-04-0807-4 (num.)	15 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Tonga	https://bit.ly/3vUvEC4 978-982-04-0805-0 (num.)	13 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Tuvalu	https://bit.ly/3h15yb6 978-982-04-0801-2 (num.)	15 p.
Inventaire de la législation actuelle et future sur les déchets – Vanuatu	https://bit.ly/3dfZREZ 978-982-04-0800-5 (num.)	13 p.
Travaux de restauration après le passage du cyclone tropical Harold au Vanuatu : rapport de résultats	https://bit.ly/2U2nj1U 978-982-04-0914-9 (num.)	50 p.
Département de l'environnement de Tuvalu : Stratégie nationale de gestion de l'environnement 2015-2020	https://bit.ly/3zYBG81	26 p.
Utiliser les ennemis naturels pour gérer les mauvaises herbes très répandues dans le Pacifique	https://bit.ly/35VFLMI 978-982-04-0824-1 (papier) 978-982-04-0823-4 (num.)	24 p.
Déclaration de Vemöore : Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire, 2021-2025	https://bit.ly/3xWyKqA	5 p.
Déclaration de Vemöore : Engagements en faveur de l'action pour la conservation de la nature et des aires protégées dans le Pacifique insulaire, 2021-2025 (version française)	https://bit.ly/2U83dDi	6 p.
Méthodologie de l'audit des déchets : une approche commune	https://bit.ly/3y0IYHG 978-982-04-0846-3 (num.)	57 p.

TITRE SÉRIE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
The Connection: (numéros 2, 3, 4)	https://bit.ly/35N5y9s https://bit.ly/35Qnxff https://bit.ly/3xLsim7 2413-5534	21 p. 30 p. 30 p.
Questions sur les changements climatiques : Avril-Août, 65, 66, 67	https://bit.ly/2SwbHUx https://bit.ly/3gXGHHW https://bit.ly/3xQC4Ua 2227-694	6 p.
Bulletin mensuel du COSSPac sur le climat : juin, juillet, août, septembre, octobre, décembre	https://bit.ly/3h4MWqN https://bit.ly/3qsYTLb https://bit.ly/3hfxY1d https://bit.ly/2TfuYd3 https://bit.ly/3A7Dcob https://bit.ly/3xXIw33 2617-3557	6 p.
Bulletin d'information sur l'adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes du Pacifique (PEBACC) ; numéros 9, 10	https://bit.ly/2SnUnRo https://bit.ly/3jctHhG 2617-5506	8 p.
Bulletin d'information PACRES, Vol.1, 2	https://bit.ly/3dhGplg https://bit.ly/3heLbHo 2519-5506	8 p.
Rapport annuel du PROE 2019	https://bit.ly/3gZkxDB 1562-675X	56 p.
Rapport annuel du PROE 2019	https://bit.ly/2T3GiJv 1562-675X	56 p.
SPREP Tok (Numéros : 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70)	https://bit.ly/3dnrUCL https://bit.ly/3djL8sT https://bit.ly/3h4ENna https://bit.ly/2UCLu7h https://bit.ly/2UCKujx https://bit.ly/3y1UYHJ https://bit.ly/3qzFkAF https://bit.ly/3dmyF7y https://bit.ly/2SCE7fE https://bit.ly/3w0njN7 2311-861X	4 p.

COMPTES RENDUS DE RÉUNION

Rapport de la deuxième réunion du Conseil exécutif du PROE 2-4 septembre 2020	https://bit.ly/2Sv0Aeq 978-982-04-0895-1 (num.) 978-982-04-0896-8 (papier)	29 p.
Deuxième réunion du Conseil exécutif du 2 au 4 septembre 2020 – Recommandations approuvées	https://bit.ly/3xWtao8	9 p.

FICHES D'INFORMATION

Guide de développement des objectifs SMART	https://bit.ly/3qsoHXQ 978-982-04-0828-9 (num.)	4 p.
Systèmes avancés de frais de recouvrement et de consignation	https://bit.ly/2Sz27jL 978-982-04-0827-2 (num.)	4 p.
Initiatives en matière de prises accessoires et de gestion intégrée des écosystèmes – Planification spatiale marine et désignation d'aires marines protégées	https://bit.ly/3wapX3b	2 p.
Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes (BIEM) – Vue d'ensemble	https://bit.ly/3xWujMo	2 p.
Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes : Réduire les prises accessoires et accroître la préservation des espèces	https://bit.ly/3gXV8Kn	2 p.
Initiative sur les prises accessoires et la gestion intégrée des écosystèmes – Gestion intégrée des écosystèmes du massif au récif	https://bit.ly/3qHhZqN	2 p.
Comment gérer les déchets médicaux liés à la COVID-19	https://bit.ly/3w1m0gM	4 p.
Comment éliminer correctement les huiles usagées ?	https://bit.ly/3zZQgMt	2 p.
Plans nationaux d'éducation et de sensibilisation dans les pays (NEAPS)	https://bit.ly/3hbet9V 978-982-04-0829-6 (num.)	4 p.
Plans nationaux de gestion des déchets en situation de catastrophe : Avantages de disposer de plans de gestion des déchets en situation de catastrophe et planification pour les îles du Pacifique	https://bit.ly/3gWBr5I	4 p.
Ce que vous pouvez faire pour aider à résoudre ce problème dans notre Pacifique	https://bit.ly/3w20fxn	2 p.
Pourquoi les huiles usagées sont-elles dangereuses ?	https://bit.ly/3zZuTL4	2 p.

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
BROCHURES		

Avant de quitter les Tonga, arrêtez-vous et réfléchissez... Seriez-vous en infraction des lois sur la faune sauvage ? Version anglaise	https://bit.ly/2UItD7	2 p.
Avant de quitter le Samoa, arrêtez-vous et réfléchissez... Seriez-vous en infraction des lois sur la faune sauvage ? – Version chinoise	https://bit.ly/3dcP6U6	2 p.
Ae e te le'i tu'ua Samoa, taofi ma se'i toe mafaufau: fa'amata e te le o solia tulafono mo meaola o le natura?	https://bit.ly/3duV8Qf	2 p.

AFFICHES/LIVRETS/BANNIÈRES

Avant de quitter les Tonga, arrêtez-vous et réfléchissez... Seriez-vous en infraction des lois sur la faune sauvage ? Version tongienne (bannière)	https://bit.ly/2U1zQCH	1 p.
Avant de quitter les Tonga, arrêtez-vous et réfléchissez... Seriez-vous en infraction des lois sur la faune sauvage ? Version chinoise (bannière)	https://bit.ly/3gUS0yR	1 p.
Avant de quitter les Tonga, arrêtez-vous et réfléchissez... Seriez-vous en infraction des lois sur la faune sauvage ? Version anglaise (bannière)	https://bit.ly/3xQRE27	1 p.
Outil de planification environnementale pour le tourisme durable dans le Pacifique (poster)	https://bit.ly/3gVUU6B	1 p.
Sanctuaire des requins de Samoa (poster)	https://bit.ly/3h29uZh	1 p.

VIDÉOS

		H:M:S
Atlas corallien Allen : un nouvel outil pour la gestion des récifs coralliens	https://youtu.be/MlvbzWHIEMl	1:01:59
Considération environnementale dans le tourisme durable dans la région des îles du Pacifique	https://youtu.be/2skr05TdQMc	1:51:21
Projet intégré de biodiversité insulaire du GEF-PAS (GEPPAS IIB)	https://youtu.be/pASYP7IhT4	0:11:13
Atelier de développement des capacités du plan national d'éducation et de sensibilisation – Message de l'UE	https://youtu.be/9D9_gyOJ92s	0:4:48
Données cartographiques ouverte Pacifique	https://youtu.be/hLIYQ0MX_bl	0:16:26
Programme régional des espèces marines des îles du Pacifique – plans d'action pour les espèces marines migratrices	https://youtu.be/oS8_6fsgWck	0:1:58
Réunion du Comité de pilotage de PacWastePlus – Message vidéo de l'UE	https://youtu.be/jzvckYpK9V4	0:3:11
Modélisation participative tridimensionnelle (P3DM) dans les îles du Pacifique	https://youtu.be/lcXzuD3758I	0:0:10
Vidéo de formation complémentaire PIPAP GIS 1 : Bases QGIS	https://youtu.be/1bQcMUrTyOY	0:0:22
Vidéo de formation complémentaire PIPAP GIS 2 : Création de cartes dans QGIS	https://youtu.be/CY7Zu89dtE	0:0:22
Directeur Général PROE, Kosi Latu Déclaration pour la signature du protocole d'accord entre le PROE et Rev Ocean	https://youtu.be/QzkiXQy9AQY	0:6:10
Directeur général du PROE, Kosi Latu Discours pour le Forum Ambition de Placencia	https://youtu.be/Pyhq0P2GLio	0:4:30
Les aventures du crabe climat dans le Pacifique (tokélaouan)	https://youtu.be/G6BauHfjQbs	0:4:13

WEBINAIRES

Double peine : La COVID-19 met en lumière l'urgence climatique	https://youtu.be/Ls257hcULn8	1:35:39
Environnement sain = humains en bonne santé	https://youtu.be/q0pwe_50lg	1:38:29
Notre voyage en mer pour un Pacifique plus bleu malgré la COVID-19	https://youtu.be/gPA9a-9G13E	0:0:80
Relever le défi de maintenir un Pacifique plus propre dans une situation de pandémie et de catastrophe	https://bit.ly/3h1cw0W	2:13:29

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
ÉQUIPE DE DIRECTION			
1 Kosi Latu	Directeur général	Samoa	31-déc-21
2 Roger Cornforth	Directeur général adjoint, Gouvernance et opérations	Nouvelle-Zélande	31-janv-21
3 Stuart Chape	Directeur général adjoint par intérim, Programmes techniques / Directeur, Écosystèmes insulaires et océaniques	Australie	30-juin-21
4 Tagaloa Cooper – Halo	Directeur, Résilience face aux changements climatiques	Nioué	04-fév-21
5 Easter Chu Shing	Directrice, Surveillance et gouvernance environnementales	Samoa	30-juin-23
6 Anthony Talouli	Directeur par intérim, Gestion des déchets et lutte contre la pollution / Conseiller Pollution	Fidji	31-mars-21
7 Clark Peteru	Conseiller juridique	Samoa	31-mars-21
8 Petra Chan Tung	Directrice des finances et de l'administration	Samoa	31-déc-21
9 Simeamativa Vaai	Directrice, Ressources humaines	Samoa	31-déc-21
SOUTIEN EXÉCUTIF ET BUREAUX RÉGIONAUX			
<i>Soutien exécutif</i>			
1 Audrey Brown-Pereira	Administratrice principale	Îles Cook	31-oct-23
2 Rosanna Galuvao-Ah Ching	Adjointe exécutive du Directeur général	Samoa	30-mai-22
3 Apiseta Eti	Adjointe exécutive du Directeur général adjoint	Samoa	31-déc-21
<i>Audit interne</i>			
1 Niraj Kumar	Auditeur interne	Fidji	30-juil-22
<i>Bureaux sous-régionaux</i>			
1 Kilom Ishiguro	Agent technique et de liaison - Bureau du Pacifique Nord	RMI	31-déc-22
PROGRAMMES TECHNIQUES			
RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
1 Foinjancey Fesolai	Assistante du programme Résilience face aux changements climatiques	Samoa	1-oct-23
2 Espen Ronneberg	Conseiller spécialisé en changements climatiques	Norvège	31-mars-21
3 Filomena Nelson	Conseillère en adaptation face aux changements climatiques	Samoa	8-oct-23
4 Ofa Kaisamy	Directrice, Centre océanien sur les changements climatiques	Tonga	04-oct-23
5 Salesa Nihmei	Conseiller en météorologie et climatologie	Vanuatu	31-mars-22
6 Sunny Seuseu	Chef de projet par intérim / Responsable des services d'informations climatiques, Projet CISRD Vanuatu	Samoa	04-avr-21
7 Connie Sewere	Assistante technique et des finances, Projet CISRD Vanuatu	Vanuatu	31-mars-22
8 Azarel Mariner	Responsable du renforcement des capacités COSPPac	Samoa	30-juin-21
9 Siosinamele Lui	Chargée des connaissances traditionnelles sur le climat COSPPac	Samoa	30-juin-21
10 Philip Malsale	Responsable de la climatologie COSPPac	Vanuatu	30-juin-21
11 Teuila-janve Fruean	Assistante technique et des finances COSPPac	Samoa	30-juin-21
12 Patrick Pringle	Consultant en analyse climatique (détaché de Climate Analytics)	Royaume-Uni	31-janv-22
13 Ella Strachan	Associée de recherche junior en analyse climatique (détachée de Climate Analytics)	Australie	30-juin-21
14 Tile Tofaeono	Coordinateur des services de prévisions climatiques	Samoa	28-août-22
15 Robert D. McIntosh	Responsable pour l'océanographie	É.-U.	13-mai-21
16 Raymond Schuster	Adjoint technique Projet PPOA	Samoa	30-juin-21
17 Martin Sharp	Chef de projet Intra ACP de l'AMCC+ Adaptation du Pacifique aux changements climatiques et résilience	Australie	07-janv-22
18 Semi Qamese	Responsable du suivi et de l'évaluation	Fidji	15-mars-22
19 Laura Mitchell	Responsable des finances et de l'administration PACRES	Samoa	24-avr-22
20 Emma Arasi-Sua	Responsable de la gestion des connaissances et de l'information PACRES	Samoa	31-juil-21
21 Sione Fulivai	Coordinateur du Cadre océanien pour un développement résilient (FRDP)	Tonga	30-juin-22
22 Fred Patison	Conseiller pour la préparation au financement des changements climatiques	Îles Salomon	20-sep-23
23 Vanda Faasoa-Chan Ting	Conseillère technique - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	18-oct-21
24 Florette Tuuau-Tiperia	Responsable des finances et de l'administration - Pôle des contributions déterminées à l'échelle nationale pour la région Pacifique	Samoa	14-oct-21
25 Monifa Fiu	Conseillère en analyse d'impact	Fidji	15-mars-23
26 Dannicah Chan	Responsable des finances et de l'administration GCCA + Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA)	Samoa	03-mai-23
27 Gloria Roma	Responsable de l'information et de la recherche GCCA + Projet océanien d'adaptation aux changements climatiques (SUPA)	Samoa	12-juil-23
28 Carmen Fepulea'i	Assistante de soutien financier et administratif - Centre océanien sur les changements climatiques	Samoa	31-janv-21
29 Kayla Economou	Stagiaire du partenariat MetDesk du Pacifique (dans le cadre du programme d'attachement joint SIS CROP)	Samoa	31-août-21
30 Masako Ogawa	Conseillère principale, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Japon	17-juil-21
31 Yuji Ueno	Coordinateur de projet, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Japon	31-déc-22
32 Christine Tuioti	Assistante de projet, Projet de renforcement des capacités en matière de résilience climatique dans le Pacifique JICA	Samoa	31-mars-22
SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALES			
1 Faasipa Tinai	Assistante du programme de surveillance et de gouvernance environnementales	Samoa	25-août-22
2 Jope Davetanivalu	Conseiller en planification environnementale	Fidji	30-sep-22
3 Gregory Barbara	Responsable de l'évaluation et de la planification environnementales	Australie	14-avr-21
4 Paul Anderson	Chef du projet « Inform »	É.-U.	31-déc-21
5 Peter McDonald	Projet « Inform », Spécialiste de la surveillance et des rapports environnementaux	Australie	08-juin-21
6 Tavita Su'a	Analyste et développeur des systèmes d'information environnementale	Samoa	14-oct-21
7 Lagi Reupena	Projet « Inform », Responsable des données environnementales	Samoa	31-juil-21
8 Sabrina Reupena	Projet « Inform », Responsable des finances et de l'administration	Samoa	29-juil-21
9 Meapelo Mai'ai	Banque mondiale, consultant en matière de sauvegardes environnementales et sociales	Samoa	juin-22
ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES			
1 Makerita Atiga	Assistante du Programme sur les écosystèmes insulaires et océaniques	Samoa	02-août-23
2 David Moverley	Conseiller en espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	30-nov-21
3 Peter Davies	Conseiller en écosystèmes côtiers et marins	Australie	26-avr-22
4 Karen Baird	Conseillère sur les espèces menacées et migratrices	Nouvelle-Zélande	26-avr-22
5 Unity Roebeck	Responsable de la base de données et de la conservation des tortues	Samoa	01-juin-22
6 Amanda Wheatley	Conseillère Biodiversité	Australie	16-déc-23
7 Juiny Ward	Responsable de la biodiversité	Samoa	30-juin-22

MEMBRE DU PERSONNEL	FONCTION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT
8 Vainuupo juingblut	Responsable des zones protégées	Samoa	31-mai-23
9 Rahul Chand	Responsable du renforcement des capacités APA (Accès et partage des avantages)	Fidji	31-déc-21
10 James Faiumu	Responsable Technique et des finances APA (Accès et partage des avantages)	Samoa	31-déc-21
11 Isabel Rasch	Coordinatrice régionale du FEM 6 pour les espèces envahissantes	Samoa	06-janv-23
12 Jamie Davies	Chef de projet – Projet de gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM)	Royaume-Uni	03-mai-22
13 Rohit Prasad	Responsable des finances et de l'administration, BIEM	Fidji	25-août-22
14 Bradley Myer	Chef de projet - Projet régional sur les espèces envahissantes	Nouvelle-Zélande	01-juin-22
15 Josef Pisi	Associé espèces envahissantes PRISMSS	Samoa	17-juin-22
16 Kennedy Kaneko	Coordinateur national des espèces envahissantes - RIM	RMI	04-nov-22
17 Dominic Sadler	Coordinateur des espèces envahissantes	Suisse	31-janv-22
18 Hannah Hendriks	Agente de conservation des espèces marines migratrices (en détachement du ministère de la Conservation, NZ)	Nouvelle-Zélande	07-juin-21
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION			
1 Davina Bartley-Tiitii	Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Assistante de programme	Samoa	25-mars-22
2 Ma Bella Guinto	Conseillère en gestion des déchets solides	Nouvelle-Zélande	31-mars-21
3 Atitoafaiga Tau	Responsable du soutien aux projets, Actions durables en matière de déchets dans le Pacifique	Samoa	16-août-23
4 Joshua Sam	Conseiller en gestion des déchets dangereux	Papouasie-Nouvelle-Guinée	15-juil-22
5 Ngairé Ah Ching	Coordinatrice de projet - Plans nationaux de mise en œuvre dans le Pacifique et évaluation initiale de Minamata	Samoa	21-mars-21
6 Bradley Nolan	Chef de projet, PacWastePlus	Australie	08-nov-21
7 Sela Simamao	Responsable des finances et des achats, PacWaste Plus	Tonga	30-juin-22
8 Crystal Schwenke	Responsable technique et administration, PacWaste Plus	Samoa	14-avr-22
9 Lance Richman	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets dangereux, PacWaste Plus	É.-U.	28-nov-22
10 Sainimili Bulai	Responsable technique Projet gestion des déchets - déchets solides, PacWaste Plus	Fidji	02-nov-22
11 Hilary Boyes	Responsable technique Projet gestion des déchets - récupération des ressources, PacWaste Plus	Nouvelle-Zélande	13-janv-23
12 Nitish Narayan	Responsable communication, PacWaste Plus	Fidji	03-août-22
13 Vira Atalifo	Responsable régional de projet (Fidji), PacWaste Plus	Fidji	06-oct-22
14 Michael Taiki	Responsable régional de projet (Vanuatu), PacWaste Plus	Vanuatu	22-janv-23
15 Sascha Fuller	Coordinatrice Pacific Node (stagiaire de l'Université de Newcastle, Australie)	Australie	30-avr-22
GOVERNANCE ET OPÉRATIONS			
<i>Planification stratégique</i>			
1 Rebecca Polestico	Conseillère surveillance et évaluation	Philippines	01-mars-21
<i>Unité de coordination des projets</i>			
1 Melanie King	Directrice unité de coordination des projets	Australie	22-oct-21
2 Rupeni Mario	Spécialiste en développement de projets – Atténuation des changements climatiques	Fidji	17-juil-21
3 Vitolina Samu	Responsable adjointe de la mise en œuvre des projets	Samoa	18-avr-21
4 Nelida Taebo	Stagiaire de l'Unité de coordination des projets (dans le cadre du programme d'attachement joint SIS CROP)	Kiribati	08-mars-21
<i>Technologies de l'information</i>			
1 Christian Slaven	Responsable des technologies de l'information	Samoa	30-nov-21
2 Epeli Tagi	Ingénieur chargé des réseaux et de l'assistance informatiques	Fidji	30-avr-23
3 Billy Chan Ting	Spécialiste du développement d'applications web	Samoa	30-avr-23
4 Ainsof So'o	Développeur/analyste de systèmes	Samoa	31-oct-22
5 Charlie Reed	Responsable de l'assistance informatique	Samoa	03-fév-22
<i>Gestion des connaissances</i>			
1 Miraneta Williams-Hazelman	Directrice du Centre d'information et de documentation	Samoa	31-oct-21
2 Lupe Silulu	Responsable des dossiers et des archives	Samoa	31-déc-21
3 Aleluia Seiuli-Vaega	Assistante responsable des dossiers et archives	Samoa	08-mars-23
4 Ane Ah Poe	Responsable de la gestion des connaissances	Samoa	31-déc-20
<i>Communication et sensibilisation</i>			
1 Nanette Woonton	Conseillère intérimaire en communication et sensibilisation/ Responsable des médias et des relations publiques	Îles Cook	31-oct-23
2 Leanne Moananu	Responsable de la communication	Samoa	31-déc-22
3 Angelica Salele-Sefo	Responsable adjointe de la sensibilisation	Samoa	08-avr-21
DÉPARTEMENT FINANCES ET ADMINISTRATION			
1 Veronica Levi	Expert-Comptable	Samoa	10-avr-22
2 Maraea Slade-Pogi	Responsable des achats	Samoa	05-janv-23
3 Siniva Tuuau-Enosa	Comptable de projet	Samoa	26-juin-22
4 Alvin Sen	Comptable de projet	Fidji	16-juin-22
5 Rachel Levi	Comptable	Samoa	29-avr-21
6 Naoafioga Feu'u	Responsable des finances	Samoa	10-sep-23
7 Hetta Fuimaono	Responsable des finances	Samoa	19-juin-22
8 Emmaflora Ah Tong	Responsable des finances	Samoa	30-sep-22
9 Pata Mase	Responsable des finances - Projets	Samoa	15-sep-22
10 Lawrence Warner	Responsable des services immobiliers	Samoa	4-déc-21
11 Faamanatu Sititi	Chauffeur/Employé	Samoa	05-déc-23
12 Iosefa Tootoo	Agent de nettoyage/Préposé aux thés et cafés	Samoa	21-juil-22
13 Cynthia Ah Loo	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	31-déc-23
14 Ivoga Sefa	Agent de nettoyage/Préposée aux thés et cafés	Samoa	05-janv-23
15 Tagiilima Enele	Personne de terrain	Samoa	12-mai-23
16 Isaia Talaitau	Personne de terrain	Samoa	11-sep-22
DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES			
1 Luana Jamieson	Responsable cadre aux Ressources Humaines	Samoa	05-janv-23
2 Marion Tuipulotu-Chan Chui	Responsable des ressources humaines	Tonga	08-mai-23
3 sepasitiano Paulo	Responsable des ressources humaines	Samoa	24-nov-22
4 Roger Warren	Responsable des ressources humaines	Samoa	07-juin-23
5 Monica Tupai	Assistante des ressources Humaines	Samoa	21-mai-22

Acronymes et Abréviations

AFD	Agence française de développement	ISLANDS	Implementing Sustainable Low and Non-Chemical Development in SIDS (Mettre en œuvre un développement durable sans ou sobre en produits chimiques dans les PÉID)
AMCC+ SUPA	Projet « Alliance Mondiale contre le Changement Climatique » (AMCC+) intitulé "Scaling up Pacific Adaptation" (SUPA)	JICA	Agence japonaise de coopération internationale
AME	Accords multilatéraux sur l'environnement	MC	Micronesia Challenge
AMP	Aires marines protégées	MEIDECC	Ministère de la Météorologie, de l'Énergie, de l'Information, de la Gestion des catastrophes, de l'Environnement, des Changements climatiques et des Communications
APA	Accès et partage ades avantages	MNRE	Ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa
APCC	Centre de climatologie de l'APEC	NCOC	Chambre du commerce de Nioué
APCP	Partenariat de l'Australie et du Pacifique pour le climat	NIP	Plan national de mise en œuvre
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique	NIWA	New Zealand National Institution of Water and Atmospheric Research (Institut néo-zélandais de recherche sur l'eau et l'atmosphère)
APOD	A Pattern of Whales and Dolphins	NOAA	Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis
BAD	Banque asiatique de développement	ODD	Objectifs de développement durable
BBNJ	Biodiversité des zones situées au-delà de la juridiction nationale	OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
BIEM	Initiative de gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés	OMM	Organisation météorologique mondiale
BIOPAMA	Gestion de la diversité biologique et des aires protégées	One CORP+	Le regroupement des agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) et d'autres organisations
BMU	Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire	OSM	OpenStreetMap
BoM	Bureau météorologique australien	PACRES	Projet d'adaptation du Pacifique aux changements climatiques et renforcement de la résilience
CBCRP-PCCC	Projet de renforcement des capacités en termes de résilience aux changements climatiques dans le Pacifique au Centre océanien sur les changements climatiques	PacWastePlus	Programme Pacifique-Union européenne pour la gestion des déchets
CCNUCC CdP25	25 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PALRC	Protected Area Learning Research Collaborative (Association collaborative pour la recherche et l'apprentissage sur les aires protégées)
CDN	Contributions déterminées à l'échelle nationale	PCB	Polychlorobiphényle
CdP25	Vingt-cinquième Conférence des Parties	PCCC	Centre océanien sur les changements climatiques
CdP26	Vingt-sixième Conférence des Parties	PEBACC	Adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques
CESC	Sous-comité pour la communication et l'engagement	PÉID	Petits États insulaires en développement
CORP	Conseil des organisations régionales dans le Pacifique	PEUMP	Programme de partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019	PICOF	Forum sur les perspectives climatiques des îles du Pacifique
CPS	Communauté du Pacifique	PIFS	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
CREWS Pacific SIDS	Système d'alerte précoce aux risques climatiques des petits États insulaires en développement du Pacifique	PIP	Plan de mise en œuvre des performances
CSIRO	Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle	PIPAP	Portail sur les aires protégées des îles du Pacifique
DDT	Dichlorodiphényltrichloroéthane	PLP-ESS	Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour un environnement durable
DEPC	Département de la protection et de la conservation de l'environnement	PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
DFAT	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
DPSIR	Facteurs, pressions, état, impact et réaction (modèle d'intervention DPSIR)	POLP	Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique
EbA	Adaptation fondée sur les écosystèmes	POP	Polluants organiques persistants
ÉIE	Étude d'impact sur l'environnement	POPCC	Conférence sur les changements climatiques dans l'océan Pacifique
ENSO	El Nino Southern Oscillation (El Niño - Oscillation australe)	PPOA	Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans (Pacific Partnership on Ocean Acidification)
ÉSE	Évaluation stratégique de l'environnement	PRISMSS	Service régional d'aide à la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique
EU ACP-MEA 2	Projet de phase II pour le renforcement des capacités en lien avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	PROE	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
FCIL	Fonds canadien en faveur des initiatives locales	SIG	Systèmes d'information géographique
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	SILO	Salon international du Livre océanien
FEM6 PRE	Projet régional sur les espèces envahissantes du Fonds pour l'environnement mondial 6	SIMS	Services météorologiques des Îles Salomon
FOSS4G	Free and Open-Source Software for Geospatial (logiciel libre et gratuit de gestion des données géospatiales)	SMHN	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
FRDP	Cadre océanien pour un développement résilient (2017-2030) : une approche intégrée pour répondre aux changements climatiques et assurer la gestion des risques de catastrophes.	SNAGE	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
FVC AND	Fonds vert pour le climat d'une autorité nationale désignée	SOEC	État de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique : Rapport régional 2020
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence de coopération internationale allemande)	SotM	State of the Map (état de la carte)
GPS/SPG	Système de positionnement global	SWAP	Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique
IAMSLIC	International Association Aquatic and Marine Science Libraries and Information Centers (Association internationale des bibliothèques et centres d'information sur les sciences aquatiques et marines)	TREDS	Turtle Research and Monitoring Database System (système de base de données pour la recherche et le suivi des tortues)
IFRC	Fédération internationale des organisations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	TRO	Table ronde océanienne pour la conservation de la nature
IJC	Instrument international juridiquement contraignant	UE	Union européenne
IKI	Initiative internationale sur le climat	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
		UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
		UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
		UPS	Université du Pacifique Sud
		Van-KIRAP	Vanuatu Klaemet Infomesen blong Redy, Adapt mo Protekt
		WASH	Eau, assainissement et hygiène
		WMPC	Gestion des déchets et lutte contre la pollution
		WWF	Fonds mondial pour la nature



Samoa. Photo : D. McFadzien

Notre Région

Le Pacifique est le plus grand océan du monde, et couvre près d'un tiers de la surface de la Terre. On y trouve environ 30 000 îles de forme et de taille variées.

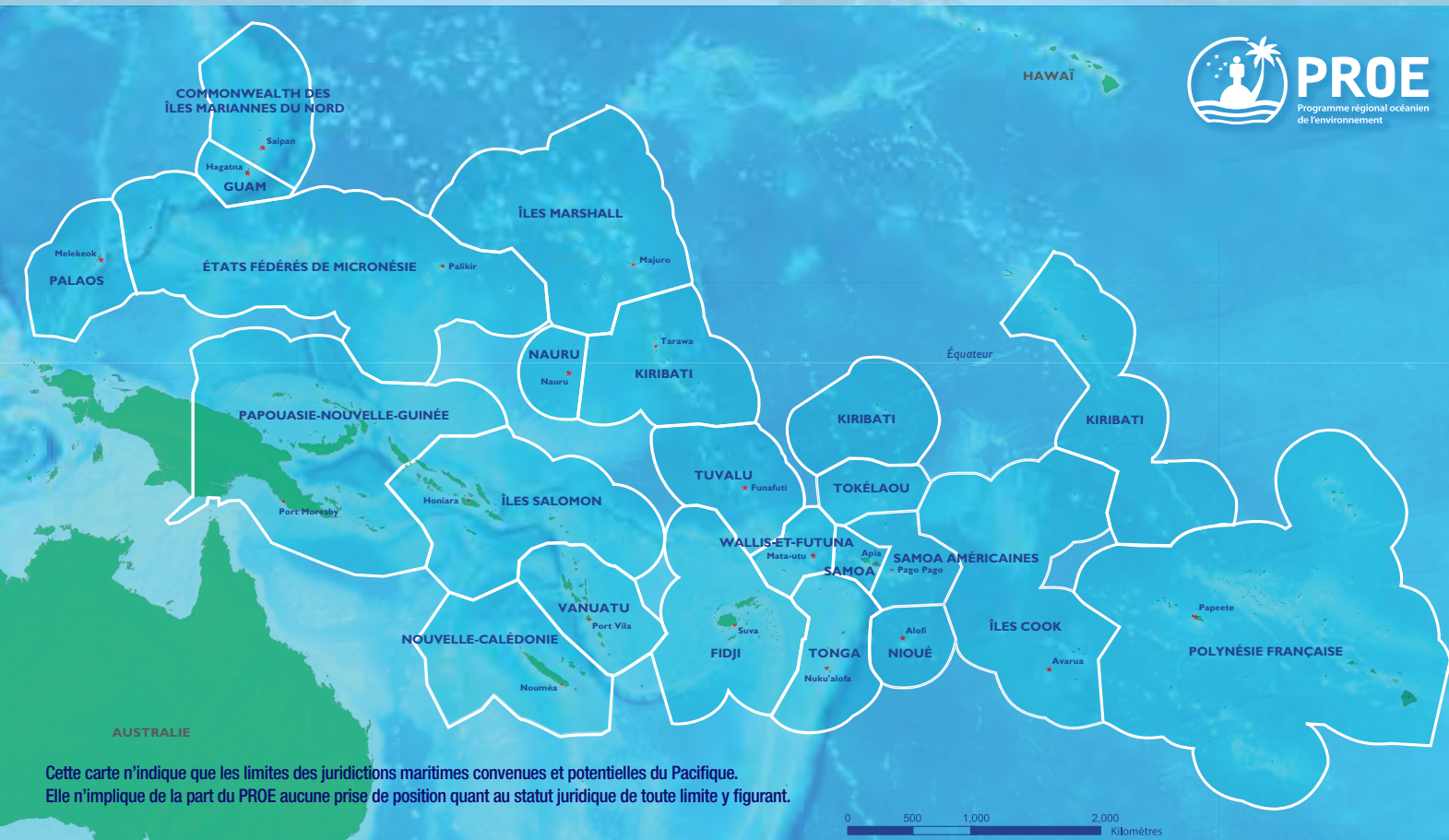
Les Membres insulaires du PROE sont :

- | | | |
|---|--------------------------------|---------------------|
| ▪ Commonwealth des Îles
Marianes du Nord | ▪ Nauru | ▪ Samoa américaines |
| ▪ États fédérés de Micronésie | ▪ Nioué | ▪ Tokélaou |
| ▪ Fidji | ▪ Nouvelle-Calédonie | ▪ Tonga |
| ▪ Guam | ▪ Palaos | ▪ Tuvalu |
| ▪ Îles Cook | ▪ Papouasie-Nouvelle-Guinée | ▪ Vanuatu |
| ▪ Îles Salomon | ▪ Polynésie française | ▪ Wallis-et-Futuna |
| ▪ Kiribati | ▪ République des Îles Marshall | |
| | ▪ Samoa | |

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni

57



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

